

Le terrorisme au Sahel: Dynamique de l'extrémisme violent et lutte

Nabons Laafi Diallo

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

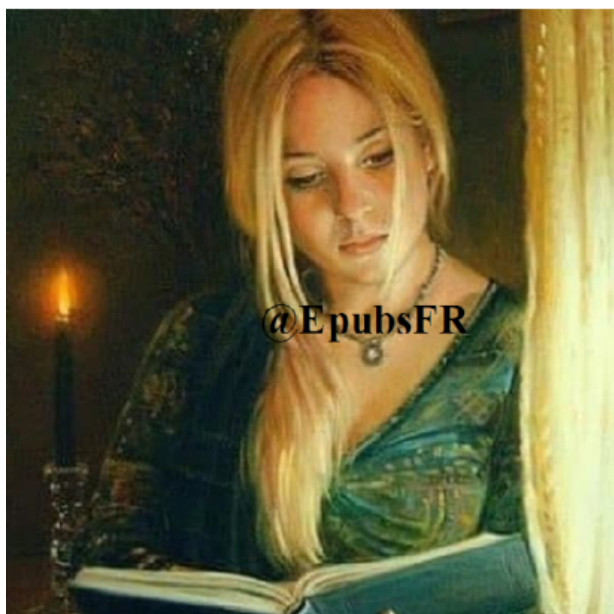
Nabons Laafi DIALLO

LE TERRORISME AU SAHEL

**Dynamique de l'extrémisme violent et lutte anti-terroriste :
un regard à partir du Burkina Faso**



L'Harmattan
Burkina Faso



LE TERRORISME AU SAHEL

Dynamique de l'extrémisme violent et lutte anti-terroriste : un regard à partir du Burkina Faso

Le terrorisme au Sahel permet une meilleure compréhension de la crise terroriste, de sa complexité et de ses enjeux ainsi que des conflits qui la sous-tendent au Burkina Faso et dans la région du Sahel ouest-africain.

Qu'est-ce que le terrorisme ? Dans quel contexte est-il apparu au Burkina Faso ? Pourquoi apparaît-il dans certains pays et pas d'autres ? Quels sont les groupes armés terroristes qui sèment la mort et la terreur au Burkina Faso et en Afrique de l'Ouest ? Que veulent-ils ? Y aurait-il d'autres manières de les aborder si l'on exclut la négociation et l'option militaire ? Pourquoi la violence terroriste a-t-elle pris une telle ampleur depuis 2015 ? Quelles trajectoires pourrait-elle emprunter dans les années à venir ? Et que pouvons-nous faire pour la prévenir et la combattre plus efficacement ?

En quête de réponses à ces questions, le livre propose une analyse compréhensive et équilibrée du contexte, de l'évolution, des acteurs, de la cartographie, des mécanismes de financement, et de l'impact de la crise terroriste au Sahel. Il se focalise sur le Burkina Faso mais donne une perspective régionale qui ne perd jamais de vue ce qui se passe notamment au Mali et au Niger.

Nabons Laafi DIALLO travaille depuis près de dix ans sur les questions de paix et de sécurité internationales, intérêt qu'il tient de son expérience dans plusieurs pays africains, y compris au milieu des victimes de conflits armés du Darfour, de la Région des Grands Lacs, et en Afrique de l'Ouest. Ancien bénéficiaire du programme Fulbright, il a été consultant de 2015 à 2018 sur les questions liées à la lutte contre l'extrémisme violent et la construction de la paix au Burkina Faso. Il collabore actuellement à différents projets dont un important projet de base de données sur le terrorisme dans le monde co-géré, à la suite du Global Terrorism Database, par le Development Services Group (DSG) et le Terrorism, Transnational Crime, and Corruption Center (GTTAC) de George Mason University (USA). Il prépare une thèse de doctorat interdisciplinaire en paix internationale et résolution des conflits dans la même université. Ses publications précédentes incluent des articles publiés dans des revues scientifiques internationales, parmi lesquelles *African Conflict and Peacebuilding Review* (University of Indiana-Bloomington), et *Africa Peace and Conflict Journal* (UN University for Peace - Africa).

L'Harmattan, 2020
5-7, rue de l'École-polytechnique, 75005 Paris

www.editions-harmattan.fr

EAN Epub : 978-2-336-89020-3

Nabons Laafi DIALLO

Le terrorisme au Sahel

**Dynamique de l'extrémisme violent
et lutte anti-terroriste :
un regard à partir du Burkina Faso**



LISTE DES ACRONYMES

ACTS : Appui pour la Coopération Trans-frontalière au Sahel

AQMI : Al Qaeda au Maghreb Islamique

CARFO : Caisse Autonome de Retraite des Fonctionnaires

CEDEAO : Communauté Économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

DANIDA : Danish International Development Agency (Agence Danoise pour le Développement International)

EIGS : État Islamique au Grand Sahara

FDS : Forces de Défense et de Sécurité

GIA : Groupe Islamique Armé

GSPC : Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat

GSIM : Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans

HCRUN : Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité Nationale

HCDS : Haut Conseil pour le Dialogue Social

JNIM : Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimin (nom arabe de GSIM)

MINUSMA : Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali

MJDHPC : Ministère de la Justice, des Droits Humains, et de la Promotion du Civisme

MUJAO : Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest

ONAPREGECC : Observatoire National pour la Prévention et la Gestion des Conflits Communautaires

ONU : Organisation des Nations Unies

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

PDEV : Paix à travers le Développement

PIB : Produit Intérieur Brut

PNDES : Programme National de Développement Economique et Social.

PTF : Partenaire Technique et Financier

PUS : Programme d'Urgence pour le Sahel

RSP : Régiment pour la Sécurité Présidentielle

UA : Union Africaine

UFC-Dori : Union Fraternelle des Croyants-Dori

UN : United Nations (ou Nations Unies)

UNDP : United Nations Development Program (PNUD en français).

USAID : United States Agency for International Development (Agence des Etats-Unis pour le Développement International)

LISTE DES FIGURES ET DE LA CARTE

Figure 1 : Attaques et victimes par année

Figure 2 : Cibles des attaques

Figure 3 : Attaques par localité

Figure 4 : Attaques par localités

Figure 5 : Evolution attaques

Carte 1 : Géographie du Terrorisme au Burkina Faso

Je dédie ce livre à toutes les victimes de la violence terroriste dans le Sahel et à travers le monde, et à tous ceux qui travaillent à trouver des solutions durables aux conflits qui sous-tendent le mouvement jihadiste global.

“Le conflit est un trait inévitable de la vie sociale, mais sûrement la violence n’est pas la seule option pour gérer les conflits.” Douglas Fry, *Beyond War: The Human Potential for Peace*, Oxford University Press, 2007, p. 81.

AVANT-PROPOS

Désespéré comme d'autres Burkinabés mais refusant de céder au fatalisme et au désespoir après la double attaque suicide contre l'Etat-Major Général des Armées et l'Ambassade de France à Ouagadougou le 2 mars 2018, attaque où des amis, des proches, et des concitoyens ont été blessés ou ont perdu la vie, j'ai décidé de m'atteler à une analyse compréhensive, à froid et en profondeur, de la crise terroriste dans le Sahel ouest-africain, crise qui s'est étendue au Burkina Faso depuis 2015 et menace d'engouffrer le pays dans une spirale de violence.

Le présent livre, qui ne représente qu'une étape de mes efforts de recherches, est le fruit de mon expérience sur le terrain et du travail d'analyse que j'ai pu faire jusqu'à la fin de l'année 2018. Il est destiné avant tout aux citoyens ordinaires et à ceux qui luttent sur le terrain contre l'extrémisme violent et le terrorisme que ce soit dans le cadre du gouvernement, des forces de défense et de sécurité, ou encore d'organisations non gouvernementales. Les partenaires techniques et financiers y trouveront aussi des éléments de réflexion utiles et des informations dont ils ont besoin pour contribuer, en connaissance de cause, aux efforts de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent au Burkina Faso ou ailleurs dans le Sahel.

A travers le livre, je cherche des réponses à des questions que tous, nous nous posons sur l'explosion de la violence terroriste (à prétention "jihadiste") au Burkina Faso et, plus généralement, dans le Sahel ouest-africain ces dernières années : Pourquoi assistons-nous à une telle violence ? Comment se déploie-t-elle et pourquoi le plus souvent contre certaines personnes et dans certaines régions, et pas d'autres ? Comment pouvons-nous la prévenir et la réduire, à défaut de l'éradiquer complètement ? Qui sont les acteurs impliqués directement ou indirectement dans cette violence terroriste et comment s'organisent-ils aux plans régional et international ? Que pouvons-nous attendre et espérer quant à l'évolution du terrorisme en Afrique de l'Ouest dans les années à venir et quelles sont les possibilités d'action que nous avons ? Telles sont, entre autres, les questions auxquelles le livre tente de répondre dans un langage accessible autant que possible au citoyen lambda.

Le livre se propose donc comme un effort de contribution pour

comprendre la crise terroriste et pour explorer des pistes de solutions. Par honnêteté intellectuelle, je poserai par endroits un regard critique sur certains aspects de la crise ou sur l'une ou l'autre manière de la gérer, car, dit-on, le mieux est l'ennemi du bien. Je reste convaincu, en tant qu'analyste des conflits et personne engagée résolument pour la construction de la paix, que dans toute situation de conflit, nous devons dépasser le « moralisme partisan ». Cela veut dire, comme l'explique Richard Rubenstein¹ qui a proposé ce concept, dépasser l'inclination naturelle de chaque partie dans un conflit à blâmer, à culpabiliser l'adversaire que l'on perçoit et présente toujours en termes négatifs, à le rendre responsable de ce qui ne va pas tout en se dédommageant et en développant sur soi-même et ses alliés un récit positif. Pour résoudre un conflit qui a des racines structurelles et donne lieu à une "violence structurelle", Rubenstein suggère, chaque partie doit avoir le courage et l'humilité de reconnaître sa part de responsabilité dans la situation qui prévaut, d'identifier et d'analyser le système, les mécanismes structurels et les conflits qui génèrent et entretiennent cette violence en vue d'explorer les possibilités de leur transformation stratégique et non-violente.

¹ Richard E. Rubenstein, *Resolving Structural Conflicts : How Violent Systems Can Be Transformed*, New York : Routledge, p. 11.

INTRODUCTION

Le Burkina Faso, pays enclavé au cœur de l'Afrique de l'Ouest et jadis épargné par l'hydre terroriste, est tombé depuis Avril 2015 dans le collimateur de groupes extrémistes violents dont il a essuyé la furie à travers une centaine d'attaques et enlèvements rapportés par les médias. Fortuit ou pas, le fait que ces attaques aient connu une recrudescence après la chute du régime du président COMPAORE, accusé à tort ou à raison d'avoir été de connivence avec ces groupes et d'avoir signé une sorte de "pacte de non-agression" avec eux, a donné lieu à toutes sortes de commérages et de conjectures. (Pour mémoire, quatre assassinats de représentants du gouvernement par des inconnus, assassinats qui ont tous eu lieu à Ouagadougou en 1984, 1991, et 2013, i.e avant et sous le régime COMPAORE, ont été qualifiés de terroristes et inclus par le Global Terrorism Database dans sa base de données.²) Répondant aux accusations du président Roch KABORE d'avoir entretenu des "deals" avec les jihadistes, l'ancien président COMPAORE dans un communiqué publié par Jeune Afrique en Novembre 2017 a brisé le silence pour condamner les accusations "odieuses" qu'il ait "pu avoir des liens coupables avec les terroristes d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique, lesquels justifieraient en réaction les attaques subies par [son] pays", clamant qu'il a toujours privilégié le dialogue et la médiation pour la résolution des conflits dans le Sahel et le Sahara.³

Même si certains soupçons ne sont pas sans fondement, face à un ennemi, souvent invisible et sans visage, qui a montré sa puissance de nuisance par des attaques ignobles répétées, il est plus productif de chercher à comprendre, à unir ses forces (au lieu de les diviser et de les disperser), et de s'organiser pour s'attaquer au mal à sa racine au lieu de traiter juste quelques symptômes. Les divisions, les oppositions et les querelles intestines ne feraient que la joie de l'ennemi, car elles nous affaibliraient et risqueraient de faciliter la réalisation de son projet mesquin. A ce propos, il est bon de se souvenir de cette invitation du Premier Ministre Paul Kaba Thiéba dans son discours sur la situation de la nation devant l'Assemblée Nationale le 12 avril 2018 :

"S'agissant de la guerre que nous imposent les terroristes, je voudrais inviter tous les Burkinabè à l'union sacrée pour défendre la mère patrie que

nos ancêtres nous ont léguée et que nous avons le devoir de transmettre aux générations futures. Nous devons transcender nos émotions, nos différences partisans pour préserver l'essentiel, à savoir, la liberté, la démocratie, l'amour de la patrie, notre souveraineté.

Ce combat n'est pas uniquement celui des forces de défense et de sécurité. C'est le combat de tous les Burkinabè, jeunes et moins jeunes, de toutes les régions, de toutes les confessions. Chacun doit contribuer par ses moyens à démasquer les terroristes en coopérant avec les forces de défense et de sécurité pour neutraliser ces ennemis de notre peuple, ces ennemis de notre vivre ensemble et de la paix."

Sur la base de l'assomption qu'un problème bien compris est à moitié résolu, le présent livre se propose de contribuer à une meilleure compréhension de la crise terroriste, de sa complexité et de ses enjeux au Burkina Faso et dans la région du Sahel ouest-africain. Et ce, en partageant avec le lecteur ce que nous en savons, sans s'aventurer trop loin dans les conjectures sur les multiples inconnues de l'équation terroriste.

Entre autres, le livre tentera de répondre aux questions suivantes : qu'est-ce que le terrorisme ? Qu'est-ce l'extrémisme violent ? Dans quel contexte est-il apparu au Burkina et comment naît-il dans un pays ? La violence terroriste peut-elle se justifier d'un point de vue religieux, par exemple en se référant à des passages de textes sacrés comme le Coran ou la Bible ? En d'autres termes, les revendications religieuses des groupes extrémistes peuvent-elles prétendre à une certaine légitimité ou crédibilité d'un point de vue religieux ? Qui sont les groupes extrémistes qui sèment la mort et la terreur au Burkina et dans la sous-région ? Que veulent-ils ? Y a-t-il d'autres manières de se conduire envers eux si l'on exclut la négociation et l'option militaire ? Pourquoi l'extrémisme violent a-t-il pris au Burkina Faso une telle ampleur depuis 2015 et pourquoi les réponses du gouvernement et de ses partenaires n'ont-elles pas réussi jusque là à l'éradiquer ? Quelles trajectoires la criminalité terroriste pourrait-elle prendre dans l'avenir et que peut-on faire ?

En quête de réponses à ces questions, nous proposons de cheminer avec le lecteur suivant une méthode simple, allant du concept à ses manifestations, du mal à ses symptômes, creusant comme un archéologue de plus en plus en profondeur pour trouver les racines ou les causes profondes du mal, avec des arrêts sur le diagnostic posé par un certain nombre de recherches déjà effectuées, les recommandations faites suite à ces recherches et exécutées par le gouvernement et des acteurs non-gouvernementaux pour tenter de combattre le mal, ou au moins de le circonscrire. Enfin, nous jeterons un regard critique sur les réponses actuelles avec une ouverture sur les possibilités d'action future.

Ainsi le livre se divise en quatre parties. La première partie essaie de dégager l'horizon pour aider le lecteur à voir un peu plus clair dans le dédale

et l'univers complexe de l'extrémisme violent, et plus précisément du terrorisme "jihadiste." Pour ce faire, nous nous attèlerons dans cette première partie à une clarification des concepts clefs de radicalisation, de terrorisme, d'extrémisme violent, de "jihadisme" et d'islamisme, signalant au passage les confusions et pièges à éviter. Nous mettrons en lumière le contexte dans lequel la criminalité terroriste a émergé et pris de l'ampleur au Burkina Faso, ses acteurs, son évolution, les grandes tendances qui ont marqué cette évolution, et enfin les conséquences sociales, économiques, et psychologiques des attaques répétées sur le pays.

La deuxième partie tente de comprendre la dynamique de l'extrémisme violent et, ce faisant, de réaliser l'objectif principal du livre, à savoir analyser la dynamique de la criminalité terroriste en explorant ses causes profondes, structurelles, en identifiant ce qui la meut et la fait résister aux différentes initiatives de lutte anti-terroriste. Cette partie tente aussi de comprendre pourquoi certaines régions, certains groupes et certains individus sont plus vulnérables et plus affectés que d'autres par la criminalité terroriste.

La troisième partie, après le déblayage du terrain fait dans les deux premières parties, s'appesantit sur les réponses que le gouvernement, les partenaires techniques et financiers, la société civile et la population ont apportées à la menace terroriste. Bien que l'attention populaire se focalise le plus souvent sur les réponses militaires et sécuritaires, le livre fait une mention spéciale aux réponses non-militaires dont on ne parle pas beaucoup et qui sont pourtant indispensables pour le succès des opérations militaires, des diverses mesures sécuritaires, et de la lutte anti-terroriste tout court.

Enfin, à la lumière de l'analyse des causes de l'extrémisme violent au Burkina et dans la région du Sahel, la dernière partie, jette un regard critique sur les réponses actuelles, jauge leurs mérites et leurs limites, essaie de pronostiquer les possibles évolutions de la criminalité terroriste, et de suggérer des possibilités de réponses.

Le livre ne prétend pas apporter des solutions miracles qui résoudront, comme par coup de baguette magique, la crise terroriste. Il s'interroge simplement avec le lecteur, à la fin du chemin parcouru, sur les conflits, le malaise et les non-dits derrière les symptômes de la violence terroriste, puis fait des conjectures sur ce qui l'on pourrait encore faire ou refaire autrement. L'auteur espère qu'il aura réussi son pari si le livre aide le lecteur burkinabé lambda à mieux comprendre pourquoi des jeunes gens sont venus tuer et se faire tuer le 15 janvier 2016 sur la belle avenue Kwame Nkrumah de Ouagadougou, et ayant mieux compris, à contribuer au débat sur les voies et moyens de prévenir et d'empêcher que cela arrive à nouveau. Ainsi, loin de clore le débat sur l'extrémisme violent et le terrorisme au Burkina, le livre veut contribuer à l'ouvrir en y incluant le plus de participants possible.

page=1&casualties_type=&casualties_max=&country=33&count=100&charttype=line&chart=over
table

3 Voir communiqué transmis à Jeune Afrique et publié par Lefaso.net, disponible sur <http://lefaso.net/spip.php?article80489> (18 novembre 2017). Voir aussi les accusations du président KABORE dans ses interviews avec des médias internationaux, par exemple avec la Deutsche Welle :

<https://m.youtube.com/watch?v=3NJqcHJO9Y0#>

PARTIE I

Dégager l'horizon de la violence terroriste : concepts, contexte, et tendances

“Les frontières de mon langage
sont les frontières de mon monde.”

L. Wittgenstein, *Tractatus logico-philosophicus*, fragment 5.6

Par le langage, nous nous représentons le monde, posons les problèmes et cherchons à les résoudre. Le philosophe anglais Wittgenstein s'était rendu célèbre en tentant de résoudre définitivement les problèmes philosophiques en définissant rigoureusement de façon réductrice le langage comme “tableau du monde” et en excluant tout ce qui ne pouvait pas se dire clairement par des signes ou des mots dont le sens serait univoque. S'il est vrai qu'une telle tentative, bien que compréhensible, était irréaliste, elle attirait tout de même notre attention sur la nécessité de clarifier nos concepts à l'entame de nos conversations pour s'assurer qu'ils veulent dire la même chose pour tous. Il vaut donc la peine de préciser ce que nous entendons par terrorisme, extrémisme violent, radicalisation et d'autres termes tels que djihadiste, islamiste et terroriste que certains semblent utiliser de façon interchangeable.

Lorsque nous parlons de terrorisme, il faut d'abord se rendre compte de trois choses : i) qu'il y a plusieurs types de groupes terroristes et de terrorisme (ethno-nationaliste, séparatiste, d'extrême droite, d'extrême-gauche, religieux, révolutionnaire, etc.)⁴, ii) que ce que d'aucuns appellent terrorisme est considéré au contraire comme légitime défense, acte d'héroïsme ou comme guerre sainte par d'autres, et iii) qu'il n'y a pas de définition universellement acceptée du mot terrorisme même si tous les groupes terroristes, comme l'a remarqué Bruce HOFFMAN, visent à apporter un changement politique par la violence et la peur. Dans la littérature, nous rencontrons plus de cent définitions du mot terrorisme, définitions proposées par des gouvernements, des experts, des juristes dans le code pénal de leurs pays, ou encore des instruments juridiques internationaux. Ces définitions, officielles ou pas,

servent souvent les objectifs politiques, légaux ou sociaux du gouvernement ou de l'organisation qui les utilise.⁵ Toutefois, les différentes définitions font ressortir des éléments essentiels communs qui sont comme des traits distinctifs des actes terroristes, à savoir que le terrorisme est un usage de la violence, motivé par des objectifs politiques, sociaux ou idéologiques, ciblant des non-combattants (soldats hors de combat et civils par exemple), et visant à créer un état de terreur et de peur pour influencer, intimider ou contraindre.⁶ L'Institut pour l'Economie et la Paix qui publie chaque année l'Index du Terrorisme Mondial (*Global Terrorism Index*) utilise les critères suivants pour retenir un incident comme terroriste : i) l'incident doit impliquer l'usage réel ou menacé de la force ou de la violence de manière illégale ; ii) son auteur doit être un acteur non-étatique ; iii) il doit avoir pour objectif d'atteindre un but politique, économique, religieux ou social, et utiliser comme moyen la peur, la coercition ou l'intimidation.⁷

En l'absence d'une définition légale du terrorisme qui serait validée par le droit international— le comité *ad hoc* sur le terrorisme de l'Assemblée Générale des Nations Unies n'étant pas parvenu jusque-là à un consensus sur une telle définition —des chercheurs ont proposé en 2011 une définition académique consensuelle du terrorisme comme suit :

*“Le terrorisme se réfère, d'une part, à une doctrine au sujet de l'efficacité présumée d'une forme ou tactique spéciale de violence politique coercitive qui génère la peur et, d'autre part, à une pratique conspiratrice d'action violente calculée, démonstrative sans restriction légale ni morale, visant principalement des civils et non-combattants, et perpétrée pour ses effets propagandistes et psychologiques sur divers auditoires et parties à un conflit.”*⁸

Étant donné la controverse qui entoure le concept de terrorisme, souvent utilisé à des fins politiques, les milieux politiques et académiques depuis quelques années lui préfèrent le concept, apparemment plus neutre d'extrémisme violent. Bien qu'il n'y ait pas non plus de définition universellement acceptée de ce concept, l'extrémisme violent pourrait se comprendre comme “l'usage de la violence pour faire aboutir une idéologie extrême”⁹ ou encore comme “le fait de défendre, de s'engager dans, ou de soutenir une violence idéologiquement motivée ou justifiée pour réaliser des objectifs sociaux, économiques et politiques.”¹⁰ Comme tel, l'extrémisme violent peut conduire à des actes terroristes ou à l'insurrection, c'est-à-dire à “l'usage organisé de la subversion et de la violence pour saisir, annuler ou défier le contrôle politique d'une région.”¹¹ C'est ainsi qu'Al Qaeda, Daesh, Boko Haram, et leurs branches dans le Sahel se sont insurgés contre les gouvernements des pays où ils se sont établis, ont cherché à conquérir un territoire où ils érigeraient un califat, i.e un État indépendant qui serait régi par leur version radicale de la Sharia (la loi islamique). On pourrait aussi, dans un sens large, comprendre l'extrémisme violent comme une manière malsaine de penser et de se comporter qui pousse un individu ou un groupe

d'individus à poser des actes hostiles, subversifs ou destructeurs envers un ordre social, politique ou religieux qu'ils contestent et rejettent, le plus souvent en visant symboliquement des personnes ou des institutions représentant, ou collaborant avec, cet ordre établi. Signalons au passage que l'extrémisme n'est pas nécessairement violent, car il y a des formes d'extrémisme non-violent.

Venons-en maintenant au concept de radicalisation. Le dictionnaire Larousse définit simplement la radicalisation comme l'action ou le fait de se radicaliser, i.e de devenir plus intransigeant, plus dur en particulier en matière politique ou sociale. Le concept de radicalisation souvent défini par association à l'extrémisme et au terrorisme, a été souvent vue comme la première phase d'un continuum qui commence par l'adoption d'un système de croyances ou d'une idéologie extrémiste et qui aboutit à la commission d'actes violents, terroristes en vue d'un changement social ou politique. Parmi les nombreuses définitions du concept de "radicalisation" que l'on trouve dans la littérature, je proposerai volontiers la suivante : "La radicalisation comme processus par lequel une personne adopte des systèmes de croyances qui justifient l'usage de la violence pour faire advenir un changement social et en vient à soutenir aussi bien qu'à employer des moyens violents pour des objectifs politiques."¹²

Toujours dans le même souci d'éviter des pièges et écueils liés à la confusion des termes, il faudrait aussi distinguer islamistes, jihadistes et salafistes au-delà des recoupements qu'ils comportent. L'islamisme est une tendance à légitimer certains comportements et pratiques ou à établir un ordre social sur la base d'une interprétation des principes islamiques. Étant donné que l'islam ne sépare pas le politique du religieux — le calife dans la Umma est à la fois autorité religieuse et politique — l'islamisme tient à affirmer clairement cette non-séparation en politique en prônant l'application des enseignements de l'islam à la pratique politique. Cela n'est pas nécessairement mauvais sauf qu'il peut poser des problèmes dans un État qui se veut laïc, démocratique, régi par un droit positif plutôt que par une loi divine qui s'imposerait à tous et sur laquelle les hommes n'auraient aucun contrôle. Mais comme on le verra tout de suite, l'islamisme tout comme le salafisme, qui est une forme de fondamentalisme, n'est pas nécessairement violent. C'est pourquoi, il est dangereux d'associer systématiquement islamisme, salafisme, extrémisme violent et terrorisme. Cela peut conduire à des politiques désastreuses, à la discrimination et à la stigmatisation à l'endroit des minorités dont certains membres frustrés et révoltés peuvent finir par adopter des comportements radicaux et violents.

Qu'est-ce donc que le salafisme dont on parle tant et que l'on associe très souvent au terrorisme jihadiste ? Le salafisme est un courant radical, conservateur de l'islam sunnite qui prône un retour aux sources, à l'imitation du prophète Mohammed et de ses premiers compagnons, les pieux ancêtres (al-salaf-al-salih), présentés comme des modèles que tout bon musulman doit

imiter en tout. En termes techniques, on dirait que les salafistes sont des partisans d'une orthodoxie et d'une orthopraxis islamiques rigoristes, ce qui peut expliquer l'attitude dédaigneuse qu'ils ont souvent pour leurs coreligionnaires qui ne partagent pas leur version de l'islam et qui leur paraissent comme des musulmans au rabais. Cependant, il faut noter — et cela est très important — que tous les salafistes ne sont pas jihadistes. Il y a selon l'islamologue John Esposito au moins trois sortes de salafistes : i) les salafistes quiétistes ou puristes qui rejettent le recours à la violence ou évitent la politique ; ii) les salafistes activistes qui s'engagent en politique mais prônent le changement social par des moyens pacifiques ; et iii) les salafistes jihadistes qui sont une toute petite minorité et qui prônent non seulement l'engagement politique mais aussi le militantisme violent. Comme on le voit, les salafistes jihadistes ne sont qu'une infime minorité en islam.¹³ C'est par conséquent un sophisme, une erreur grave de raisonnement, que de penser que tous les islamistes ou salafistes sont des jihadistes, ou encore plus grave, que tous les musulmans sont des terroristes (potentiels !). La communauté des croyants musulmans, comme celle des chrétiens, n'est pas homogène ; elle est marquée par la diversité, une diversité qui émane parfois du "conflit des interprétations" des textes fondamentaux de l'Islam (Coran et Hadith). C'est pourquoi il est souhaitable que le dialogue entre l'islam et les autres religions s'accompagne aussi d'un dialogue intra-communautaire entre musulmans d'obédiences différentes, et ce, dans la tolérance et le respect mutuel.

Contexte de l'émergence de la crise terroriste au Burkina Faso

Tout processus de résolution d'un conflit et de construction de la paix doit partir de, et être enraciné dans, une bonne connaissance et compréhension du contexte culturel, social, économique et politique dans lequel le conflit a lieu ainsi que de la dynamique du conflit qui est à l'origine des épisodes de violence. Au Burkina Faso, la crise terroriste est apparue dans un contexte national, régional et international précis qu'il importe de se rappeler pour bien comprendre sa complexité et ses enjeux.

Au niveau international, les attaques du 11 septembre 2001 contre les tours jumelles du World Trade Center à New York et contre le Pentagone ont été un tournant décisif qui a donné lieu à la guerre contre la terreur (*war on terror*) déclenchée par les États-Unis et leurs alliés. Depuis lors, la guerre terroriste menée par Al-Qaeda puis par Daesh et leurs filiales au Maghreb, en Afrique de l'Est et de l'Ouest, au nom d'une certaine interprétation du "jihad", a été considérée par l'Occident et d'autres pays affectés, non seulement comme une menace à leur sécurité nationale mais aussi à la paix et à la sécurité internationales tout court. De fait, avec la mondialisation, la facilitation de la communication, des transports, et des échanges entre les nations au-delà des frontières poreuses, le monde est devenu un "village planétaire" où une menace à la sécurité d'un pays peut facilement devenir une

menace à la sécurité de tous. Les problèmes et les défis transnationaux comme le terrorisme, la détérioration de l'environnement, le changement climatique, et certaines pandémies comme Ebola sont devenus, pour emprunter une expression de Kofi Annan, des “problèmes sans passport” qui passent d'un pays à l'autre au mépris des frontières. Dans cette perspective, on peut essayer de comprendre pourquoi plusieurs Etats se sont joints à la guerre contre le régime taliban en Afghanistan, la guerre menée par les Etats-Unis en Iraq d'abord contre le régime de Saddam Hussein, soupçonné de détenir des armes de destruction massive, puis contre Daech (État Islamique) ; et enfin la guerre de la coalition internationale contre Daech qui occupait et contrôlait des portions de l'Iraq et de la Syrie. Acculés au proche orient et fuyant les bombardements de la coalition internationale, les combattants de Daech ont cherché un repli tactique au Maghreb, surtout en Libye après la chute du régime Kadhafi, renversé en 2012 par une intervention militaire de l'OTAN sous l'égide de la France de Nicolas Sarkozy au nom de la responsabilité de protéger. La chute et l'assassinat de Kadhafi ont contribué à déstabiliser le Mali et le Sahel où les combattants jihadistes et les armes, dont certaines proviennent des arsenaux de Kadhafi, circulent désormais sans entraves, comme l'avaient d'ailleurs prévu et averti un certain nombre de chefs d'Etats africains aux occidentaux. Dans une interview à Paris Match en 2012, le président Idriss Déby du Tchad faisait cette confidence : “Pendant la guerre, nous avons toutefois dit qu'il fallait faire partir Kadhafi par la grande porte et laisser la Libye nouvelle s'organiser sur des bases démocratiques, d'unité nationale et de renforcement des institutions politiques. C'était ma proposition. On ne m'a pas écouté. Et les conséquences que j'avais prédites se sont produites, témoignant que j'avais raison de tirer la sonnette d'alarme. Je n'ai pas été compris, mais tout le monde se rend compte aujourd'hui que j'étais dans le vrai.”¹⁴

L'invasion du Mali et du Sahel par les groupes jihadistes — la présence de certains jihadistes au Nord Mali date du début des années 2000 semble-t-il — et la reprise de la rébellion touarègue, qui a reçu du renfort de soldats touarègues de la Libye, ne furent donc pas une surprise.

Pour contenir la rébellion à la fois touarègue et jihadiste au Nord Mali, où les insurgés avaient conquis et contrôlaient Gao, Tombouctou et Kidal et s'acheminaient vers Bamako en 2012, le gouvernement malien finit par demander l'aide de la France, puis des forces africaines et onusiennes pour recouvrer l'intégrité et le contrôle de son territoire. Dans la même période, au Nord-Est du Nigeria et dans le bassin du lac Tchad, une lutte est engagée par les forces armées nationales du Nigeria, du Tchad et du Cameroun, appuyées par des puissances étrangères, contre Boko Haram qui semait aussi la terreur et la mort.

Ainsi, depuis plus d'une décennie, l'Afrique de l'Ouest est en guerre contre l'extrémisme violent d'inspiration “jihadiste.” Quelle est la nature exacte de cette guerre ? Une lutte de la démocratie et de la liberté contre

l'oppression, la terreur et l'intolérance d'un jihadisme totalitaire à l'échelle mondiale ? Un "clash de civilisations", en l'occurrence, un clash entre la civilisation occidentale, chrétienne et la civilisation arabo-musulmane, qui se serait étendu à l'Afrique de l'Ouest à partir de l'Occident et du Moyen-Orient ? Une lutte entre grandes puissances pour l'affirmation ou la projection de leur puissance au-delà de leurs frontières et pour leur sécurité ? Un jeu manipulateur de puissants acteurs extérieurs pour contrôler les ressources de l'Afrique de l'Ouest comme on en a vu ailleurs sur le continent, ce que d'aucuns considèrent comme une nouvelle ruée vers l'Afrique après la conquête coloniale du XIX^e siècle et la compétition idéologique des grandes puissances au temps de la guerre froide¹⁵ ? Ou serait-ce plutôt simplement une continuation de la « françafrique » et une tentative de la France de protéger son monopole dans son pré-carré francophone, contre de nouveaux concurrents comme la Chine, en s'y implantant militairement¹⁶ ?

Les spéculations pour expliquer le regain de violence terroriste vont dans tous les sens. Et certains seraient prêts à appuyer leur théorie du complot par le fait que des ressources minières comme l'or et le manganèse ont été découvertes dans le Sahel burkinabé et des traces d'autres minerais stratégiques comme l'uranium et le pétrole sont en train d'être découvertes dans l'une ou l'autre région du pays.¹⁷ Au Niger et au Mali voisins, les mêmes découvertes auraient été faites ou sont en train d'être faites. Tout cela, croient certains, ne va pas sans aiguïser les appétits d'acteurs nationaux et internationaux et susciter une certaine rivalité entre eux, parfois par mouvements rebels interposés. Ainsi, certains acteurs de la société civile ont dénoncé des tentatives d'exploitation des richesses minières découvertes dans la sous-région Sahélo-saharienne qui remontent à l'année 1957 où l'Assemblée de l'Union Française avait voté une loi portant création de l'Organisation Commune des Régions Sahariennes (OCRS) pour promouvoir la mise en valeur des richesses minières, surtout le pétrole, et le développement social des populations des zones sahariennes de l'empire colonial français.¹⁸

Ailleurs dans le monde, en Lybie, en Iraq et en Syrie, certains analystes ont aussi soupçonné derrière l'engagement des puissances occidentales dans la guerre anti-terroriste "une lutte pour le contrôle des gisements pétroliers et autres marchés" dans un contexte international marqué par une compétition accrue entre ces puissances occidentales (USA-France — Royaume Uni), la Chine, et la Russie pour accroître leur influence dans le monde, un contexte où le droit international est utilisé et bafoué au gré des intérêts stratégiques.¹⁹

Que ce soit pour combattre les groupes jihadistes qui menacent la sécurité de leurs citoyens ou pour contrôler les flux migratoires envahissant l'Europe en provenance de l'Afrique sub-saharienne, une certaine opinion publique croit que "La multiplication des interventions au Sahel répond d'abord à une volonté des puissances occidentales de défendre leurs intérêts stratégiques, qu'ils soient d'ordre sécuritaire, politique, diplomatique ou économique."²⁰

Dans le même ordre d'idées, certains se demandent si le Burkina Faso serait, comme d'autres pays africains, à son tour victime d'une compétition pour le contrôle de matières premières et des routes de trafics illicites lucratifs, ou simplement d'une tentative de sabotage du régime en place par des personnalités évincées du pouvoir et désireuses de prendre leur revanche.

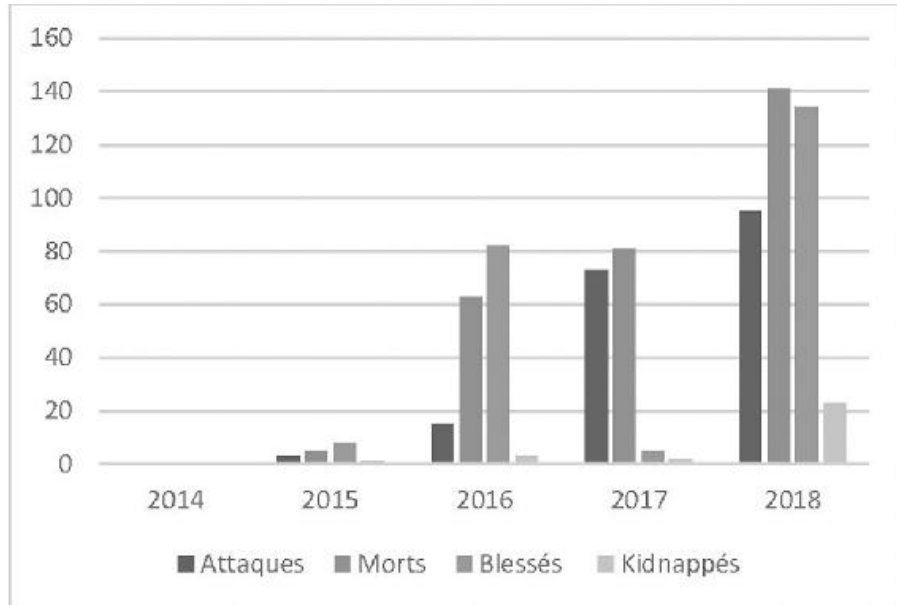
En l'absence de preuves irréfutables, il serait hasardeux de privilégier l'une ou l'autre thèse avancée pour expliquer la crise terroriste au Burkina et en Afrique de l'Ouest en général. Cependant, une analyse approfondie que nous proposerons dans la deuxième partie montrera aisément que certaines de ces thèses sont peu plausibles et pourraient même saper les efforts de sortie de crise. Dans notre quête d'intelligence de la criminalité terroriste au Burkina Faso, il importe non seulement de rechercher ses diverses causes —sur lesquelles il n'y a pas de consensus — mais aussi d'étudier son évolution, ses tendances, et ses conséquences.

Criminalité terroriste au Burkina Faso : évolution, tendances et configuration

Pour comprendre la criminalité terroriste au Burkina Faso, il est bon de prendre le temps de dresser un tableau complet des attaques rapportées par les médias et le Ministère burkinabé de la Défense. Ce tableau nous donnera une idée de l'évolution chronologique des attaques, des localités où elles ont eu lieu, des cibles et types de personnes visées, des tendances et configurations de ces attaques et des conséquences de ces attaques sur la vie des populations.

Bien que les définitions du terrorisme mentionnées plus haut se focalisent sur les attaques contre les civils et non-combatants en général, pour les besoins d'une analyse qui se veut compréhensive du phénomène, nous inclurons ici les attaques ayant ciblé aussi les forces de défense et de sécurité (FDS) déployées dans des opérations anti-terroristes. Notre analyse se focalisera sur la période allant de 2015 à la fin de l'année 2018. Il faut remarquer que certaines attaques n'ont pas été officiellement revendiquées par une organisation reconnue comme terroriste. Mais cela n'entache pas leur caractère terroriste, car le problème de l'attribution de la responsabilité des attaques terroristes est universel et ne se pose pas qu'au Burkina Faso. (Par exemple, le Global Terrorism Database, qui recense les attaques terroristes à travers le monde, n'a pu identifier que les auteurs de 40,3 % des attaques de 1970 à 2015).²¹

Figure 1 : Attaques et victimes par année



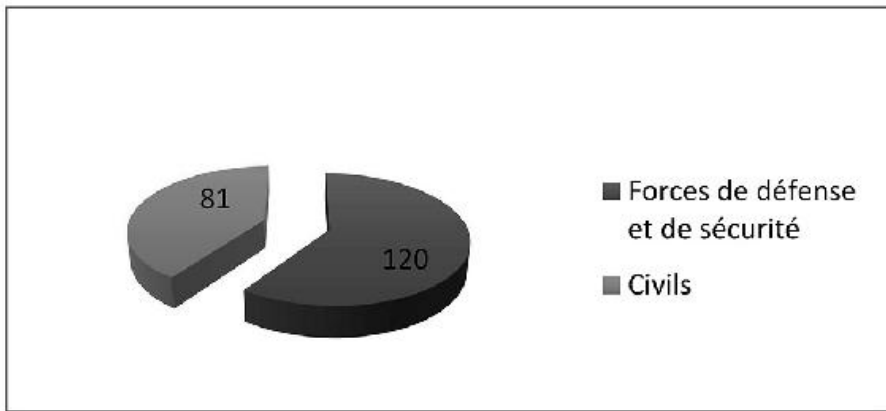
Evolution chronologique des attaques au Burkina Faso

Du point de vue chronologique, la criminalité terroriste au Burkina Faso est allée crescendo avec des attaques occasionnant de plus en plus de morts et de blessés de 2015 à 2018.²² Comme le montre le graphique ci-dessus (Figure 1), l'on a enregistré 6 attaques qui ont tué une dizaine de personnes en 2015. Trois ans plus tard, de janvier à fin décembre 2018, le nombre d'attaques s'est élevé à 95 en un an. Non seulement en l'espace de trois ans, le nombre d'attaques a été multiplié par 30 mais aussi elles sont devenues plus meurtrières. La fréquence des attaques est passée également de 0, 25 attaque par mois en 2015 à une moyenne de 7 attaques par mois en 2018. Cela indique une détérioration progressive, voire accélérée, de la situation sécuritaire dans le temps. Malgré l'état d'urgence et le couvre-feu décrétés par le gouvernement burkinabé dans les régions les plus affectées, on a enregistré une quarantaine d'attaques de janvier à mai 2019 et ces attaques ont occasionné par endroits (Yirgou et Arbinda) des violences intercommunautaires.

Les cibles des attaques

A la date du 31 décembre 2018, sur environ 186 attaques contre des Burkinabés enregistrées au Burkina et au Mali, plus de la moitié des attaques ont visé les forces de défense et de sécurité (policiers, gendarmes, douaniers, éléments des forces anti-terroristes, gardes forestiers...) tandis que plus du tiers ont pris pour cibles des civils.

Figure 2 : Cibles des attaques



Les forces de défense et de sécurité étant vues comme des ennemis mais aussi un obstacle au projet jihadiste, il va de soi qu'elles soient la cible privilégiée des groupes terroristes. Mais les raisons pour lesquelles ces derniers s'en prennent à des civils ne sont pas toujours claires. Des témoignages recueillis au Sahel et des rapports des médias, il ressort que les civils visés étaient, pour certains, d'anciens membres ou sympathisants d'Ansarul Islam, le mouvement de Malam Dicko qu'ils ont voulu quitter ou dénoncer auprès des forces de défense et de sécurité. D'autres civils (conseillers municipaux, enseignants, et autres), quant à eux, étaient pris pour cibles parce qu'ils collaboraient ou étaient soupçonnés de collaborer avec les forces de sécurité en leur donnant des informations.²³ Cela, les groupes terroristes au Burkina comme ailleurs, le tolèrent difficilement. Des civils informateurs des forces de sécurité ont été impitoyablement et affreusement décapités au Nord du Nigeria par Boko Haram pour dissuader toute personne de les imiter.

En dehors des assassinats et enlèvements ciblés enregistrés surtout au Sahel, on peut enfin remarquer qu'il y a eu un troisième type d'attaques terroristes au Burkina, visant des cibles militaires et civils sélectionnés à l'avance, souvent de façon symbolique, mais tirant indistinctement sur ceux qui se trouvent sur le site de l'attaque. C'est le cas des attaques à Ouagadougou contre le restaurant Cappuccino et l'hôtel Splendid le 15 janvier 2016. C'est aussi le cas de l'attaque contre le restaurant Aziz-Istanbul en août 2017, ou encore des attaques contre l'ambassade de France et l'Etat-Major Général des Armées le 2 mars 2018. Dans ce genre d'attaques complexes, coordonnées, et soigneusement préparées à l'avance, les assaillants ont été le plus souvent des kamikazes qui étaient venus pour tuer et mourir en "martyrs" du "Jihad."

Tendances et traits communs des attaques

1) Les attaques que l'on peut qualifier de terroristes ont eu lieu à partir de 2015 et avec une fréquence croissante jusqu'en fin 2018, voire au-delà. Il reste encore à expliquer pourquoi de telles attaques se sont multipliées après l'insurrection populaire d'octobre 2014.

2) Par rapport au temps, il faut noter que la plupart des attaques ont eu lieu la nuit quand la visibilité était réduite, même si certaines attaques se font de plus en plus en plein jour.

3) Quant aux auteurs des attaques, ils sont généralement des individus armés non identifiés circulant à motos. Nous savons, à partir des revendications de certaines attaques, que les commanditaires et les financeurs de ces attaques sont des organisations extrémistes violentes telles que AQMI, Al-Mourabitoun, Ansarul Islam, la coalition Groupe pour le Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM), et l'Etat Islamique au Grand Sahara (EIGS). Nous reviendrons plus en détails sur ces organisations.

4) Quant aux cibles ou victimes des attaques, comme nous l'avons signalé plus haut, elles sont en premier lieu les forces de défense et de sécurité (militaires, gendarmes, policiers, douaniers, agents des eaux et forêts, et soldats de la paix déployés au Nord Mali dans le cadre de la MINUSMA), puis en second lieu des civils, le plus souvent représentants de l'Etat (maires, conseillers municipaux, enseignants...) ou soupçonnés de collaborer avec les forces de sécurité pour dénoncer et combattre le terrorisme ; et enfin des victimes collatérales, par exemple des élèves d'écoles attaquées. Au Burkina Faso, des leaders religieux et des membres d'églises chrétiennes (protestantes et catholiques) ont été soit enlevées soit froidement abattues dans le Soum ou la région avoisinante du centre-Nord, l'attaque la plus choquante étant celle contre une église catholique dans la commune rurale de Dablo où un jeune prêtre et cinq fidèles ont été tués en pleine messe. Cette stratégie n'est pas nouvelle dans le mouvement jihadiste international qui souvent tente de diviser et d'opposer les communautés locales sur une base ethnique et religieuse pour semer le chaos et pousser les populations à la révolte contre le gouvernement.

Les mêmes tendances dans la sélection des cibles ont été observées au Nord et au centre du Mali, dans les régions frontalières entre le Mali, le Niger, le Nigeria et le Tchad, puis au Nord-Est du Nigeria. Ainsi, les bases de la MINUSMA, de l'opération française Barkhane et des forces armées maliennes ont été visées à plusieurs reprises au Nord Mali (Gao, Kidal et Tombouctou). Depuis son déploiement en 2013, la MINUSMA a perdu pas moins de 90 casques bleus dont au moins 7 Burkinabés. Dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre 2016, trois soldats maliens furent tués et deux autres blessés par des individus armés non identifiés entre Mondoro et Boni. Presqu'au même

moment, un poste de douanes était attaqué de l'autre côté de la frontière à Markoye au Burkina Faso. Le 5 septembre à Ségou et Mopti, au centre du Mali, les forces armées maliennes ainsi que des infrastructures du gouvernement malien étaient attaquées par des individus armés non identifiés. Au Niger, le 19 mai et le 3 juin 2016, Boko Haram menait des attaques massives contre les forces armées nigériennes et contre la population civile de Bosso dans la région de Diffa, non loin du Lac Tchad et de la frontière avec le Nigeria, tuant plus de 30 soldats et beaucoup de civils, puis déplacant environ 500. 000 personnes. Ces attaques contre les forces armées nationales, spécialement au Nord du Nigeria, au Mali, dans les régions de Diffa et Tillabéri au Niger, ou dans le Sahel au Burkina Faso sont motivées non seulement par le désir de revanche mais aussi parfois par le désir des assaillants d'étendre leur contrôle sur des portions de territoire en vue de mettre en œuvre leur agenda jihadiste ou de faciliter leurs trafics illicites pour lesquels les forces de sécurité sont des obstacles.

5) Quant au mode opératoire utilisé dans la plupart des attaques terroristes, il commence aussi à se dessiner clairement et il semble y avoir des étapes dans la planification et l'exécution des attaques :

i) Exploration préalable et sélection des sites d'attaques (restaurant, hôtel, lieux de loisirs, bâtiment public...) par des logisticiens en accord avec les commanditaires ;

ii) Préparation des attaques par des logisticiens avec la collaboration de complices locaux. Par exemple, les attaques du 15 janvier 2016 à Ouagadougou et celles de Samorogouan, selon les enquêtes, ont été soigneusement préparées et exécutées par des individus qui ont résidé dans ces deux localités pendant quelques jours, ont bien observé les sites qu'ils visaient, avant de passer à l'attaque le jour J.

iii) Exécution des plans d'attaques par surprise, de préférence quand la visibilité est réduite.

iv) A moins que ce soit une attaque-suicide, habituellement, les assaillants tentent de s'enfuir après leur forfait.

Selon les résultats d'enquêtes qui ont été rendus publics, deux éléments caractérisent le mode opératoire des commanditaires et des exécutants des trois attaques meurtrières qui ont eu lieu à Ouagadougou en 2016, 2017 et 2018 :

1. Les exécutants étaient lourdement armés et étaient venus pour tuer et se faire tuer au nom d'une cause qu'ils estimaient juste.

2. Bien que les attaques du 15 Janvier 2016 contre l'Hôtel Splendid et le restaurant Cappucino et celles du 2 mars 2018 contre l'Etat Major Général des Armées et l'Ambassade de France à Ouagadougou aient été revendiquées respectivement par AQMI, Al Mourabitoun et le GSIM, les assaillants se sont efforcés d'effacer les traces qui permettraient aux enquêteurs d'identifier leurs

complices surtout sur le sol burkinabé. Dans les deux attaques, ils ont brûlé les véhicules qu'ils ont utilisés pour leur opération et sur eux il n'a été retrouvé aucune pièce d'identité qui permettrait de savoir qui ils étaient ni d'où ils venaient, même si un certain nombre d'éléments suggèrent qu'ils sont venus du Mali. Par exemple, pour brouiller les pistes des enquêteurs, les assaillants du 2 mars auraient utilisé une moto et une voiture volées. Le numéro de châssis de la voiture, une Toyota Yaris immatriculée 11 E 3097 BF, retrouvée devant l'ambassade de France a permis à la police scientifique de savoir que la voiture en question avait fait partie du parc automobile de l'Etat, et plus précisément de la Caisse Autonome de Retraite des Fonctionnaires (CARFO) avant d'être revendue.²⁴

De même, dans l'attaque complexe contre les camps de la MINUSMA et de la force française Barkhane à Tombouctou le 14 avril 2018, attaque qui a combiné différentes tactiques — usage de roquettes, mortiers, véhicules-suicides, ceintures d'explosifs, et tirs directs — et dans laquelle plusieurs soldats de Barkhane et de la MINUSMA ont été blessés, un casque bleu burkinabe tué, et 15 assaillants neutralisés, il a été rapporté qu'un des véhicules utilisés par les assaillants était estampillé UN tandis qu'un autre portait les couleurs des forces armées maliennes.²⁵ Quelques jours auparavant, le 5 avril à Aguelhock au Nord de Kidal, un camp de la MINUSMA avait essuyé des tirs de mortiers, tuant deux soldats de la paix et blessant dix autres. Plus généralement au Mali, les stratégies préférées par les groupes terroristes sont les embuscades, les engins explosifs improvisés et les attaques-suicides utilisant souvent, pour semer la confusion, des véhicules et des tenues militaires des forces armées maliennes ou des forces internationales. Dans les derniers mois de l'année 2018, les attaques menées par surprise par des individus armés non identifiés en utilisant des embuscades et des engins explosifs improvisés dans des régions burkinabés avoisinant les frontières du Mali et du Niger ont visé principalement des patrouilles et des convois des forces de défense et de sécurité dont l'itinéraire semblait connu à l'avance par les assaillants.

Ainsi le mode opératoire qui se dégage des attaques terroristes au Burkina et dans la sous-région est caractéristique des organisations extrémistes violentes qui sont incapables de mener une guerre conventionnelle contre les forces armées nationales et internationales qui les combattent. D'où leur option pour des stratégies et tactiques de guerre non-conventionnelles, asymétriques. Les combattants de Boko Haram, d'AQMI, d'Ansar Dine, du MUJAO, d'Ansarul Islam et d'autres groupes extrémistes opérant en Afrique de l'Ouest — que ce soit dans la région du Sahel ou dans le Bassin du Lac Tchad — sont le plus souvent des individus drogués, circulant à moto, qui se cachent dans les montagnes comme les Ifoghas ou dans les forêts comme celle de Sambisa au Nigeria, ou qui se mélangent à la population après leurs forfaits pour échapper aux forces de sécurité. En dehors donc des kamikazes qui croient mourir en martyrs, la plupart des assaillants frappent et s'enfuient.

Les doctrines militaires et stratégies de guerre traditionnelles, qui étaient conçues pour des guerres inter-étatiques conventionnelles avec des armées distinctes par leurs uniformes, sont inadaptées et inefficaces dans ces nouvelles guerres où l'ennemi est rarement identifiable, difficilement localisable, et attaque par surprise y compris des civils, sans que l'on puisse anticiper exactement les attaques dans l'espace et dans le temps. Alors que les terroristes sont mobiles et difficilement identifiables, les FDS sont facilement identifiables par leurs uniformes et localisables à des postes fixes qui ne sont pas toujours entourés de murs, ce qui les rend plus vulnérables aux attaques terroristes.

Pour mieux comprendre l'hostilité et les difficultés de conciliation entre les parties du conflit qui sous-tend la violence terroriste, jetons maintenant un regard sur leur identité, leurs intérêts et leurs agendas.

Acteurs et agendas derrière l'hydre terroriste

D'un côté, nous avons des armées nationales et internationales financées et mobilisées par des Etats et des organisations inter-gouvernementales (OTAN, ONU, Union Africaine, CEDEAO, G5 Sahel), bref des acteurs légitimes jouissant de reconnaissance sur l'échiquier politique mondial et qui ont pour référence commune le droit international. Leur souci principal est de protéger la sécurité des personnes et des biens, les droits de l'homme, parmi lesquels la liberté de religion et de conscience, mais aussi les principes et les valeurs de l'Etat démocratique, laïc. A propos de l'intervention de la France et de l'Union Européenne dans le Sahel, Florence Parly, le Ministre des Armées françaises, expliquait, dans une déclaration devant le 4^{ème} Régiment d'hélicoptères des Forces spéciales de terre, en juin 2019 : « Si l'on ne stabilise pas le Mali, le Niger ou le Burkina, l'Europe aura durablement sur sa tête non pas une, mais deux épées de Damoclès : celle du terrorisme et des prises d'otages, et celle des migrations illégales, dont beaucoup transitent par ces territoires. Il faut accompagner les forces armées sahéliennes après les avoir formées, y compris lorsqu'elles vont au combat, et pas seulement dans les Etats-majors ».26

De l'autre côté du front, l'ennemi se présente de façon disparate comme une nébuleuse menée par Al Qaeda et Daech avec des filiales et des combattants à travers le monde, surtout au Proche Orient, au Maghreb, en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Ce sont des acteurs non-étatiques, qui ne jouissent d'aucune légitimité ni reconnaissance sur la scène internationale, et qui prennent pour guide, non pas le droit international et la déclaration Universelle des Droits de l'homme mais plutôt la Sharia interprétée et appliquée d'une manière désavouée par la plupart des autorités religieuses du monde musulman.

Du point de vue stratégique, les deux parties en conflit sont tout aussi

irréconciliables. Alors que les armées nationales et internationales qui les combattent s'efforcent de suivre des stratégies militaires qui respectent le droit humanitaire, la plupart des groupes "jihadistes" sont guidés par une interprétation extrémiste de l'Islam et de la Sharia, par des instructions de leurs leaders telles que la charte de seize articles distribuée et appliquée par Daech à Mosul en 2014 après que ses combattants aient pris contrôle de la ville.²⁷

Quant à l'agenda des groupes armés "jihadistes", il n'est pas toujours clair et consistent d'un groupe à l'autre, ni d'une région à l'autre. Mais on retiendra que Al Qaeda et Daech ainsi que certains groupes qui leur ont fait allégeance ont souvent, dans leurs discours, fait comprendre qu'ils voulaient établir un État islamique, un califat à l'échelle mondiale et/ou locale ; appliquer la Sharia, y compris à ceux qui ne partagent pas la foi musulmane, en menant une guerre sans merci ("jihad" de l'épée) contre les infidèles et "mécréants" ainsi que leurs alliés et collaborateurs. Une telle guerre apparaît à leurs yeux comme sainte et juste, parce que voulue par Allah. Plus généralement, le politologue américain Robert PAPE a observé que presque toutes les attaques terroristes suicides dans le monde — environ 315 attaques de 1980 à 2003 —faisaient partie de campagnes menées par des groupes insurgés contre la présence de forces militaires étrangères sur leur sol. Il en a conclu que les groupes terroristes partagent en commun un objectif stratégique qui est de contraindre des forces militaires étrangères à se retirer d'un territoire qu'ils considèrent comme leur patrie, leur terre natale.²⁸ Un autre auteur, Irano-Américain, qui a essayé de comprendre le terrorisme du point de vue des terroristes, et non de celui de la presse internationale et des gouvernements, affirme, sur la base de plusieurs années recherches dans le monde arabo-musulman, que les groupes terroristes du Proche-Orient, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, poursuivent trois objectifs principaux, à savoir contraindre les Etats-Unis (et d'autres puissances occidentales) à trois choses : i) retirer leurs troupes des pays de la région, ii) arrêter leur soutien systématique à Israël (qu'ils accusent d'occuper illégalement les terres palestiniennes et de violer les droits des Arabes), et enfin, iii) arrêter leur soutien à des regimes dictatoriaux, corrompus qui écrasent l'opposition politique dans les pays musulmans et ne laissent comme voie de protestation à leurs peuples que le fondamentalisme islamique dans les mosquées.²⁹ Cette conclusion est corroborée par d'autres experts tels que Martha CRENSHAW et Gary LAFREE qui écrivent que le trait commun des mouvements jihadistes violents est "une aspiration partagée à unir et défendre les pays musulmans contre ce qu'ils perçoivent comme menaces étrangères, à renverser des régimes apostats, et à les remplacer par des Etats fondés sur une interprétation rigidement conservatrice de la loi islamique."³⁰

Le recours à la violence terroriste "jihadiste" apparaît donc comme l'arme privilégiée par des groupes insurgés pour protester contre ce qu'ils perçoivent comme injustice et oppression et pour établir un nouvel ordre social en

contraignant les décideurs politiques à changer certaines politiques ou en tentant de remplacer un ordre social considéré comme illégitime par un autre régi par la loi musulmane. Nous reviendrons sur ce point dans la troisième partie du livre consacrée à l'étude des facteurs du terrorisme. Pour le moment, pour mieux comprendre les acteurs du terrorisme et leurs motivations, un survol des mouvements "jihadistes," qui opèrent ou soutiennent des activités terroristes au Burkina Faso et plus généralement dans la région du Sahel, suffira.

Al Qaeda

Al Qaeda fut créé en 1988 par deux personnes : le milliardaire Saoudien Oussama Ben Laden et Abdullah Azzam. Son objectif initial était de libérer le Proche-Orient des armées occidentales.³¹ Mais c'est surtout à travers les attaques du 11 septembre 2001 qu'Al Qaeda se fera connaître au monde entier et deviendra la cible de la guerre contre la terreur menée par une coalition de gouvernements. Affaibli par la division en son sein, surtout suite à la création de Daech, mais aussi et surtout par la disparition de Ben Laden, son chef historique, assassiné au Pakistan par un commando de forces spéciales américaines (*Navy Seals*), et enfin par les frappes de la coalition internationale contre ses positions en Irak, Al Qaeda a perdu grandement de son influence et réadapte sa stratégie en adoptant une structure de gouvernance largement décentralisée avec des filiales régionales telles que Al Qaeda dans la Péninsule Arabe, Al Shabab, et Al Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI), lesquelles filiales fonctionnent plus ou moins indépendamment. Les tactiques préférées d'Al Qaeda sont surtout les bombardements, parfois suicides, et les explosions. Au Mali et au Burkina, Al Qaeda est surtout actif par sa filiale AQMI, qui est intervenue dans au moins deux attaques majeures à Ouagadougou : le 15 janvier 2016 contre le restaurant Cappucino et l'hôtel Splendid, et le 2 mars 2018, comme membre du GSIM, contre l'ambassade de France et l'Etat-Major Général des Armées.

Daech

Daech, abbréviation du nom arabe de l'organisation terroriste que l'on appelle État Islamique en Iraq et au Levant (ESIL), est né en Iraq en 2006 comme branche d'Al Qaeda qui a, par la suite, rompu avec elle du fait de ses méthodes trop violentes (bombardements suicides, explosions, décapitations, massacres à grande échelle...), surtout dans les attaques contre des civils et des Musulmans Shiites.³²

Daech ambitionnait d'instaurer l'Etat Islamique dans toute la région du Levant, qui inclue l'Iraq, la Jordanie, le Liban et la Syrie suivant une stratégie préconisée par un certain Abu Bakr Al Naji, un cadre d'Al Qaeda. Ce dernier a publié un livre en arabe en 2004 intitulé *L'administration de la sauvagerie* :

l'étape la plus critique que traversera la Oumma, véritable livre de stratégie de guerre pour les combattants jihadistes.³³ En effet, l'auteur y recommande trois étapes à suivre par les combattants jihadistes :³⁴

1) La démoralisation et l'épuisement des pays visés par des attaques répétées contre leurs armées, leurs forces de police, des intérêts économiques, des lieux de culte et sites touristiques, attaques qui pousseront les forces de sécurité à finir par désertir certains territoires et leurs populations où un climat d'insécurité est délibérément entretenu. C'est cet objectif très probablement que les groupes "jihadistes" ont voulu atteindre en Irak, en Syrie, au Yémen, en Libye, au Nord du Nigeria, au Nord et au centre du Mali, et dans la province du Soum au Burkina Faso.

2) La deuxième étape de l'administration de la sauvagerie commencera lorsque les populations livrées à elles-mêmes, seront lassées de l'insécurité et voudront l'établissement d'un nouvel ordre, capable de mieux les protéger, en se tournant vers Daech.

Cette étape a été franchie dans certains pays où des groupes jihadistes ont conquis des territoires qu'ils contrôlent et ont, semble-t-il, dans certaines localités, réussi à se faire accepter comme alternatives pour une meilleure sécurité. Selon une étude menée au Mali par l'Institute for Security Studies, certains anciens militants de groupes "jihadistes" ont déclaré avoir rejoint ces groupes pour "se protéger, protéger des membres de leur famille, de leur communauté ou leurs moyens de subsistance", par exemple leur bétail.³⁵ En effet, le retrait des forces de sécurité maliennes de certaines régions du Nord et du centre du pays, tombées sous le contrôle des jihadistes en 2012, a fait croire à certains habitants de ces régions que leur sécurité dépendait désormais de leur adhésion aux groupes jihadistes. Enfin,

3) La dernière étape dans l'administration de la sauvagerie consistera en l'instauration de l'Etat islamique, qui appliquera la Sharia, la loi de l'Islam, mettant fin à l'ordre mondial actuel jugé "décadent et satanique" et permettant, grâce à la victoire finale, d'établir la cité idéale, une sorte de paradis sur terre.

Considéré comme le groupe terroriste le plus violent et meurtrier au monde, avec quelque 1.132 attaques qui ont tué autour de 9.132 personnes dans 15 pays en 2017, Daech est présent dans 32 pays dont le Burkina Faso, le Niger, et le Mali où opère sa filiale État Islamique au Grand Sahara.³⁶ Comme Al Qaeda, avec lequel il est entré en rivalité en lui arrachant des combattants, Daech a vu son influence décliner suite à la perte des territoires qu'il contrôlait en Syrie et en Iraq. La mort de son chef, le caliphe Abu Bakr al Bagdadi qui avait été annoncée en mai 2016 à Raqqa en Syrie suite à un bombardement aérien mené par la Russie, a été finalement confirmée par le président américain Donald Trump et par le porte-parole de Daech en Octobre 2019 après un raid des forces spéciales américaines au Nord-Est de la Syrie.³⁷

A côté de l'idéologie jihadiste et du leadership radical, la lutte terroriste

internationale que mènent Al Qaeda et Daech subsiste grâce à plusieurs sources de financement, dont certaines sont très discrètes :³⁸

1) La *zakat* (ou dons reçus) : c'est un micro-financement sous forme de "sommes modiques en grand nombre." À titre d'exemple, les services de renseignement financiers français ont pu identifier 416 donateurs de l'Etat Islamique en France entre 2016 et 2017 et « 320 collecteurs essentiellement basés en Turquie et au Liban grâce à qui les terroristes qui se trouvaient en Syrie ou en Iraq pouvaient recevoir des fonds », a révélé François Molin, le procureur de Paris.

2) La *ghanima* ou butin de guerre : c'est l'ensemble des actes criminels tels que l'enlèvement d'otages contre rançons, le pillage, les revenus de pétrole, l'imposition d'impôts aux populations dans les zones contrôlées par Daech ou Al Qaeda.

3) Le soutien financier ou logistique d'Etats sponsors qui donnent aux groupes terroristes de l'argent ou un refuge.

4) Les dons provenant de particuliers ou de certaines organisations surtout caritatives.

5) Les revenus de commerces légitimes que personne ne soupçonne de financer le terrorisme ainsi que les transferts d'argent à travers le système Hawala permettraient enfin aux réseaux terroristes d'échapper aux services des renseignements et aux contrôles des institutions financières ou gouvernementales.

Au Sahel et dans le Bassin du Lac Tchad, les trafics illicites (traffics d'otages, de drogue, d'armes, de cigarettes et d'autres produits) alimentent financièrement les réseaux terroristes.³⁹ On comprend donc pourquoi, malgré les pertes qu'ils ont subies, les deux monstres du terrorisme international (Al Qaeda et Daech) tentent de survivre en étendant leurs tentacules dans d'autres régions du monde, y compris en Afrique de l'Ouest.

Groupes terroristes actifs dans les pays du Sahel et le Bassin du Lac Tchad

Les groupes "jihadistes" qui opèrent dans les pays du Sahel et du Bassin du Lac Tchad — à savoir Boko Haram, Al Qaeda au Maghreb Islamique, Al Mourabitoun, Ansar Dine, le MUJAO, le Front de Libération du Macina, et Ansarul Islam — sont à la fois motivés par l'agenda "jihadiste" international d'Al Qaeda et de Daech et par des dynamiques et revendications locales qu'il faut bien cerner pour mieux les comprendre.

Boko Haram

Boko Haram (qui signifie littéralement en Haoussa le livre, i.e l'éducation occidentale, est illicite) fut fondé en 2002 dans l'Etat du Borno au Nord-Est du Nigeria par Mohammed Yusuf, un prédicateur radical d'obédience Wahhabite, en vue d'appliquer la Sharia non seulement au Nord du Nigeria mais aussi dans le reste du pays, y compris dans le Sud prédominamment chrétien. Son ambition reste d'imposer la Sharia et une version considérée pure de l'Islam, basée sur une interprétation littérale du Coran, et débarrassée de l'influence jugée corruptrice de l'Occident. "Derrière la contestation du modèle éducatif étatique et la désertion des écoles 'officielles' pour aller apprendre la charria au Nord, la dénonciation de la 'mainmise' supposée de l'Eglise et des chrétiens sur ce même système, il y a le rejet de l'ordre étatique post-colonial considéré comme une continuité idéologico-politique du système britannique, occidental, "40 écrit le chercheur Sénégalais Bakary SAMBE, spécialiste de Boko Haram.

Majoritairement musulman et peuplé de Haoussas et de Peulhs, le Nord du Nigeria est plus pauvre que le Sud qui est en grande partie chrétien, plus développé, et peuplé de Yoroubas et d'Ibos. A en croire l'International Crisis Group, le contexte local marqué par la grande pauvreté, le bas niveau d'éducation et le chômage massif des jeunes ainsi que l'écart de développement entre le Nord et le Sud dans un contexte national de mauvaise gouvernance, de clientélisme et de corruption a facilité l'émergence et le développement rapide de Boko Haram.⁴¹ Selon la même source, c'est surtout après l'assassinat de son fondateur et le harcèlement de ses membres par la police nigériane en 2009, que Boko Haram s'est engagé dans une révolte violente, ciblant les officiels et les infrastructures du gouvernement nigérian, l'armée et la police, ainsi que les civils soupçonnés de collaborer avec les forces de sécurité.

Suite à des dissidences internes sous le leadership contesté d'Abubakar Shekau, Boko Haram est aujourd'hui scindé en au moins deux factions : *l'Etat Islamique en Afrique de l'Ouest* qui a fait allégeance à Daech en 2015 et *Ansaru* qui aurait des liens avec Al Qaeda au Mali.⁴² De fait, d'après l'International Crisis Group, une faction de Boko Haram entretiendrait des relations faites de soutien militaire, financier et logistique avec d'autres mouvements "jihadistes" opérant au Nord Mali tels que AQMI et Ansar Dine.

Al Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI)

Fondé en 2007 et dirigé par Abdelmalek Droukdel, un islamiste algérien, AQMI est considéré comme un rejeton du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC), un groupe issu d'une dissidence du Groupe Islamique Armé (GIA) en Algérie et classé sur la liste noire des groupes terroristes par plusieurs pays. AQMI aurait environ 800 combattants, dont 200

au Sahel.⁴³ Partageant l'agenda "jihadiste" d'Al Qaeda, AQMI s'est engagé dans une guerre sans merci contre la France et les forces internationales qui combattent le terrorisme ainsi que leurs alliés africains au Maghreb, au Mali, au Niger et au Burkina, pays où il a revendiqué un certain nombre d'attentats.

Du fait de certaines dissidences entre ses leaders, AQMI a souvent vu certaines de ses katibas comme Al Mourabitoune, dirigée par l'Algérien Mokhtar Bel Mokhtar, prendre leur indépendance. Cependant, en réponse à certaines circonstances qui les obligeaient à s'unir, les katibas d'AQMI ont conclu des alliances avec d'autres groupes, par exemple l'alliance pour former une coalition qui a donné naissance au Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM).

Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimin

Le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM), en arabe *Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimin*, est une coalition née le 2 mars 2017 de la fusion de quatre groupes "jihadistes" opérant au Mali : AQMI, Ansar Eddine (du rebel Touareg Iyad Ag Ghaly), Al Mourabitoune dont le leader est l'algérien Mokhtar Bel Mokhtar, et le Front de Libération du Macina, alias Katiba Macina, dirigé par le prédicateur radical malien Hamadoun Kouffa, un allié de Iyad Ag Ghaly. (Selon des informations fournies par le Ministère malien de la Défense en novembre 2018, Kouffa aurait été grièvement blessé dans une opération militaire conjointe de l'armée malienne et de la force Barkhane au centre du pays, puis aurait finalement succombé.⁴⁴ Mais cette information sera démentie plus tard en février 2019 par Kouffa lui-même dans une vidéo diffusée par Al Jazeera).

Pour Mokhtar Belmokhtar, qui avait quitté AQMI en 2012 pour fonder en 2013 Al Mourabitoune — de la fusion de Signataires par le sang et du Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) — la proclamation de la naissance du GSIM marquait le rétablissement d'une union brisée. Selon certains analystes, cette coalition était prévisible en réponse au fait qu'AQMI perdait des combattants au profit de l'Etat Islamique surtout en Libye.⁴⁵

La nouvelle coalition est placée sous le leadership de Iyad Ag Ghali, figure historique de la rébellion Touareg au Mali et fondateur d'Ansar Eddine. Mais étant sous la bannière d'AQMI, elle est considérée comme une branche d'Al Qaeda. Le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) a déjà officiellement revendiqué plusieurs attaques dont une attaque à Kidal (au Mali) qui a tué 5 soldats nigériens, une attaque à Toeni (au Burkina Faso) qui a tué 10 gendarmes burkinabés et blessé 8 autres, et la double attaque contre l'Ambassade de France et l'Etat-Major Général des Armées le 2 mars 2018 à Ouagadougou qui a fait 8 morts parmi les FDS burkinabés. Cette dernière attaque, selon certaines sources, visait une réunion d'officiers supérieurs du G5 Sahel qui a été délocalisée au dernier moment.

Face à cette coalition “jihadiste” loyale à Al Qaeda, opèrent aussi au Burkina Faso et dans le Sahel ouest-africain deux autres groupes : l’Etat Islamique dans le Grand Sahara, qui a fait allégeance à Daech, et Ansarul Islam du prédicateur radical burkinabé Malam Ibrahim Dicko.

L’Etat Islamique dans le Grand Sahara (EIGS)

L’Etat Islamique dans le Grand Sahara (EIGS) est un groupe relativement jeune dans le microcosme jihadiste du Sahel. Mais il a déjà fait parler de lui. Il a revendiqué, ou plus exactement on lui attribue, déjà quelques attaques ou enlèvements : par exemple une attaque qui a tué une douzaine de soldats nigériens en février 2017 à Tiwa, l’attaque qui a tué quatre soldats américains et cinq soldats nigériens à Tongo Tongo au Niger en Octobre 2017, l’assassinat du maire de la commune de Koutougou et l’enlèvement d’un enseignant de l’école de Bouro dans le Sahel Burkinabé en avril 2018.

L’Etat Islamique dans le Grand Sahara est un bataillon mené par un certain Adnan Abu Walid Al-Sahraoui, un natif du Sahara Occidental, qui a été porte-parole du MUJAO — lequel avec les Signataires dans le Sang deviendra Al Mourabitoune. Mais Abu Walid Sahraoui quitte le groupe Al-Mourabitoune (Les sentinelles) et fait allégeance à Abu Bakr Al-Bagdadi, calife de l’Etat Islamique (Daech) en 2015.⁴⁶ Depuis Mai 2018, l’EIGS a été placé dans la liste noire des organisations terroristes (*Foreign Terrorist Organizations*) par le département d’Etat américain.⁴⁷

Concernant l’histoire de cette filiale de Daech et de ses combattants, voici ce qu’en dit Mohammed Bazoum, Ministre de l’Intérieur du Niger : ce groupe est formé de jeunes Nigériens « qui ont été embrigadés au cours de l’année 2012 par le Mouvement pour l’Unité et le Jihad en Afrique de l’Ouest (MUJAO). Cette organisation (...) était venue dans le sillage de l’occupation du nord du Mali. (...) Ces jeunes gens ont été démobilisés au lendemain de l’opération “Serval”, mais ont repris leurs activités sous la férule d’un certain Abu Walid al-Sahraoui qui est l’un des anciens dirigeants du MUJAO ».⁴⁸

Moussa Ag Acharatoumane, Secrétaire Général du Mouvement pour le Salut de l’Azawad (MSA) qui est entré en guerre contre l’EIGS aux côtés des forces françaises, faisait les révélations suivantes sur l’EIGS dans une interview accordée à Jeune Afrique :

“Les effectifs de l’EIGS sont répartis dans de petites bases mobiles distantes de 50 km [surtout à la frontière entre le Mali et le Niger]. L’exploitation des téléphones nous a permis de savoir, par exemple, qui donne les ordres dans le groupe, et avec qui il est en contact — aussi bien au Mali qu’au Niger. Nous savons aussi que la majorité des combattants de l’EIGS sont des Nigériens, la plupart originaires de la région de Tillaberie.”⁴⁹

Surpassant les rivalités entre Daech et Al Qaeda au Proche-Orient, leurs filiales savent souvent taire leurs rivalités et coopérer au Sahel pour faire face

à la force du G5 Sahel, à la force française Barkhane, à la MINUSMA, et aux différentes forces armées nationales et internationales qui les combattent.

Ansarul Islam

Le 20 février 2018, le département d'Etat américain, à travers un communiqué, désignait officiellement Ansarul Islam comme organisation terroriste qui avait "commis ou risquait de commettre des actes terroristes menaçant la sécurité des citoyens américains ou la sécurité nationale, la politique étrangère ou l'économie des Etats-Unis."⁵⁰ Cette désignation, qui prive tout individu associé à Ansarul Islam d'accès au territoire américain et au système financier des Etats-Unis, est intervenue deux ans après que ce groupe terroriste, né et basé au Burkina Faso, se soit fait connaître du public burkinabé par une attaque cruelle en décembre 2016 contre le groupement des forces anti-terroristes à Nassoumbou, dans la province du Soum, province devenue sa zone de prédilection pour ses opérations.

L'histoire d'Ansarul Islam est étroitement liée à celle de son fondateur et premier chef, Boureima Dicko, alias Malam Ibrahim Dicko. Celui-ci est né dans les environs de Soboulé, un village situé près de Djibo, la principale ville de la province du Soum, et non loin de la frontière avec le Mali.

Djibo, et la province du Soum en général, est peuplée par cinq groupes ethniques : les Peulhs, les Fulse, les Mossi, les Sonrai, et les Bella vivant ensemble dans 214 villages répartis en 9 communes, dont quatre font frontière avec le Mali. La région est aride, quasi désertique, isolée, avec des poches d'extrême pauvreté. Certains de ses habitants se plaignent d'être abandonnés et oubliés par le gouvernement.

Malam appartenait à la famille Dicko, une grande famille d'éleveurs bien connue dans la région. Il parlait seulement l'arabe et le fulfulde, sa langue maternelle, ce qui suggère que comme beaucoup d'autres habitants de la région, il est seulement allé à l'école coranique et pas à "l'école du blanc." Malam (nom qui signifie maître en Haoussa et qui lui a été donné au Niger) vivait au secteur 5 de Djibo où il avait fondé une école coranique et une mosquée. En Juillet 2012, en vue d'enseigner l'Islam et le Coran, il fonda une association appelée Al Irchad, officiellement inscrite sous le récépissé 001018 par le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation du Burkina Faso. Au début, Malam passait pour un homme pieux et discret dont les prêches étaient vues comme tolérantes et égalitaristes, car elles dénonçaient la domination des Rimaibe par les Peulhs qui les considéraient comme leurs esclaves depuis la conquête du Soum au XVII^e siècle.

Prédicateur populaire dans la région, Malam prêchait sur les ondes des radios locales où il était toujours accompagné par un de ses disciples. Mais il fut interpellé par les forces de sécurité en Juin 2015, car dans une de ses prêches, il attaquait certains de ses correligionaires musulmans. Dénoncé par le Grand Imam de Djibo et d'autres qui s'opposaient à sa version radicale de

l'Islam à l'Emir de Djibo, Malam fut contraint d'arrêter ses prêches sur les radios locales et de passer le témoin à un de ses acolytes de confiance, Hamidou Tamboura. Celui-ci sera plus tard assassiné avec d'autres suite à un règlement de comptes de Malam avec ceux qui savaient quelque chose du mouvement Ansarul Islam ou qui essayaient de quitter le mouvement pour le dénoncer aux forces de sécurité.

En septembre 2013, selon certaines sources⁵¹, Malam aurait été arrêté par des militaires français de l'Opération Barkhane à Tessalit à l'extrême-Nord du Mali en compagnie d'environ vingt Talibés et une importante somme d'argent. Puis, il aurait été transféré à Bamako et détenu pendant deux ans par la Sécurité d'Etat. A l'époque, il était seulement soupçonné de vouloir rejoindre le groupe Ansar Eddine. En 2015, il fut relâché après que certains membres de son association, de sa famille et de la communauté Peulh négocièrent sa libération avec la Sécurité d'Etat.⁵² Après sa libération, Malam retourna dans sa province natale du Soum au Burkina Faso où il commença à prêcher une version de plus en plus radicale de l'islam, dénonçant entre autres la manière traditionnelle de célébrer les baptêmes et les mariages, certaines pratiques maraboutiques ainsi que d'autres pratiques locales comme étant contraires à l'islam. Il se peut que cette radicalisation ait été influencée par ses liens avec certains leaders extrémistes du Mali tels que Amadou Koufa, le fondateur et leader du Front de Libération du Macina, qui était lui-même lié à Ansar Eddine avant de devenir membre de la coalition GSIM en 2017. "D'après des entretiens réalisés par Human Rights Watch auprès de quelques membres actuels ou anciens de groupes islamistes armés, Ansarul Islam a reçu une formation et un soutien logistique à la fois de la part d'AQMI et de l'EIGS. La plupart des attaques commises par ce groupe sont lancées depuis ses bases dans le centre du Mali."⁵³

Etant donné que Malam et Koufa partageaient presque les mêmes idées, la question peut en effet se poser de savoir si, comme Koufa qui rêvait de restaurer l'empire perdu du Macina, Malam voulait aussi restaurer le royaume du Djelgodi dans le Sahel burkinabé. En tous cas, quand Malam est rentré au Burkina Faso, très peu de gens pouvaient imaginer qu'il avait des projets "jihadistes" et qu'il allait lancer le premier groupe "jihadiste" sur le sol burkinabé. En fait, comme il se sentait de plus en plus isolé au sein de l'association Al Irchad, Malam voulait créer un nouveau mouvement qui reflèterait et défendrait ses vues de l'islam. Cela donna naissance à Ansarul Islam, qui se fera connaître du public burkinabé et du reste du monde en faisant la une des journaux avec l'attaque du 16 décembre 2016 contre le groupement des forces anti-terroristes burkinabés basées à Nassoumbou, attaque qui a tué 12 vaillants soldats.

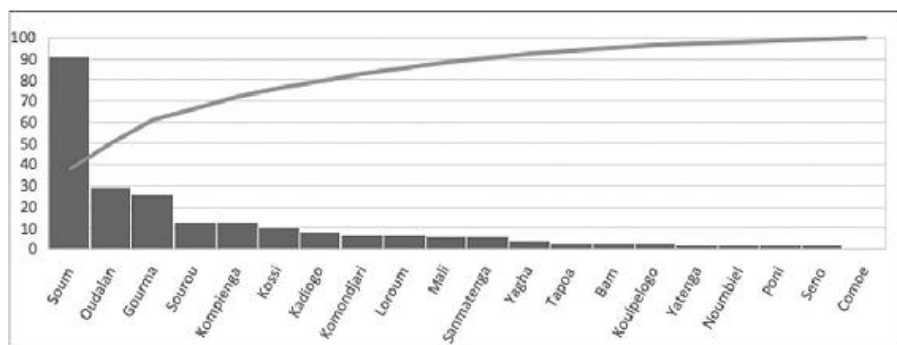
Avant cette date, il semble cependant que Malam était déjà connu comme un homme "radicalisé et dangereux" par les services de renseignement burkinabés. En 2016, il était recherché par l'Agence Nationale des Renseignements (ANR). Mais il se cachait, selon certaines sources, dans une

forêt non loin de la frontière malienne. Traqué par les soldats de Barkhane pendant une opération à la frontière Mali-Burkina fin avril 2017, rapporte Seidik ABBA, chroniqueur au journal Le Monde, « Malam déjà miné par un diabète chronique aurait alors fui avec sa garde rapprochée dans l'immense forêt [de Foulare] où son corps a été retrouvé sans vie. Ses partisans n'ont trouvé aucune trace de blessure sur le corps. Après le raid de Barkhane, il a perdu son chemin dans la forêt et s'est retrouvé sans nourriture ni forces pour continuer. Il a été enterré sur place. »⁵⁴ A la tête du mouvement a été porté le frère cadet de Malam, Amadou Boucary, alias Jafar Dicko, un jeune de 38 ans qui aura de la peine à faire survivre le mouvement après la mort du fondateur et face à la pression des forces de Barkhane et du G5 Sahel.⁵⁵

En résumé, cette brève description des groupes armés “jihadistes” qui opèrent dans le Sahel ouest-africain et dans le bassin du lac Tchad nous révèle les tentatives d'Al Qaeda et de Daech de s'implanter et d'étendre leur projet jihadiste en terre africaine dans des régions majoritairement musulmanes à travers des mouvements islamistes, réformistes locaux dont les leaders partagent l'idéologie salafiste jihadiste. Ces mouvements exploitent des conflits et frustrations des populations locales ainsi que des faiblesses de gouvernance de l'Etat pour s'enraciner et réaliser leurs objectifs politico-religieux par les armes.

Pour compléter notre tableau sur ces mouvements “jihadistes”, les deux dernières sections de cette partie tenteront de décrire la géographie et les conséquences de leurs opérations en se focalisant sur le cas du Burkina Faso.

Figure 3 : Attaques par localité

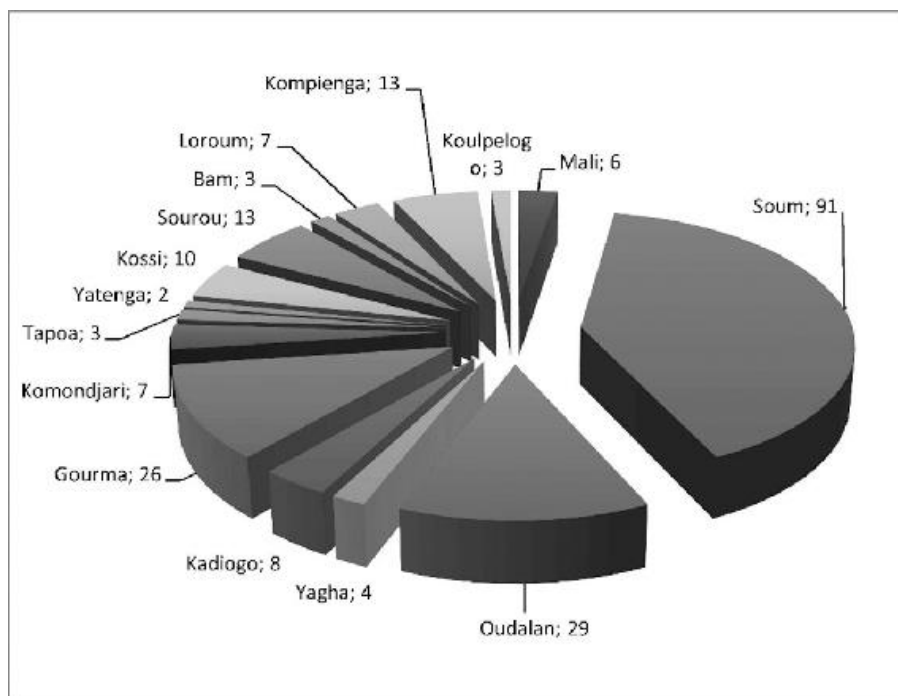


Cartographie des incidents terroristes au Burkina Faso

Les attaques terroristes n'arrivent pas n'importe où au Burkina Faso. Elles sont perpétrées dans des régions avoisinant le Nord Mali et le Niger où opèrent des groupes terroristes dont nous avons parlé plus haut, plus précisément dans les provinces de l'Oudalan et du Soum dans la région du Sahel, dans les régions du Nord et du Centre-Nord ; dans la région du Sud-

Ouest ; dans les régions de l'Est et du Centre-Est, et enfin à Ouagadougou la capitale.

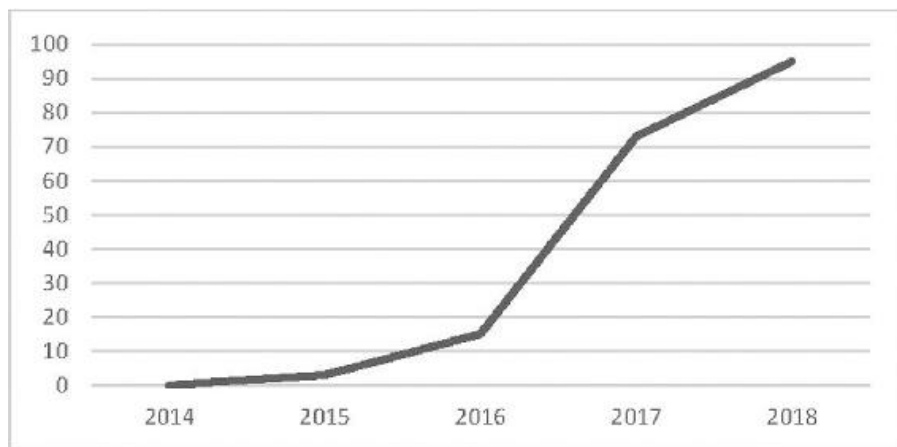
Figure 4 : Attaques par localités



Comme le montrent les graphiques ci-dessus, plus de 40 % des attaques visant des Burkinabés, environ 91 sur plus de 210 incidents enregistrés d'avril 2015 au 31 décembre 2018 ont été perpétrées dans la province du Soum, berceau et principal théâtre d'opérations du groupe Ansarul Islam.⁵⁶ Cela explique peut-être le fait que la province du Soum soit le lieu de naissance ou de résidence de la plupart des 146, et plus récemment 247, individus recherchés par le Ministère de la Sécurité Burkinabé pour complicité ou participation à une entreprise terroriste.⁵⁷ Après le Soum, c'est la province de l'Oudalan, à l'extrême Nord, à la frontière du Mali et du Niger, qui est la plus affectée avec environ 30 attaques, ce qui correspond à 13 % du total des attaques. Par effet de débordement et de diffusion, les régions burkinabés voisines du Sahel mais aussi du Mali et du Niger, c'est-à-dire l'Est, le Nord et le Centre-Nord ainsi que le Sud-Ouest, ont été affectées et se trouvent ainsi être les plus vulnérables. Du fait de sa position géo-politique en tant que capitale du Burkina Faso, Ouagadougou dans la province du Kadiogo, est devenue aussi une cible privilégiée d'attaques terroristes symboliques mais très meurtrières avec un total de 67 personnes tuées de janvier 2016 à mars 2018. Cette expansion de la menace terroriste reflète une tendance générale dans la bande sahélienne qui est devenue un point chaud du terrorisme

étendait ses tentacules à la région de l'Est avec une attaque massive contre une patrouille de la police à Natiaboani et une autre attaque contre des gardes forestiers à Tanwalbougou, villages situés respectivement à environ 60 km et 45km de Fada N'Gourma. L'attaque de Natiaboani, où un policier a été tué et deux autres blessés fut menée, à en croire certaines sources officielles, par des combattants de groupes terroristes. Sa nature terroriste s'est clairement révélée non seulement par le choix de la cible — les bandits ordinaires n'attaquent pas les forces de sécurité— mais aussi par le nombre de douilles — environ 470 — retrouvées sur le site des attaques. Après le Sahel, la région boisée de l'Est qui abrite des parcs, s'avère être désormais la plus vulnérable car elle offre un refuge, une zone de repli aux terroristes poursuivis par les forces armées nigériennes. Rien qu'en 2018, cette région a subi une vingtaine d'attaques.

Figure 5 : Evolution attaques



Les groupes extrémistes qui ont revendiqué ces différentes attaques semblent s'être aussi réparti les zones où ils opèrent : AQMI, Al-Mourabitoun et le GSIM sont basés au Nord du Mali ; le Front de Libération du Macina (ou Katiba Macina) au centre du Mali ; Ansarul Islam dans la région du Sahel au Burkina Faso surtout dans la province du Soum ; Boko Haram au Nord du Nigeria et dans le bassin du lac Tchad, et enfin l'EIGS dans la région des trois frontières, i.e l'espace frontalier entre le Burkina, le Niger et le Mali.⁶¹

Une étude plus raffinée permettrait de comprendre les liens qui existent entre le niveau de criminalité terroriste enregistré dans certaines localités et leurs caractéristiques du point de vue de la géographie physique et humaine et du point de vue socio-économique. Mais cela demanderait plus de temps et d'espace que nous n'en disposons ici.

Si nous isolons les attaques et nous limitons au territoire du Burkina Faso, nous ne pouvons pas les comprendre adéquatement. Il faut les replacer dans le

contexte régional de l'extrémisme violent à prétention « jihadiste ». Al Qaeda et ses affiliés qui ont fusionné pour former une coalition (le GSIM) en mars 2017 ont perpétré, selon certaines estimations, 216 attaques et 11 enlèvements au Mali, au Niger et au Burkina Faso rien que dans le courant de l'année 2017. Bien entendu, le Mali était le plus affecté avec 90 attaques au centre du pays (Mopti, Ségou et Koulikoro), 46 à Kidal, 41 à Gao, et 30 à Tombouctou dans le Nord.⁶² Le reste des 69 autres attaques ont eu lieu selon la même source au Burkina Faso et au Niger (surtout dans les régions de Diffa et Tillabéri respectivement frontalières du Nord Mali et du Nord du Nigéria où sévit Boko Haram).

Ainsi la crise terroriste est à la fois un problème national et régional, ce qui explique les efforts consentis, à l'échelle nationale et régionale, par les pays touchés individuellement et dans le cadre de l'Autorité du Liptako Gourma, du G5 Sahel et de la CEDEAO pour le résoudre avec le soutien de partenaires internationaux comme les Nations Unies, la France, l'Union Européenne et les Etats-Unis.

Plus généralement, en plus de la proximité géographique avec les lieux d'opération des groupes extrémistes, des recherches empiriques ont révélé que deux facteurs permettent d'expliquer pourquoi certaines régions du monde sont plus vulnérables aux risques de violence terroriste "jihadiste" que d'autres.⁶³ Le premier facteur est la théologie politique de certains acteurs religieux, c'est-à-dire en termes simples ce qu'ils pensent qu'ils devraient faire pour être en conformité avec les enseignements de leur religion. Et le deuxième facteur est le type de relation ou le degré d'indépendance qu'il y a entre les autorités religieuses et les autorités politiques, cette relation déterminant en grande partie le niveau de liberté religieuse dans une zone géographique donnée.

Si on s'en tient aux zones géographiques qui nous intéressent dans ce livre, on peut par exemple constater que les leaders et les militants d'Al Qaeda, de Daech, et de leurs branches en Afrique de l'Ouest (Boko Haram, AQMI, GSIM, Ansar Dine, Al Mourabitoun, État Islamique dans le Grand Sahara...) fonctionnent suivant une théologie politique extrémiste, intolérante qui est la suivante : seul est légitime l'Etat islamique ou califat, régi par la Sharia et les enseignements de l'Islam tels que les « jihadistes » les comprennent. Et il devient un devoir sacré, une mission pour le croyant musulman de contribuer, par le jihad, à instaurer un tel État et à le débarrasser de la domination des "infidèles" et des "mécraants." Ces derniers sont présentés, dans les discours des leaders jihadistes, comme des gens qui rejettent Allah, qui ont humilié des musulmans en Iraq, dans les prisons de Guantanamo et d'Abu Graib ainsi qu'en Palestine, ou comme des impies qui corrompent le monde par leur mode d'éducation et de gouvernance, à savoir l'école et l'Etat libéral d'inspiration occidentale.⁶⁴

Une telle théologie politique met les groupes jihadistes, leurs leaders et

leurs militants en conflit avec les gouvernements des pays (Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad, Cameroun, Nigeria...) où ils opèrent car ils contestent la légitimité de ces gouvernements, surtout ceux qui collaborent avec les puissances occidentales pour les combattre. Cela explique pourquoi ils s'en prennent à ces gouvernements, à leurs armées, et à leurs représentants. Puisque ces gouvernements sont à leurs yeux illégitimes, ils cherchent à les discréditer et à les substituer par un califat suivant la stratégie préconisée par Abu Bakr Al Naji dans son livre *L'administration de la sauvagerie*.

Un mot enfin sur la place des médias dans la stratégie des groupes terroristes. Les médias jouent un rôle paradoxal dans la politique de l'internationale terroriste jihadiste. En effet, la violence perpétrée par celle-ci est presque toujours symbolique, calculée pour faire entendre une cause et faire passer un message, le plus souvent par les médias. Sans médiatisation, les attaques terroristes et les messages qui les accompagnent resteraient lettre morte et n'auraient pas le même impact sensationnel. Mais en même temps, les leaders terroristes et les exécutants de leurs ordres préfèrent évoluer dans l'ombre, loin des caméras et des micros des journalistes. Autant les groupes terroristes veulent montrer leur puissance en diffusant des annonces et des images sensationnelles de leurs attaques dans les médias, autant l'essentiel de leurs militants et de leurs activités restent tapis dans le secret. Si, comme le remarquait l'ancienne première ministre britannique Margaret Thatcher, "la publicité est l'oxygène du terrorisme", la capacité à rester dans l'ombre est le secret de survie des terroristes.

Avant de clore ce chapitre, jetons un regard sur l'impact que le terrorisme a eu sur la vie des populations et sur l'économie des pays affectés comme le Burkina Faso.

Conséquences des attaques

Au plan sécuritaire

Les attaques terroristes répétées au Burkina Faso ont répandu un sentiment d'insécurité généralisée, surtout dans les provinces de l'Oudalan et du Soum, frontalières du Mali et du Niger. Ainsi, pour des raisons de sécurité, 895 enseignants ont quitté la région entre 2016 et avril 2018, ce qui a provoqué la fermeture de 216 écoles et privé quelque 20 000 élèves de cours, indiquait le Premier Ministre Paul Kaba Thieba à l'issue d'un conseil de cabinet sur la fermeture des classes au Sahel. De même, les juges décidaient à l'unanimité de rejoindre Ouagadougou, de fermer le tribunal de Djibo, suspendant leurs activités "jusqu'à nouvel ordre" estimant que les menaces à leur sécurité se faisaient plus imminentes.⁶⁵ Les attaques terroristes et les violences inter-communautaires auxquelles elles ont donné lieu, surtout à Yirgou et à Arbinda, ont causé des situations humanitaires graves.

Faisant le point de la situation humanitaire au Burkina à la date du 17 mai

2019, le Bureau des Nations Unies pour les Affaires Humanitaires notait qu'il y avait plus de 170 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays surtout dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre Nord, avec un accès réduit aux services sociaux de base et avec plusieurs milliers de familles manquant d'abris, tandis que le nombre d'écoles restant encore fermées, en raison de l'insécurité, s'élevait encore à 1.088 privant ainsi d'éducation environ 146.000 enfants.⁶⁶

Au plan social et psychologique

Sans exagérer, on doit avouer que l'impact de la crise terroriste a été aussi social et psychologique. La série d'assassinats, les enlèvements, et les déplacements forcés de populations du fait d'attaques terroristes ont semé la peur, la psychose et le traumatisme dans les esprits surtout dans les régions les plus affectées. Le déploiement et les patrouilles des forces de défense et de sécurité dans certaines localités du Sahel, en raison de la persistance des assassinats et des enlèvements, rassurent mais pas totalement les populations et les représentants de l'Etat. "Sans garde de corps affecté à ma sécurité, me confiait un représentant du gouvernement dans une des régions affectées, ce qui est arrivé au Sahel [à des maires et conseillers municipaux] peut aussi arriver ici. Nous ne sommes pas en sécurité."⁶⁷

En outre, l'identité des assaillants, connue dans certains cas mais méconnue dans la plupart des attaques, ainsi que la peur de représailles pour ceux qui souhaiteraient dénoncer des personnes suspectes nourrissent un climat de méfiance dans les régions affectées. "Avec ce qui s'est passé à Rayongo, disait un habitant de ce quartier où une opération anti-terroriste a été menée contre des locataires d'une villa, on se rend compte qu'on peut héberger un terroriste ou avoir un terroriste comme voisin sans le savoir. Vraiment, on ne sait plus qui est qui." Même son de cloche du côté de Djibo dans la province du Soum qui est devenue l'épicentre de la crise terroriste et où parler d'Ansarul Islam, des groupes jihadistes et du terrorisme est devenu un sujet tabou. A Djibo et à Ouahigouya, certains nous ont fait part de leur peur de parler en public et d'intervenir sur les antennes des radios communautaires pour parler de questions liées au terrorisme ou encore d'autres questions sensibles comme le planning familial, l'éducation, le mariage précoce ou l'excision.⁶⁸ Il est arrivé en effet que des émissions radiophoniques traitant de ces sujets soient interrompues après des menaces d'inconnus qui ont appelé pour manifester leur mécontentement et se plaindre que ces émissions (e.g sur le planning familial) étaient contraires aux enseignements du Coran. En vérité, le problème fondamental, qui limite la liberté d'expression sur l'extrémisme violent et décourage la coopération entre civils et militaires dans la lutte anti-terroriste, est que les groupes jihadistes ont, à côté de leurs militants déclarés, des sympathisants tapis dans l'ombre et l'on peut facilement être trahi par un interlocuteur dont on ne

connaît pas la position sur ces questions.⁶⁹

La stigmatisation de certains groupes ethniques et les tensions communautaires – parfois existant avant la crise terroriste mais envenimée par celle-ci – sont par ailleurs des conséquences négatives de la crise terroriste sur la cohésion sociale. Au Burkina Faso, du fait des origines peulhs et touarègues de certains militants des groupes terroristes, des personnes appartenant à ces deux groupes ethniques ou ayant des traits physiques similaires (teint clair et enturbané) ont fait souvent les frais de la stigmatisation. Pour les mêmes raisons, au Nigeria et au Cameroun, ce sont les Kanouri qui sont victimes de stigmatisation, tandis qu’au Niger et au Tchad, les Buduma sont stigmatisés comme des “Boko Haram.”⁷⁰ Enfin, la crise terroriste a eu des conséquences néfastes sur l’économie des localités affectées.

Impact du terrorisme sur le tourisme et l’économie

Utilisant la méthodologie du coût de la violence pour calculer approximativement les coûts directs et indirects des pertes diverses résultant des incidents terroristes dans les pays où ils se produisent, l’Institut pour la Paix et l’Economie estime que, depuis les attaques du 11 septembre 2001, l’impact économique du terrorisme est allé crescendo. Par exemple, cet impact est passé de 19 milliards de dollars américains en 2004 à 104 milliards de dollars en 2014 dans le monde. Mais depuis 2015, cet impact, selon le même Institut, a commencé à décliner, passant de 91 milliards de dollars américains en 2015 à 84 milliards de dollars en 2016.⁷¹ Suivant le nombre d’incidents terroristes enregistrés en 2016, le Burkina Faso est classé 14^e pays le plus affecté en Afrique sub-saharienne et 43^e au monde avec un score de 4.52.⁷²

Bien que l’on ne dispose pas encore d’une quantification approximative de ce que les différents incidents terroristes ont coûté au Burkina Faso de 2015 à 2018, il est clair que le secteur touristique surtout au Sahel, à Ouagadougou et dans d’autres régions affectées, a été très impacté et que, en plus des dégâts matériels, les pertes en vies humaines et la prise en charge des blessés, le pays a perdu des investissements importants du fait des attaques terroristes. A titre illustratif, le marché de bétail de Djibo, l’un des plus grands de la sous-région où des gens venaient d’autres villes du Burkina (Ouaga, Bobo-Dioulasso, Pouytenga, Fada) mais aussi des pays voisins comme la Côte d’Ivoire et le Ghana s’approvisionner, tourne maintenant au ralenti depuis le début de la crise terroriste. De fait, à cause de l’insécurité, de nombreux acheteurs de bétail ne viennent plus à Djibo. En outre, dans la même ville, où le Docteur Eliott et sa femme qui tenaient une clinique ont été kidnappés, les restaurants et les lieux d’hébergement accueillent beaucoup moins de touristes qu’avant la crise. Certains restaurants, par manque de clients, ont dû fermer. Plus généralement, le terrorisme impacte négativement les secteurs de

l'économie tels que le tourisme, le commerce (surtout les coûts de transaction), les investissements directs étrangers, les différents systèmes de transport, et entraîne des coûts additionnels pour la sécurité et la défense du territoire. Ces coûts peuvent être estimés grâce à des équations proposées par des économistes.⁷³

Au Niger et sur les rives du Lac Tchad, les mesures sécuritaires draconiennes, l'état d'urgence, la fermeture de la frontière entre le Niger et le Nigeria ont durement affecté le commerce, la pêche et l'agriculture qui sont pourtant les principales sources de revenus des populations de cette zone.⁷⁴ L'Etat d'urgence aussi décrété par le gouvernement burkinabé après un conseil des ministres extraordinaire le 31 décembre 2018 dans six régions du pays (Boucle du Mouhoun, Sahel, Nord, Hauts Bassins, Est, et Centre-Est) ne manquera pas non plus d'impacter les activités économiques dans les provinces concernées.

En résumé, le manque de définition universellement acceptée du concept de terrorisme indique la difficulté d'atteindre un consensus — aussi bien dans les milieux politiques qu'académiques— sur ce qui doit être considéré comme terrorisme. Une telle qualification, nous l'avons vu, n'est jamais neutre parce qu'elle comporte des conséquences désagréables pour toute personne ou organisation qualifiée de terroriste : interdiction d'accès ou expulsion du territoire de certains pays, sanctions financières, isolement, etc. La controverse entourant le concept de terrorisme, la non-revendication de certaines attaques au Burkina Faso et le fait que les auteurs d'un grand nombre de ces attaques n'ont pas été identifiés rendent le traitement du problème du terrorisme particulièrement difficile, car cela ne permet pas toujours de trancher nettement la question de savoir si oui ou non certaines de ces attaques pouvaient être qualifiées de terroristes. Cependant, par souci de fournir une analyse compréhensive de la situation sécuritaire et de la menace terroriste dans le Sahel ouest-africain, et en particulier au Burkina Faso, nous avons inclu dans notre analyse toutes les attaques ayant une allure terroriste et ayant ciblé des FDS et des civils burkinabés aussi bien sur le territoire burkinabé qu'au Mali. Ce qui caractérise ces attaques, revendiquées ou non par des groupes terroristes, est qu'elles partagent des traits communs tels que le *modus operandi* : ce sont presque toutes des attaques par surprise de préférence la nuit par des individus armés, circulant à motos, se servant le plus souvent d'armes à feu, surtout des kalachnikovs, et d'engins explosifs improvisés. Les motivations des assaillants sont le plus souvent politiques, religieuses et idéologiques. Les auteurs et commanditaires de ces attaques, du moins celles qui ont été revendiquées, ont profité du contexte de transition politique, d'instabilité relative, de marasme économique, de conflit et de violence politiques qui ont suivi la chute du régime COMPAORE pour s'attaquer au Burkina Faso. Notre analyse a révélé non seulement la configuration, les tendances générales, les traits communs, l'évolution chronologique, la cartographie, et les conséquences néfastes de ces attaques

mais aussi esquissé le portrait des groupes terroristes, dits jihadistes, qui en sont les commanditaires aux niveaux local, régional, et international (Ansarul Islam, AQMI, EIGS, GSIM, Boko Haram). Il en ressort que la crise terroriste est une pieuvre qui ne peut être contenue seulement au plan national par un seul pays. Sa gestion fructueuse requiert une coopération internationale ainsi qu'une mutualisation des ressources et une coordination permanente des efforts au niveau régional, surtout entre le Burkina Faso et ses voisins. Point n'est besoin de le démontrer, le coût et l'impact social, humain, économique et psychologique de la violence terroriste sont lourds. En prendre conscience devrait nous engager tous à nous impliquer à la prévenir et à la combattre.

4 Bruce Hoffman, *Inside Terrorism*, New York : Columbia University Press, 2017, pp. 243 ss. Hoffman montre, en prenant les exemples des groupes considérés terroristes tels que l'ETA Basque, les Tigres Tamils (LTTE), Hamas, Hezbollah, Al Qaeda, l'Etat Islamique, l'Armée Irlandaise Républicaine (IRA), que suivant leur idéologie, leurs capacités, et leur organisation, les groupes terroristes adoptent des tactiques et des stratégies différentes.

5 Anne ALY, "Terrorism : Historical and Contemporary Issues", in *Global Terrorism Index 2015*, p. 86.

6 Ibid.

7 Institute for Economics and Peace, *Global Terrorism Index 2017*, p. 6.

8 Traduction mienne de : "Terrorism refers, on the one hand, to a doctrine about the presumed effectiveness of a special form or tactic of fear-generating, coercive political violence and, on the other hand, to a conspiratorial practice of calculated, demonstrative, direct violent action without legal or moral restraints, targeting mainly civilians and non-combatants, performed for its propagandistic and psychological effects on various audiences and conflict parties." Alex P. Schmid (ed.), *The Routledge Handbook of Terrorism Research*, London and New York : Routledge, 2011, pp.86-87.

9 Voir British Council, *Building Resilience of Young People to Violent Extremism in the Middle East and North Africa*, p.7, accessible sur https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/discussion_paper_building_resistance_to_violent_extremism_finalv1.pdf

10 Voir USAID, *The Development Response to Violent Extremism and Insurgency : Putting Principles into Practice*, September 2011, p.2.

11 Ibid.

12 Asta MASKALIUNAITE, "Exploring the Theories of Radicalization", *International Studies*, vol. 7, no. 1/2015, p. 9 ; traduction mienne de "radicalization as a process by which a person adopts belief systems which justify the use of violence to effect social change and comes to actively support as well as employ violent means for political purposes."

13 John ESPOSITO, *The Oxford Dictionary of Islam*, London : Oxford University Press, 2004, p. 275.

14 Interview d'Idriss DEBY par Patrick FORESTIER, Paris Match, 28/12/2012, disponible sur <http://www.parismatch.com/Actu-Match/Monde/Actu/Tchad.-Mobilisation-generale-454606/>.

15 The Economist, « *The New Scramble for Africa : This Time, the Winners Could be Africans Themselves* », 7 Mars 2019, disponible sur : <https://www.economist.com/leaders/2019/03/07/the-new-scramble-for-africa>.

16 Voir Mohammad-Mahmoud OULD MOHAMEDOU, « *Le nouveau 'grand jeu' des puissances occidentales au Sahel* » et Michel GALY, « *Pourquoi la France est-elle intervenue au Mali ?* », in Michel GALY (dir), *La guerre au Mali : Comprendre la crise au*

Sahel et au Sahara : enjeux et zones d'ombre, Paris : La Découverte, 2013.

17 Oumarou IDANI, « Burkina : des traces d'uranium découvertes dans le Sahel et de pétrole vers Nouna et Essakane », Radio Omega, 11 avril 2018, disponible sur : <http://omegabf.info/politique/burkina-des-traces-duranium-decouvertes-dans-le-sahel-et-de-petrole-vers-nouna-et-essakane-oumarou-idani-ministre-des-mines/>

18 Voir par exemple Herman F. BASSOLE, *“Instabilité au Nord Mali : Bref cours d'histoire avec Bassolma Bazie”*, disponible sur <http://lefaso.net/spip.php?article83133>

Voir aussi Projet de loi présentée à l'Assemblée de l'Union Française en décembre 1956 et portant création de l'Organisation Commune des Régions Sahariennes (Tchad, Niger, Mali, Mauritanie...) en vue de faciliter la mise en valeur des richesses minières, surtout le pétrole, qui y ont été découvertes et la promotion du développement social, disponible sur http://www.senat.fr/comptes-rendus-seances/4eme/pdf/1956/12/S19561227_2877_2948.pdf

Houphouet Boigny, à l'époque ministre délégué à la présidence du Conseil, défendit ce projet de loi portant création de l'OCRS en ces termes : “Les territoires se trouveront dans la situation d'un actionnaire qui, ayant fait des apports à une société, non seulement y retrouve son capital, mais peut aussi enfin en tirer un revenu. Car le bénéfice essentiel du projet résidera pour eux dans le très large appel que le Gouvernement a l'intention de faire à tous les moyens techniques et financiers, à tous les fonds publics ou privés. Nul ne comprendrait que les territoires puissent refuser cette chance qu'aucun d'entre eux, pas même l'Algérie, n'est en mesure de saisir avec la seule garantie de ses ressources financières propres.” A la suite d'Houphouet Boigny, Edgard Theillades, député socialiste, défendit le projet comme entrant dans le cadre de la mission civilisatrice de la France dont l'influence en Europe et dans le monde dépendrait aussi de son influence en Afrique.

19 Abdoul Razac NAPON, *“Frappes occidentales en Syrie : la guerre des intérêts économiques en marche”*, Mutations, no. 147 du 15 au 30 avril 2018, p. 15.

20 Ibrahim MAIGA & Nadia ADAM, *“Que font les armées étrangères au Sahel ? ”*, disponible sur <https://mondafrique.com/que-font-les-armees-etrangeres-au-sahel/>

21 Martha CRENSHAW & Gary LAFREE, *Countering Terrorism*, Washington, D.C. : Brookings Institution Press, 2017, p.137.

22 Les statistiques sur les attaques terroristes varient selon les sources que nous avons consultées : Lefaso.net (qui s'appuie sur les communiqués officiels du Ministère de La Défense et des Anciens Combattants du Burkina Faso, Human Rights Watch, UNOCHA, et le Collectif contre l'Impunité et la Stigmatisation des Communautés), le Global Terrorism Database (de 2015 à 2017) et une compilation de données que nous avons nous-même effectuée de 2015 à ce jour. Pour les statistiques compilées par Lefaso.net, voir Lefaso.net, *Récapitulatif des attaques terroristes*, 8 février 2019, disponible sur <https://lefaso.net/spip.php?article87895>

23 Voir AIB, *“Un conseiller municipal et son fils tués par des assaillants au Nord du Burkina”*, <http://lefaso.net/spip.php?article75607>

24 Voir Courrier Confidentiel, no. 153, 10 avril 2018, pp. 3-4.

25 RFI, *Assaut contre la MINUSMA et Barkhane au Mali : “une attaque sans précédent”*, <http://www.rfi.fr/afrique/20180415-mali-attaque-minusma-barhane-attaque-precedent>

26 Lefaso.net, *“Lutte contre le terrorisme : Le ministre des armées françaises à Ouagadougou le 4 juillet 2019”*, disponible sur <https://lefaso.net/spip.php?article90438> (6/26/2019).

27 Voir un résumé de la charte de Daech par Jean-Pierre PERRIN, “Les seize commandements de l'Etat Islamique en Irak et au Levant”, http://www.liberation.fr/planete/2014/06/23/les-16-commandements-de-l-etat-islamique-en-irak-et-au-levant_1048158 (25/04/2018).

28 Robert A. PAPE, *Dying to Win : The Strategic Logic of Suicide Terrorism*, New York :

Random House, 2005, p.4.

29 MOGHADDAM Fatahi M., *From the Terrorists' Point of View : What they Experience and Why they Come to Destroy*, London : Praeger Security International, p. 5. En janvier 2019, une attaque avec des armes lourdes contre le contingent tchadien de la MINUSMA à Aguelhoc (Nord Mali), attaque qui a fait 10 morts et 25 blessés, a été revendiquée par AQMI qui l'a justifiée comme étant une punition du Tchad pour avoir reçu la visite du premier ministre Israélien. Voir RFI, "Mali : l'attaque meurtrière contre la MINUSMA revendiquée", disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20190121-mali-attaque-meurtriere-contre-onu-revendiquee-aqmi>

30 Martha CRENSHAW & Gary LAFREE, *Countering Terrorism*, Washington, D.C. : Brookings Institution Press, 2017, pp. 122-123.

31 Voir Institute for Economics and Peace, *Global Terrorism Index*

32 Voir France Diplomatie, "Qu'est-ce Daech ?", <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/afrique-du-nord-moyen-orient/que-fait-la-france-contre-daech/article/qu-est-ce-que-daech>.

33 "En réalité, il s'agirait, selon des chercheurs de l'institut lié à la chaîne de télévision Al Arabiyya, de Mohamed Hassan Khalil al Hakim, alias Abu Jihad al Masri, un cadre d'Al-Qaeda. Né en 1961, il a été tué le 31 octobre 2008 par un drone américain au Waziristan, dans le nord du Pakistan." Voir https://www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/offensive-jihadiste-en-irak/terrorisme-l-administration-de-la-sauvagerie-le-manuel-du-parfait-jihadiste_2674908.html.

34 Voir Abderrazak SAYADI & Alberto Fabio AMBROSIO, "Terrorisme : le 'Mein Kampf des soldats de Daech'", http://www.lepoint.fr/societe/terrorisme-le-mein-kampf-des-soldats-de-daech-26-03-2018-2205598_23.php.

35 Institute for Security Studies, "Mali's young 'jihadists': fueled by faith or by circumstance", Policy brief no. 89, August 2016, p. 5.

36 Voir Institute for Economics & Peace, *Global Terrorism Index 2017*, p. 73.

37 Ibid., p. 73. Voir aussi RFI, "Le groupe Etat Islamique confirme la mort d'Abou Bakr al-Bagdadi", <http://www.rfi.fr/moyen-orient/20191031-etat-islamique-confirme-mort-baghdadi>

38 Crispin Masneang Laoundiki, "Lutte contre le financement du terrorisme : 416 donateurs de l'Etat Islamique identifiés en France", <http://lefaso.net/spip.php?article83142>. Voir aussi Brigitte L. NACOS, *Terrorism and Counterterrorism*, 5th edition, New York & London : Routledge, pp. 226-229.

39 Voir Jennifer COOKE, Thomas SANDERSON, & al., *Militancy and the Arc of Instability: Violent Extremism in the Sahel*, Washington, DC : Center for Strategic & International Studies, 2016.

40 Bakary SAMBE, *Boko Haram : Du problème nigérian à la menace régionale*, Dakar-Le Caire : Timbuktu Editions, 2015, p.9.

41 Voir International Crisis Group, *Curbing Violence in Nigeria (II) : The Boko Haram Insurgency*, Crisis Group Africa Report n°216, 3 April 2014, pp. 2-6.

42 Ibid., p.9.

43 Clémence Pemin & Houari Sayad, « *Le Sahel : terrain de jeu d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI)* », Les Cahiers d'Outre-Mer, 255, Juillet-Septembre 2011, accessible sur <http://journals.openedition.org/com/6346>

44 RFI, "Mali : l'armée confirme la mort du chef jihadiste Hamadoun Kouffa", 24/11/2018, disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20181124-mali-armee-barkhane-mort-chef-jihadiste-hamadoun-kouffa>

45 Voir Jules CRÉTOIS, *Fusion de groupes jihadistes au Sahel, sous la bannière d'Al-Qaïda*, in Jeune Afrique, 2 mars 2017, accessible sur <https://www.jeuneafrique.com/408773/>

politique/fusion-de-groupes-jihadistes-sahel-banniere-dal-qaïda/

46 Voir Pierre MAGNAN, “La menace de l’Etat Islamique dans le Grand Sahara”, Geopolis Afrique, <http://geopolis.francetvinfo.fr/la-menace-de-l-etat-islamique-dans-le-grand-sahara-166819>

47 RFI, “Terrorisme : le groupe EI dans le Grand Sahara sur la liste noire américaine”, <http://www.rfi.fr/afrique/20180518-terrorisme-sahel-etats-unis-groupe-etat-islamique-grand-sahara-liste-noire>

48 Cité par Pierre MAGNAN, “La menace de l’Etat Islamique dans le Grand Sahara.”

49 Voir RFI, Terrorisme : le « groupe EI dans le Grand Sahara » sur la liste noire américaine, 18 mai 2018, accessible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20180518-terrorisme-sahel-etats-unis-groupe-etat-islamique-grand-sahara-liste-noire>

50 Voir U.S. Department Of State Office of the Spokesperson, For Immediate Release : Media Note, February 20, 2018, accessible sur <https://bf.usembassy.gov/state-department-designation-ansarul-islam/>

51 L’arrestation de Malam Dicko par les militaires françaises et sa remise aux services de sécurité maliens est confirmé par Benjamin Roger, “*Qui est l’imam Ibrahim Dicko, la nouvelle terreur du Burkina*”, in Jeune Afrique, 09 janvier 2017, disponible sur <https://www.jeuneafrique.com/390558/politique/limam-ibrahim-dicko-nouvelle-terreur-nord-burkina/>. Voir aussi Jeune Afrique, “Burkina —Mali : le jihadiste Ibrahim Malam Dicko joue à cache-cache”, 06 avril 2017, disponible sur <https://www.jeuneafrique.com/mag/424162/politique/burkina-mali-jihadiste-ibrahim-malam-dicko-joue-a-cache-cache/>

52 See Bamadanet, *Burkina Faso-Mali : « On a payé 1 million de Fcfa pour libérer Maalam Ibrahim Dicko de la prisons à Bamako »*, 6 avril 2017, accessible sur <http://netafrique.net/burkina-faso-mali-on-a-payé-1-million-de-fcfa-pour-liberer-maalam-ibrahim-dicko-de-la-prisons-a-bamako/>

D’autres sources d’informations auxquelles je me suis référé pour cette section sur Ansaroul Islam et son fondateur incluent, en dehors de certains résidents du Sahel burkinabé, le documentaire de Thiam Ndiago intitulé *Djibo, l’autre Kidal en devenir*, accessible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=7sza4v1tKeA>

53 Human Rights Watch, “*Le jour, nous avons peur de l’armée et la nuit, des djihadistes*” : abus commis par des islamistes armés et par des membres des forces de sécurité au Burkina Faso, 21 mai 2018, accessible à <https://www.hrw.org/fr/report/2018/05/21/le-jour-nous-avons-peur-de-larmee-et-la-nuit-des-djihadistes/abus-commis-par-des>.

54 Voir Seidik ABBA, “*Jafar Dicko, le nouveau visage du djihadiste au Burkina Faso*”, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/21/jafar-dicko-le-nouveau-visage-du-djihadisme-au-burkina-faso_5232877_3212.html

55 Ibid.

56 Voir données compilées par l’auteur.

57 Voir Ministère de la Sécurité, *Avis de recherche : liste des individus recherchés pour leur participation à une entreprise terroriste*, http://lefaso.net/IMG/pdf/liste-d_individus-recherches-participation-a-une-entreprise-terroriste.pdf.

Voir aussi Lefaso.net, 247 individus recherchés pour participation à une entreprise terroriste, disponible sur <http://lefaso.net/spip.php?article88604> (24/03/2019).

58 Voir Institute for Economics & Peace, *Global Terrorism Index 2018*, pp. 52-53, disponible sur <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2018/12/Global-Terrorism-Index-2018-1.pdf>

59 Voir Lefaso.net, “*Attaques terroristes au Burkina Faso : Des chiffres ahurissants depuis 2015 (Infographie)*”, disponible sur <http://lefaso.net/spip.php?article87895>

60 Voir National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism (START). *Global Terrorism Database [Data file]*, 2018., disponible sur <https://>

www.start.umd.edu/gtd. Selon cette base de données, il y a eu au moins 6 incidents terroristes au Burkina en 2015, 10 en 2016, et 32 en 2017.

61 Voir RFI, Burkina Faso : le groupe jihadiste EIGS revendique le rapt d'un enseignant, 18 AVRIL 2018, accessible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20180418-burkina-faso-le-groupe-jihadiste-eigs-revendique-le-rapt-enseignant>

62 Caleb WEISS, "Al Qaeda maintains operational tempo in West Africa in 2017", in The Long War Journal, January 5, 2018, <https://www.longwarjournal.org/archives/2018/01/al-qaeda-maintains-operational-tempo-in-west-africa-in-2017.php>

63 Voir Monica Duffy TOFT, Daniel PHILPOTT & Timothy Samuel SHAH, *God's Century : Resurgent Religion and Global Politics*, New York : Norton Company, 2011, pp. 40 ss.

64 Voir Élodie APARD "Les mots de Boko Haram : les prêches de Mohammed Yusuf sur le "djihad obligatoire," Le Monde, 29 avril 2016.

65 AFP, "Burkina : un tribunal fermé dans une région en proie aux attaques djihadistes", <http://news.aouaga.com/h/116531.html> (24/04/2018).

66 UN OCHA, "Aperçu de la situation sécuritaire à la date du 17 mai 2019", disponible sur <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso/infographic/burkina-faso-aperçu-de-la-situation-humanitaire-au-17-mai-2019> (31/05/2019).

67 Interview avec un officiel du gouvernement, Fada N'gourma, 26 Juillet 2018.

68 Interviews informels à Ouahigouya, 4-6 décembre 2017 ; et à Djibo, 24-25 juin 2018.

69 Interviews avec des habitants, des leaders religieux et des responsables de radios communautaires à Djibo, 24-25 Juin 2018.

70 International Crisis Group, *Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire*, Rapport Afrique de Crisis Group N°246, 8 mars 2017, p. 25.

71 Voir Institute for Economics and Peace, *Global Terrorism Index 2017*, p. 80.

72 Ibid., p. 46.

73 Voir par exemple Walter Enders & Todd Sandler, "The Economic Impact of Terrorism", in *The Political Economy of Terrorism*, 2nd edition, Cambridge University Press, 2011, pp. 288-316.

74 Voir International Crisis Group, *Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire*, Rapport Afrique de Crisis Group N°246, 8 mars 2017, p. 23.

PARTIE II

Comprendre en profondeur la dynamique de la violence terroriste

A l'origine et au cœur de la violence terroriste, il y a des conflits dont les causes sont multiples, complexes, enchevêtrées comme dans un système dont les composantes sont liées et s'influencent mutuellement. Nous nous efforcerons ici de comprendre la dynamique de la violence terroriste en analysant les causes profondes d'ordre structurel mais aussi les moteurs au plan individuel, même si sur ce plan les recherches sont rares et particulièrement difficiles du fait de la sensibilité du sujet et des défis sécuritaires qui les limitent.

Facteurs incitatifs (*push factors*) et facteurs attractifs (*pull factors*)

En essayant de comprendre le phénomène de l'extrémisme violent, les experts tels que Guilaine DENŒUX et Lynn CARTER, en sont venus à distinguer deux types de facteurs ou niveaux d'explication :[75](#)

1) Les causes profondes, d'ordre structurel qui, dans un environnement social donné, poussent des individus vulnérables sur le chemin de la radicalisation et de la violence extrémiste. Ce sont les facteurs dits incitatifs (en anglais "*push factors*") tels que la pauvreté généralisée, le chômage des jeunes, le manque d'opportunités économiques, la mauvaise gouvernance, les violations des droits humains par un régime répressif, l'inaccessibilité ou la mauvaise qualité des services publics de base, et la corruption. Bien que non-négligeables, ces facteurs à eux seuls cependant ne suffisent pas, comme l'ont montré Guilaine Denœux et Lynn Carter, à expliquer pourquoi certaines personnes vivant dans les mêmes conditions structurelles s'engagent sur le chemin de l'extrémisme violent et d'autres pas. D'où le besoin de faire appel à un deuxième niveau d'explication.

2) Les facteurs attractifs ("*pull factors*") : ce sont des éléments qui jouent

un rôle critique pour attirer certains individus vers des groupes extrémistes : par exemple le charme d'un leader charismatique particulier, la satisfaction psychologique ou spirituelle que l'on ressent d'appartenir à un certain groupe ou de participer à certaines activités, le besoin de reconnaissance, ou encore un certain idéal de réussite sociale.

A ces deux niveaux d'explication, il est souvent suggéré d'ajouter un troisième qui tente de comprendre, à un niveau individuel, psychologique et cognitif, ceux qui s'engagent dans la violence terroriste. Ce troisième niveau nous renvoie aux facteurs dits processuels (en anglais *process factors*) qui incluent les capacités des individus à traiter des données, des informations reçues du monde extérieur, à former des jugements corrects, à faire preuve d'esprit critique, et à faire des choix pro-sociaux.

En effet, au-delà des facteurs structurels qui indiquent des conditions favorables à l'extrémisme violent dans une localité ou dans un contexte social donné, il est important de savoir qui s'engage dans les groupes extrémistes violents, de comprendre pourquoi et comment ils s'y engagent et maintiennent un tel engagement malgré les risques et les difficultés auxquels un tel engagement les confronte. Bien que l'identification des facteurs processuels soit une valeur ajoutée importante à la programmation des activités pour lutter contre l'extrémisme violent et devrait faire partie intégrante du travail de recherche préliminaire qui doit précéder toute programmation, il faut reconnaître que cela nécessite une recherche extrêmement délicate que ne permettent pas toujours les conditions de sécurité, car exigeant la participation de membres (anciens ou actifs) des groupes extrémistes violents.

Après plusieurs années de recherches au Proche et Moyen Orient, le psychologue américain Moghaddam Fathali, partant du postulat l'on ne naît pas terroriste mais on le devient, est parvenu à la conclusion que le terrorisme est le résultat final d'un processus d'évolution psychologique et cognitive qu'il présente sous forme d'escalier avec cinq étages.⁷⁶ Ce sont ces cinq étages que les terroristes potentiels grimpent successivement en se radicalisant progressivement jusqu'à atteindre le point de non-retour au cinquième étage où ils exécutent aveuglément des ordres d'attaques terroristes. Au départ, au rez-de-chaussée, les individus qui deviennent terroristes partagent, avec les centaines de millions d'autres habitants des pays arabo-musulmans de la région, des sentiments de frustration et d'insatisfaction par rapport aux conditions sociales, politiques, et économiques qu'ils subissent, conditions maintenues par des dictateurs corrompus bénéficiant du soutien des puissances occidentales qui sont intéressées par les vastes ressources pétrolières de la région. Parce que ces dictateurs écrasent l'opposition politique séculière, les gens se tournent vers les mosquées pour exprimer leur désaccord, ce qui donne naissance au fondamentalisme islamique. Mais tous ne deviennent pas terroristes pour autant. L'ascension vers le terrorisme commence au troisième étage, après que les terroristes potentiels aient

développé des sentiments d'injustice, d'humiliation, de honte et une crise identitaire au second étage puis des sentiments d'hostilité et d'agression contre Israël et les puissances occidentales qu'ils accusent, par un mécanisme de transfert et de bouc-émissaire, d'être responsables de leurs malheurs. A partir du troisième étage, une dynamique de groupe se met en branle : les candidats terroristes qui grimpent l'escalier jusqu'à ce niveau adhèrent à des groupes de jeunes frustrés qui partagent le même système de croyances et de convictions morales extrémistes selon lequel la fin justifie les moyens. Ceux qui progressent au quatrième étage adoptent une vision dualiste, radicale du monde qu'ils divisent en deux groupes : nous (les bons, les fidèles) contre eux (les mauvais, les méchants, les infidèles) qu'il faut détruire pour sauver le monde. Ils entrent alors dans l'univers secret des organisations terroristes qu'ils ne peuvent plus quitter pour des raisons de sécurité et où ils apprennent à vivre isolés du reste du monde, dans le secret, croyant aveuglément tout ce que les leaders extrémistes leur disent. Au cinquième étage, ils embrassent entièrement le système de croyances et de moralité de leur organisation terroriste et sont prêts à exécuter aveuglément les ordres de leurs leaders extrémistes, y compris l'ordre de se tuer dans des attaques terroristes suicides, car ils sont convaincus que cela rendra le monde meilleur.

Comme toute théorie, le schéma d'explication du terrorisme que propose la théorie de l'escalier présente peut-être des limites dans le cas du Sahel ouest-africain. Mais pour les raisons évoquées plus haut, nous n'allons pas nous étendre sur ce sujet ; nous nous contenterons ici de brosser un tableau plus ou moins complet des facteurs incitatifs et attractifs qui aideront le lecteur à mieux comprendre le phénomène terroriste dans le contexte particulier du Burkina.

Les soubassements socio-économiques de la crise terroriste

Les facteurs socio-économiques, tant dans les entretiens avec la population sur le terrain que dans les études déjà publiées, sont les plus récurrents pour expliquer la propagation des groupes extrémistes violents dits jihadistes et l'attrait qu'ils exercent sur les jeunes. La pauvreté, l'ignorance, le chômage, le manque d'opportunités d'éducation et d'emplois, l'attrait du gain facile ont été souvent cités comme faisant de la population, surtout la frange jeune, une proie facile pour l'endoctrinement, la manipulation et le recrutement par des groupes terroristes.⁷⁷ Les mêmes facteurs expliqueraient non seulement la montée de l'extrémisme violent et les trafics illicites dans la bande sahélienne de l'Afrique de l'Ouest mais aussi la migration illégale de l'Afrique sub-saharienne vers l'Europe. Cependant, au lieu de la pauvreté en général, des recherches quantitatives couvrant plusieurs pays ont montré que les pays ayant des groupes minoritaires qui se plaignent de discrimination font l'expérience de taux élevés d'attaques terroristes et, plus spécifiquement selon James A. Piazza, un expert américain du terrorisme, que "la discrimination

socio-économique est le seul indicateur significatif et hautement substantiel qui, de manière consistante, permet de prédire le terrorisme.”⁷⁸

Au Sahel burkinabé, certains jeunes, désœuvrés et frustrés, “vont dans les camps d’entraînement pour se faire de l’argent. Des confidences rapportent que les recrues reçoivent au moins 100.000 FCFA [l’équivalent de 152 Euros] par mois. Ce qui n’est pas rien pour des familles démunies.”⁷⁹ Selon la même source, “avant l’installation des groupes terroristes, certains jeunes s’étaient reconvertis dans les actions de grand banditisme, de trafic de cigarettes, d’armes et de drogue.”⁸⁰ Au Mali voisin, un Panel d’experts des Nations Unies dans un rapport d’enquête publié en février 2019, attirait l’attention du Conseil de Sécurité sur le fait que des trafics illicites attisent le terrorisme au Mali et dans les pays voisins.

“Outre le trafic de stupéfiants, le trafic de marchandises par ailleurs licites, telles que les cigarettes et le carburant, fournit des ressources financières aux bandes criminelles, ainsi qu’aux groupes armés (conformes), principalement sous forme de taxes illicites et de frais pour les services d’escorte. Une série d’attentats terroristes ciblés, revendiqués ou non, contre des douaniers et des gardes-frontières le long de couloirs de commerce illicite dans les pays voisins, en particulier dans l’est du Burkina Faso, sont susceptibles d’être liés aux réseaux internationaux de trafic.”⁸¹

Au niveau national, le marasme économique suscite une forte demande sociale, des revendications salariales et corporatistes donnant lieu à des manifestations et grèves répétées qui paralysent la fonction publique. A ce sujet, mle Premier Ministre Paul Kaba Thieba a fait une analyse juste, digne de l’attention de tous, dans son discours sur la situation de la nation en Avril 2018 devant l’Assemblée nationale :

“L’analyse des données révèle une forte évolution des dépenses en personnel depuis quelques années. Elles sont passées ainsi de 332,34 milliards en 2012 à 618 milliards en 2017, soit une variation de près de 86 %. En tenant compte de la hausse des prix, il ressort que les dépenses en personnel ont augmenté à un taux annuel de 11,72 % entre 2012 et 2017. Or, sur la même période, la richesse nationale en termes réels mesurée par le PIB réel n’a augmenté en moyenne que de 5,4 % par an. Plus récemment, nous avons enregistré des taux de croissance annuelle des dépenses en personnel de 18,33 % en 2016 et de 11,55 % en 2017. Sous l’effet de cette évolution, les dépenses courantes se sont également accrues s’établissant à plus de 61,3 % des dépenses budgétaires totales en 2017 après 67,2 % en 2016. Corrélativement, les dépenses de personnel absorbent de plus en plus l’essentiel des recettes fiscales de l’Etat, soit 50 % en 2017, 51,6 % en 2016 et 50,4 % en 2015. Ce rythme d’expansion des dépenses salariales et des dépenses courantes relativement à la richesse nationale est tout simplement insoutenable à terme car elle réduit la compétitivité de l’économie nationale tout en privant l’Etat des ressources nécessaires au financement propre des

investissements prévus dans le PNDES en vue de sortir notre pays de la pauvreté.

”Dans ces conditions, si l’on excepte la corruption, on comprend la peine que l’Etat a pour fournir des services sociaux de base de qualité et accessibles à la majorité pauvre des Burkinabés et que la fonction publique, principale source d’emplois salariés, ne puisse offrir des opportunités d’emploi qu’à une infime portion de jeunes, lesquels constituent plus de 60 % de la population. D’où l’insatisfaction d’une bonne partie de la population envers les gouvernements successifs.

Facteurs politiques

Les facteurs d’ordre politique le plus souvent cités pour expliquer la recrudescence de l’extrémisme violent au Sahel sont l’absence de l’Etat manifestée par le manque d’infrastructures publiques telles que les routes, le manque ou la mauvaise qualité des services publics, le manque d’eau, la distance entre la population et les représentants de l’Etat (fonctionnaires et FDS), lesquels sont souvent vus comme des étrangers par la population, et enfin les griefs des populations du Sahel à l’égard du gouvernement dont elles se sentent oubliées, délaissées et marginalisées.⁸² “Avant qu’Arba Diallo, défunt député-maire de Dori ne vienne ici, nous disait un jeune à Dori, le gouvernement ne faisait pas grand chose pour le Sahel. Tout ce que vous voyez maintenant, c’est grâce à Arba Diallo et la fête de l’indépendance que cela a été fait.”

Les mêmes griefs envers le gouvernement ont été exploités au Nord du Nigeria par Boko Haram : “La dénonciation de la mauvaise gouvernance et de la responsabilité des élites au nord du Nigeria a été au cœur des discours de Mohamed Yusuf puis d’Aboubakar Shekau, la cause de ces maux étant, d’après eux, liée à la gouvernance occidentale. Au Niger, ses prêches insistaient sur le caractère inadapté de la gouvernance laïque dans le pays, sur le fait qu’elle n’apportait qu’injustice et pauvreté.⁸³”

Selon certaines sources de la région du Sahel burkinabé, rapportées par le journaliste Abdoul Razac Napon, “les agents des services déconcentrés de l’Etat déployés sur cette partie, en plus d’être démunis, n’ont pas réussi à nouer des contacts avec la population sur place. L’administration qui a gardé les comportements de l’Etat colonial apparaît comme une entité étrangère sur leur sol.⁸⁴”

Parmi les facteurs politiques de l’extrémisme violent, il faut aussi mentionner le sentiment d’injustice et d’impunité au sein des populations qui ont l’impression que le pouvoir judiciaire n’est pas indépendant de l’exécutif, que les crimes économiques ou de sang commis sous le régime Compaoré et même sous l’actuel régime restent impunis ; et enfin les exactions et les abus des forces de défense et de sécurité déployées au Sahel. En effet, des habitants

du Sahel ont témoigné ou se sont plaints de disparitions, d'arrestations arbitraires et même d'exécutions extrajudiciaires de leurs proches par les forces de sécurité qui les accusaient ou les suspectaient d'être impliqués dans des activités terroristes ou d'être de connivence avec ces groupes. C'est ainsi qu'en novembre et décembre 2017, des individus auraient été arrêtés après des attaques terroristes par les forces de sécurité pendant des opérations de ratissage dans certaines localités comme Kerboule, Damba, Ariel et Gouro dans la province du Soum et certains auraient été exécutés sans autre forme de procès.⁸⁵ "En réponse [aux attaques des groupes jihadistes], les forces de sécurité burkinabès ont mené des opérations antiterroristes en 2017 et 2018 qui ont abouti à de nombreuses allégations d'exécutions extrajudiciaires, d'abus à l'encontre des suspects en détention et d'arrestations arbitraires, " confirmait l'ONG Human Rights Watch en mai 2018 dans un rapport au titre évocateur *"Le jour, nous avons peur de l'armée, et la nuit, des djihadistes : abus commis par des islamistes armés et des membres des forces de sécurité au Burkina Faso."*⁸⁶

Les habitants des provinces affectées par le terrorisme au Sahel se sentent donc prises entre deux feux. S'ils sont soupçonnés d'être des informateurs des FDS, ils risquent de faire les frais de la colère des groupes terroristes ; si, au contraire, ils sont suspectés de collaborer avec les terroristes ou d'être proches d'eux, ils risquent de se voir arrêter, emprisonner ou même exécuter par les forces de sécurité. Cette situation a au moins trois conséquences qui ne facilitent pas la lutte anti-terroriste au Sahel :

1) Elle entretient un climat de peur, de délation et de méfiance qui engendre la psychose.

2) Elle ne favorise pas la confiance et la coopération entre la population civile et les FDS. Or tout le monde reconnaît aujourd'hui que la lutte anti-terroriste ne peut réussir sans une bonne coopération civilo-militaire. Enfin,

3) Les exactions et abus des droits de l'homme commis par les forces de sécurité, au lieu de servir la cause anti-terroriste, peuvent, dans certains cas, produire l'effet contraire chez certaines personnes en les conduisant à la révolte, à la radicalisation et à l'adhésion à des groupes extrémistes.

C'est ainsi qu'un jeune Peul de Djibo, surnommé Gorko Boulo, révolté par l'arrestation et l'humiliation des membres de sa communauté par les FDS et l'exécution injuste de son père adoptif, a rejoint les rangs du mouvement Ansarul Islam et participé à l'attaque terroriste contre les forces anti-terroristes burkinabés à Nassoumbou, attaque où 12 militaires burkinabés ont été tués. Le même jeune témoigne que ce sont les exactions des forces de sécurité à Soboule, village de Malam Dicko, qui ont conduit Ansarul Islam, dont les opérations en soutien au mouvement de Amadou Koufa, étaient limitées au Mali, à perpétrer des attaques au Burkina :

"En novembre 2016, Malam est rentré au Burkina pour voir de la famille.

Il a trouvé son village, Soboulé, assiégé et humilié. Les militaires étaient là. [...] Ils s'en sont pris aux pauvres paysans. C'était comme si on leur avait dit que tous les Peuls étaient djihadistes. Ils n'ont pas tué, ils ont humilié.

Ils ont réuni les familles dans le village, ont déshabillé les vieux, les ont fait courir, danser, chanter et faire des pompes devant leurs femmes et leurs belles-familles car ils savaient que dans notre coutume, c'était une honte.⁸⁷ »

Ainsi, la mauvaise qualité de la gouvernance de l'Etat manifestée par la fourniture médiocre ou l'inexistence de certains services sociaux de base et de certains biens publics (routes, eau...), la violation des droits de l'homme et des coutumes locales par certains éléments des FDS pendant des opérations anti-terroristes sont des facteurs de radicalisation et de violence terroriste, laquelle, bien souvent, utilise la religion comme prétexte.

Facteurs idéologico-religieux de la crise terroriste : faut-il blâmer une religion ?

“L'heure vient où quiconque vous tuera pensera rendre un culte à Dieu.”
Jean 16 : 2-3.

La pauvreté, le chômage, le manque d'opportunités économiques, la corruption et la mauvaise gouvernance certes peuvent constituer, comme nous l'avons vu plus haut, un terreau fertile pour l'extrémisme violent, mais ces facteurs structurels ne suffisent pas à expliquer pourquoi certaines personnes vivant dans les mêmes conditions structurelles s'engagent dans une violence extrémiste motivée par des croyances religieuses et d'autres pas. La violence extrémiste d'inspiration religieuse émane aussi de l'interprétation littérale, fondamentaliste que certaines personnes font des textes sacrés de leurs traditions religieuses tout autant que de l'intolérance que cela suscite envers tous ceux qui ne partagent pas cette interprétation au sein ou en dehors de leurs communautés religieuses. Dans cette perspective, la violence extrémiste d'inspiration religieuse est aussi vieille que la prétention exclusiviste et universaliste des diverses religions à une vérité valide pour tous.

Situant la source du terrorisme jihadiste qu'il considère comme une guerre mondiale asymétrique dans “le totalitarisme islamiste”, l'homme politique français François Fillon a montré que celui-ci n'est pas limité à notre temps mais “ a une histoire, n'est pas un accident car, dès le début, il se glisse dans les replis de la religion musulmane et ce, dès que l'islam devient l'expression du pouvoir politique selon un schéma qui se répétera au cours des siècles : comment contester le calife ? En étant plus musulman que lui, plus intègre que lui et, surtout, plus radical que lui.⁸⁸”

De même, l'historien américain Paul Lovejoy, dans *Jihad in West Africa in the Age of Revolutions*, livre paru en 2017, a montré que les mouvements “jihadistes” que l'Afrique connaît aujourd'hui ne sont pas seulement des extensions ou des copies de Daech ou d'Al Qaeda. En Afrique de l'ouest, il y

a eu dans l'histoire des mouvements de Jihad datant du XVII^e siècle mais avec une orientation différente. Ces mouvements visaient principalement, selon l'historien, avec le soutien de puissantes confréries telles que la Qadiriyya et la Tijaniyya, à réformer la vie des Musulmans et la façon de gouverner en vue de bâtir une nouvelle société basée sur une vision "islamique" du monde. Au XIX^e siècle par exemple, un mouvement de Jihad mené par Ousmane Dan Fodio au Nord du Nigeria a cherché à établir un islam pur, édulcoré de l'influence considérée corromptive des chefs haoussas, et a réussi à imposer l'islam comme religion dominante dans cette région.⁸⁹ Ceci n'est pas sans rappeler l'ardeur de Mohammed Yussouf, fondamentaliste Wahhabite et fondateur de Boko Haram, qui, comme son maître, le prédicateur radical Mohammed Marwa dans les années 1970, condamnait l'éducation occidentale comme corruptrice et voulait instaurer un ordre social régi par la Sharia.

Sur les cadavres des assaillants du 2 mars 2018 à Ouagadougou, il a été retrouvé des bandeaux où on pouvait lire la Shahada, la profession de foi musulmane en arabe. L'attaque a été revendiquée par le Groupe pour le Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM), la coalition de mouvements armés "jihadistes" dirigée par Iyad Ag Ghaly. D'autres "Jihadistes" auraient crié Allah Kubar au moment où ils ouvraient le feu sur des innocents dans des restaurants ou des hôtels. Al Qaeda et Daech ainsi que leurs filiales ouest-africaines, y compris celles qui ont commandité des attaques au Burkina prétendent mener une guerre sainte et juste qu'ils considèrent comme Jihad contre des "mécroants" et "des infidèles." Leur agenda, que ce soit au niveau international ou local, semble clair : établir un califat, un État islamique qui sera régi par la Sharia telle qu'ils l'interprètent et voudraient la voir appliquée. Ansarul Islam et d'autres groupes "jihadistes" se sont donné pour mission d'enseigner, et faire enseigner, l'Islam et ses bonnes pratiques, y compris dans les écoles du Sahel qu'ils ont attaquées et auxquelles ils ont voulu imposer l'enseignement de l'Arabe, du Coran et le port du voile islamique.⁹⁰ "Si vous allez à l'école du Blanc, vous irez en enfer," ce propos attribué à certains militants de groupes extrémistes opérant dans le Sahel en dit long sur type de croyances religieuses qui les motivent et mobilisent. Leur base idéologique et religieuse se trouve dans la doctrine extrémiste salafo-jihadiste (dont les maîtres les plus influents furent Ibn Taymiyya et Sayyid Qutb, le grand idéologue des Frères Musulmans). Etant donné la grande importance de l'assimilation de cette doctrine pour les militants ou combattants de la cause jihadiste, on comprend aisément pourquoi les recruteurs et formateurs de ces derniers insistent plus sur leur endoctrinement idéologique et leur préparation spirituelle que sur leur formation physique et militaire.⁹¹

Tous ces faits ont donné à penser qu'il y aurait un lien entre le terrorisme d'inspiration salafiste jihadiste et l'islam au point que certains en sont venus à conclure que l'islam est une religion qui prône la violence. Une telle opinion a nourri une certaine islamophobie et de la méfiance envers les musulmans surtout dans certains pays occidentaux. Mais, en fait, l'islam, tout comme le

christianisme, le judaïsme, l'hindouisme, le bouddhisme et d'autres religions, a inspiré, et peut inspirer la violence meurtrière aussi bien que de nobles efforts constructifs de réconciliation et de construction de la paix.

Comme l'a noté Oliver McTernan, un spécialiste de la violence religieuse :

“Un survol historique des principales traditions religieuses du monde met en lumière le fait que, sans exception, chaque communauté religieuse a, face à la menace d'extinction ou à l'opportunité de se propager, interprété ses textes fondamentaux pour s'accommoder aux circonstances changeantes en sanctionnant l'usage de la violence pour protéger et sécuriser ses intérêts sectaires. Dans chaque tradition, l'on peut trouver assez d'ambiguïté dans ses textes et récits fondateurs pour justifier la tuerie pour la gloire de Dieu.⁹²”

En ce sens, les religions et leurs textes sacrés, en fonction de l'interprétation et de l'usage qu'on en fait, sont des couteaux à double tranchant. C'est ce que l'historien américain Scott Appleby a appelé “l'ambivalence du sacré.”⁹³ Un coup d'œil sur l'histoire aussi bien que l'actualité le montre aisément. Dans le judaïsme, à côté des passages et des traditions pacifistes qui enseignent le pardon, l'amour, l'hospitalité et la charité envers l'étranger, l'image du Dieu guerrier qui combat pour Israël, le peuple élu de Yahweh, contre des peuples païens dans la Torah, la Bible juive, a été parfois interprétée de manière à inspirer et justifier la violence. Au temps de Jésus, dans le Nouveau Testament, les Zélotes et les sicaires croyaient mener une guerre juste et sainte contre le colonisateur et occupant romain et attendaient un Messie guerrier qui les aiderait dans ce sens. Mais Jésus se présentera autrement et appellera à la non-violence, à l'amour et au pardon de l'ennemi tant dans son style de vie que dans son enseignement, surtout dans le Sermon sur la Montagne.

Dans le christianisme, différentes interprétations de passages bibliques ont donné lieu à différentes attitudes des chrétiens et des théologiens envers la violence, attitude pacifiste de rejet de la violence sans exception, ou au contraire attitude d'acceptation de l'usage de la force dans certaines situations suivant les arguments présentés dans la doctrine de la guerre juste par des théologiens comme St Augustin et St Thomas d'Aquin.

L'histoire du christianisme recèle toutefois des cas d'extrémisme violent et d'intolérance religieuse. Après avoir eux-mêmes été persécutés par les Juifs qui les considéraient comme hérétiques au premier siècle, puis par la suite par des empereurs romains comme Néron, les chrétiens sont devenus eux-mêmes persécuteurs pour d'autres chrétiens accusés d'hérésie. Ainsi au Moyen-âge, des inquisiteurs ont arrêté, emprisonné et brûlé vives des personnes dont le seul crime était de ne pas confesser exactement la même foi que ce qui était officiellement enseigné. En plus de l'Inquisition, des chrétiens ont été poussés, au nom de leur foi souvent par la hiérarchie de l'Eglise, à la violence guerrière contre d'autres croyants pendant les Croisades. Le Pape Urbain II, qui a lancé

les premières croisades en 1095 promettait la rémission des péchés sous forme d'indulgences plénières ainsi que le paradis à tous les jeunes chrétiens vaillants qui s'engageraient dans les Croisades contre les Musulmans pour reconquérir la Terre Sainte. Cependant, l'Eglise catholique a donné, plus tard avec le Pape Jean Paul II notamment, un bel exemple à l'humanité en reconnaissant ses erreurs du passé et en demandant pardon.

De nos jours, le conflit entre Israéliens et Palestiniens qui résiste jusque-là à toute tentative de résolution pacifique est motivé, en grande partie, par des croyances religieuses qui trouvent leur origine dans la Bible juive et dans le Coran. En effet, les Juifs et les Arabes croient chacun que la terre pour laquelle ils se battent est sainte, car promise et donnée par Dieu à leurs ancêtres, et ils se croient investis d'une mission divine de la reconquérir.

Pour revenir à l'extrémisme violent d'inspiration salafite-jihadiste, il n'est pas sans lien avec certaines croyances inspirées par des textes sacrés de l'Islam (Coran ou Hadith) que les fondateurs et leaders de mouvements jihadistes ainsi que leurs militants et sympathisants interprètent littéralement ou utilisent à des fins politiques. Prenons par exemple le concept de Jihad, concept fondamental qui a d'abord un sens spirituel dans le Coran en tant qu'invitation faite au fidèle musulman de s'efforcer, en luttant contre soi-même et ses mauvaises tendances, de se soumettre à Allah et d'avancer sur la voie de la perfection. Au lieu de cette interprétation spirituelle qui invite au "Jihad du cœur", les jihadistes privilégient le "Jihad de l'épée", interprétation militaire du Jihad comme combat contre les infidèles, un appel divin pour défendre la Umma, la communauté musulmane, lorsqu'elle est assiégée ou pour conquérir les pays non-musulmans et les convertir. C'est dans cette perspective qu'en 2006, Oussama Ben Laden lançait cet appel aux musulmans du monde entier :

"C'est un devoir pour la Umma avec toutes ses catégories, hommes, femmes et jeunes, de se donner eux-mêmes, leur argent, leurs expériences et tous types de soutien matériel. (...) Le Jihad aujourd'hui est un impératif pour chaque musulman. La Umma commettrait un péché s'il ne fournissait pas un soutien adéquat pour le Jihad."⁹⁴

Ainsi interprété, le Jihad devient une obligation religieuse et celui qui l'accomplit est convaincu de faire la volonté d'Allah et attend en retour une récompense divine, le paradis et ses délices. "Lorsque vous voyez des hommes mourir en faisant le Jihad, prêchait Mohamed Yusuf, le fondateur de Boko Haram pendant le Ramadan 2008 à Maiduguri, il ne faut pas penser qu'ils sont morts. Ils ne sont pas morts. Allah a dit qu'ils ne sont pas morts, ils sont là-bas, dans les mains d'Allah, ils mangent bien et boivent bien. (...) Le remède contre la mort, c'est la Shahada [la profession de foi musulmane]. La mort d'un croyant est une mort douce. Le Prophète a expliqué que la mort d'un croyant n'est pas plus douloureuse qu'une piqûre de fourmi."⁹⁵

Au nom du Jihad et de la Sharia, interprétées littéralement de façon

rigide, toutes les atrocités et tous les crimes sont alors autorisés et ne sont sujets à aucune sanction humaine, qu'elle soit morale ou légale.

Cet usage des textes et symboles religieux pour recruter et mobiliser les gens à des fins politiques n'est pas possible sans la mauvaise foi, l'ignorance, et la connaissance insuffisante des adeptes par rapport à l'Islam, à ses enseignements et à ses exigences. Il n'est donc pas étonnant qu'une étude du Programme des Nations Unies pour le Développement sur les facteurs d'extrémisme violent en Afrique ait découvert que plus de la moitié des interviewés, plus précisément 57 %, admettaient "comprendre peu ou rien des textes religieux ou des interprétations et ne pas lire du tout les textes religieux.⁹⁶"

Mais au lieu de diviser et d'opposer les hommes dans des conflits sanglants, les religions du monde ont bien souvent, par leurs enseignements, inspiré à des individus, des communautés et des institutions des actions en faveur du dialogue, de la paix, de la réconciliation, de la solidarité et du partage entre croyants, entre peuples, entre groupes en conflit. Les exemples pour le montrer sont légion : Gandhi et le Dalaï Lama dans l'hindouisme en Asie, Martin Luther King, le Pape Jean Paul II, Mère Theresa de Calcutta, la communauté Sant'Egidio, le Catholic Relief Services, et Nelson Mandela dans le christianisme ; et dans l'islam, des imams et autres leaders musulmans comme Cheick Moaz au Burkina Faso, des organisations et associations musulmanes telles que Islamic Relief Worldwide, l'Alliance Musulmane Américaine ou le Centre pour l'Etude de l'Islam et de la Démocratie. L'action pacificatrice de ces hommes, de ces femmes et de ces institutions inspirées par les enseignements de leurs traditions religieuses est la preuve que les religions sont le plus souvent des sources d'inspiration pour la construction de la paix. La religion n'est pas donc nécessairement une source de conflit et de division qu'il faut bouter hors de la sphère politique, comme plaident certains théoriciens libéraux. Ainsi, ce n'est pas la religion en tant que telle qui est la première cause de l'extrémisme violent. Plutôt, c'est la mauvaise compréhension que les gens ont de la religion, l'interprétation erronée et le mauvais usage qu'ils font de ses enseignements du fait du manque d'éducation religieuse ou de la faiblesse de l'éducation religieuse qu'ils ont reçue, ou encore certaines situations injustes et révoltantes qu'ils ont vécues dans un contexte de privation relative, qui les poussent à la radicalisation, à l'enrôlement dans des groupes extrémistes violents, et finalement à la violence extrémiste.

Par conséquent, la guerre déclarée par les Etats-Unis, la France et leurs alliés africains contre le terrorisme "jihadiste" n'est pas une guerre contre l'Islam et le monde musulman mais une guerre contre un réseau criminel transnational qui utilise l'Islam comme prétexte, comme moyen de légitimation et comme instrument de mobilisation. Ainsi, la guerre contre le terrorisme jihadiste ne relève pas d'un certain "clash de civilisations", en l'occurrence entre la civilisation arabo-musulmane et la civilisation

occidentalo-chrétienne mais il y aurait au contraire selon certains observateurs un “clash entre islams” ou entre différents courants de l’islam (sunnite, shiite, sufi...).⁹⁷ En effet, non seulement le monde musulman n’est pas une entité unifiée et homogène, mais aussi les dix pays les plus affectés par le terrorisme “jihadiste” au monde — Irak, Afghanistan, Nigeria, Syrie, Pakistan, Yemen, Somalie, Inde, Turquie, et Libye — sont des pays majoritairement musulmans.⁹⁸ Cela justifie le fait qu’un grand de musulmans, individuellement et collectivement, dénoncent et combattent le terrorisme comme quelque chose d’étranger, voire contraire, à l’islam.

En somme, la guerre contre le terrorisme « jihadiste » est une guerre asymétrique, complexe qui ne sera pas seulement gagnée par des moyens militaires. La victoire impliquera que tous, à commencer par les leaders religieux et politiques, 1) comprennent la nature et les enjeux de l’extrémisme violent d’inspiration religieuse ; 2) qu’ils prennent des mesures fortes pour circonscrire, dans le respect des libertés fondamentales, le risque que des textes sacrés soient interprétés ou enseignés de façon tendancieuse pour soutenir une cause politique ou économique ; 3) que des initiatives de longue durée de dialogue intra-et inter-religieux soient organisées à plusieurs niveaux pour débattre ouvertement de certaines questions clefs non-doctrinales ; et qu’enfin 4) une éducation religieuse adéquate, régulée, accompagnée d’une culture d’esprit critique soit fournie dans les écoles et dans les médias pour permettre à chaque citoyen de puiser dans les valeurs et ressources de sa tradition religieuse en vue de contribuer à l’édification d’une nation démocratique, laïque et prospère.

Facteurs ethno-identitaires de l’extrémisme violent : dilemme sécuritaire et stigmatisation

Les groupes terroristes attisent, exploitent et profitent des tensions entre communautés du Sahel ouest-africain, où certains groupes se sentent brimés ou même opprimés, pour recruter des militants, des complices et des informateurs, et mobiliser des jeunes à leur cause. Ce jeu d’alliance entre groupes terroristes et communautés locales “opprimées” a été observé, par exemple, au nord et au centre du Mali. Dans la province du Soum au Burkina, un rapport de l’International Crisis Group a montré que la violence terroriste est en grande partie nourrie par des tensions latentes et des frustrations engendrées au sein de certaines couches sociales considérées inférieures par un ordre social traditionnel oppressif, lequel était dénoncé par Malam Dicko dans ses prêches comme contraire à l’islam.⁹⁹

Les conflits récurrents qui opposent éleveurs nomades et agriculteurs sédentaires dans le Sahel et d’autres régions du Burkina ont parfois pris une tournure ethnique. Au-delà du Burkina, ces types de conflits se sont aussi intensifiés dans d’autres pays du fait de la raréfaction des terres arables et des

pâturages, opposant le plus souvent les Peulhs à d'autres communautés et occasionnant des confrontations sanglantes : 3000 morts de 2010 à 2016 au Nigeria, Mali, Centrafrique et RD Congo.¹⁰⁰ Selon l'historien français Bernard Lugan, dans la bande sahélienne, "le Jihadisme prospère sur les fractures ethno-raciales", car "avant la colonisation, les pasteurs saharosahéliens (Maures, Touaregues, Peuls, Toubous, Zaghawas, etc.) razziaient les sédentaires sudistes" dont la domination politique a été mal acceptée par les premiers lorsqu'ils se sont retrouvés réunis par la colonisation dans les frontières artificielles d'un même État.¹⁰¹ Même si cette vision des choses peut paraître un peu simpliste, elle explique la dynamique ethnique derrière la poussée jihadiste surtout au Tchad, au Mali, au Niger et au Nigeria mais peut-être aussi dans certains incidents au Burkina.

En avril 2018, une altercation entre un Peulh et un Gourmantché à Parimagou, un hameau de culture dans la commune de Kantchari, à l'Est du Burkina, a dégénéré en affrontements sanglants entre les communautés peulh et gourmantché de la localité. Les Gourmantchés réagissant violemment à la mort de leur frère des suites de ses blessures, ont incendié une dizaine de maisons appartenant à des Peulhs et contraint une centaine de membres de cette communauté à la fuite.¹⁰² Début janvier 2019, le même scénario s'est reproduit dans la région du centre-Nord, plus précisément dans la commune de Barsalgo. En réaction à l'assassinat de sept personnes dont le chef de village de Yirgou-Foulbe par des individus armés non identifiés (des terroristes ?), les populations à la poursuite des assaillants se sont livrés à des actions de représailles contre la communauté Peulh occasionnant une quarantaine de décès.¹⁰³ Le 23 mars 2019, au moins 135 personnes du village Peulh d'Ogossagou, village du centre du Mali, ont été massacrées par des assaillants habillés en tenues de chasseurs traditionnels que certains soupçonnent d'appartenir à une milice dogon, une situation d'insécurité galopante que certains attribuent à l'absence de l'Etat et à l'accès facile à l'armement.¹⁰⁴ Le mois suivant, à Hamkane, un village d'Arbinda dans la province du Soum au Burkina, 62 personnes perdaient la vie suite à des représailles et des violences intercommunautaires déclenchées par des assassinats ciblés attribués à des terroristes.¹⁰⁵ Dans la nuit du 10 juin, toujours comme en représailles, des attaques coordonnées, bien planifiées faisaient une trentaine de morts à Sobame Da, un village dogon, et 19 morts à Arbinda au Burkina.¹⁰⁶

Cet état de faits pourrait expliquer— mais ne justifie pas — pourquoi certains membres des communautés peulhs ou Touarègues, qui se sentent brimées, victimes d'injustices, et abandonnées par l'Etat dans le Sahel Burkinabé, au Nord et au centre du Mali, adhèrent facilement au projet d'Amoudoun Koufa de recréer le Royaume du Macina ou encore au projet sécessionniste du MNLA de créer un État indépendant qui s'appellerait Azawad. Pour ces communautés qui se disent victimes et qui se battent pour leur survie, le dilemme sécuritaire est réel et doit être pris en compte tout

comme le respect de leurs droits en tant que groupes minoritaires dans la prévention de la radicalisation et la lutte contre l'extrémisme violent. Si l'Etat perd leur confiance et ne le protège pas, elles chercheront à se protéger et à se rendre justice d'une manière qui n'aidera pas la lutte anti-terroriste.

En effet, la stigmatisation de ces groupes ethniques, dont certains membres sont assimilés aux "terroristes" depuis la recrudescence des attaques terroristes au Burkina, est une réalité déplorable qui a occasionné de nombreuses violations des droits de l'homme, révolté ces groupes et conduit, semble-t-il, certains à la radicalisation.

"Pour les forces de sécurité, confiait un jeune d'un village du Soum, tous les Peulhs sont djihadistes, alors que les groupes terroristes sont composés des Peulhs, des Fulsés, des Mossis, des Touaregues, il y a tout le monde."⁷⁵ Cette situation, à n'en pas douter, entretient un climat de psychose où la cohésion sociale est mise à rude épreuve, car elle nourrit la méfiance et la division au sein de communautés qui vivaient autrefois ensemble dans l'harmonie.

En résumé, les groupes extrémistes violents, qu'il s'agisse d'Al Qaeda, de Daech, et de leurs branches en Afrique, ou encore de l'Armée de Résistance du Seigneur de Joseph Kony au nord de l'Ouganda, surgissent dans des espaces où l'Etat est absent ou faiblement présent, le plus souvent miné par la corruption, et a du mal à fournir la sécurité et des services sociaux de base aux citoyens. Alors, ces groupes extrémistes exploitent les faiblesses et les défaillances de l'Etat ainsi que les doléances et les conflits locaux pour mobiliser des militants, et remettre en cause l'autorité et la légitimité de l'Etat. La remise en cause de l'ordre établi s'accompagne de la proposition d'une alternative sous forme d'un nouvel ordre social ou politique régi par une loi jugée supérieure parce que divine, la Sharia. Les groupes extrémistes justifient leurs crimes et autres actes odieux par des interprétations littérales, erronées, et politiquement biaisées de textes religieux, ce qui les conduit à l'intolérance envers ceux qui pensent autrement et les enracine dans la conviction qu'ils se battent pour une cause juste pour laquelle ils sont prêts à mourir en martyrs. Pour arriver à leurs fins, ils usent des stratégies qui se moquent de toute convention, violant sans vergogne le droit humanitaire et les droits de l'homme. On frappe, on se cache, on frappe encore en visant toujours les personnes et les institutions qui s'opposent à sa vision extrémiste des choses (forces de défense et de sécurité, représentants de l'Etat, l'Occident jugé impie, les musulmans modérés...).

⁷⁵ Pour plus de détails sur ces deux niveaux d'explication, voir l'excellente revue de littérature de Guilaine DENEUX & Lynn CARTER, *Guide to the Drivers of Violent Extremism*, produced for review by USAID, February 2009, pp. 8-10.

⁷⁶ Fathali M. MOGHADDAM, *From the Terrorists' Point of View : What they Experience and Why They Come to Destroy*. London : Praeger Security International, 2006.

⁷⁷ Voir Augustin LOADA & Sadou SIDIBE, *Étude sur la radicalisation et l'extrémisme*

violent au Burkina Faso, Juin 2016 ; International Crisis Group, *The Social Roots of Jihadist Violence in Burkina Faso's North*, octobre 2017 ; UNDP, *Journey to Extremism in Africa : Drivers, Incentives and the Tipping Point for Recruitment*, September 2017 ; USAID & Mercy Corps, *Vulnerability and Resilience Assessment Initiative to Counter Violent Extremism (VRAI) : Final Synthesis Report*, March 2018, disponible sur <https://www.mercycorps.org/sites/default/files/VRAI%20Niger%20Final%20Report.pdf>

78 James A. PIAZZA, “Types of Minority Discrimination and Terrorism”, in *Conflict Management and Peace Science*, vol. 29 (5), 2012, p. 521.

79 Abdoul Razac NAPON, “Comment les groupes terroristes opèrent”, *Mutations* no.147 du 15 au 30 avril 2018, p. 10.

80 Ibid., p.10.

81 UN Security Council, *Midterm Report of the Panel of Experts on Mali*, 21 February 2019, p. 2, disponible sur https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2019_137.pdf.

La citation est une traduction française du passage cité par l’auteur.

82 Interviews avec des groupes de jeunes, de femmes, et de leaders communautaires dans le Sahel (Gorom-Gorom, Dori, Arbinda, Yalgo, Bani...), 10-15 décembre 2015 ; 27-31 mai 2017 ; et Juin 2018.

83 Mathieu PELLERIN, *Trajectoires de la radicalisation religieuse au Sahel*, Notes de l’IFRI, février 2017, p. 12.

84 Abdoul Razac NAPON, “Comment les groupes terroristes opèrent”, *Mutations* no.147 du 15 au 30 avril 2018, p. 10.

85 Abdoul Razac NAPON, “Opération anti-terroriste dans le Sahel : des victimes parlent, ” in *Mutations* no. 146 du 1^{er} au 14 avril 2018, p. 6.

86 Human Rights Watch, *Le jour, nous avons peur de l’armée, et la nuit, des djihadistes : Abus commis par des islamistes armés et des membres des forces de sécurité au Burkina Faso*, mai 2018.

87 Voir Morgan Le CAM, “Burkina Faso : confessions d’un ancien djihadiste”, *Le Monde*, 10/12/2017, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/10/confessions-d-un-djihadiste-du-burkina-vu-ce-que-font-les-forces-de-securite-a-nos-parents-je-ne-regretterai-jamais-leur-mort_5227587_3212.html#2vdYGXSTbchfzPue.99.

88 François FILLON, *Vaincre le Totalitarisme islamique*, Paris : Éditions Albin Michel, p.48.

89 Voir Benjamin MAIANGWA, “Jihadism in West Africa : Adopting a Three-Dimensional Approach to Counterterrorism”, in *Journal of Peacebuilding and Development*, December 2014, 9 : 3, p.19.

90 RFI, *Burkina Faso : le Groupe EIGS revendique l’enlèvement d’un enseignant*, <http://www.rfi.fr/afrique/20180418-burkina-faso-le-groupe-jihadiste-eigs-revendique-le-rapt-enseignant>.

91 Voir Brynjar Lia cité par Brigitte L. NACOS, *Terrorism and Counterterrorism*, 5th edition, New York, Routledge, 2016, p. 126.

92 Voir Oliver McTERNAN, *Violence in God’s Name : Religion in an Age of Conflict*, Maryknoll/New York : Orbis Books, 2003, p. 45 ss. Traduction mienne de : “An historical overview of the world’s mainstream religious traditions highlights how without exception each faith community has in the face of the threat of extinction or the opportunity to expand interpreted its fundamental teachings to accommodate the changing circumstances by sanctioning the use of violence to protect and secure its sectarian interests. In each faith tradition one can find sufficient ambiguity in its founding texts and stories to justify killing for the glory of God.”

93 R. Scott APPLEBY, *The Ambivalence of the Sacred : Religion, Violence, and*

Reconciliation, New York : Roman & Littlefield Publishers, 2000.

94 Usama BIN LADEN, “*Bin Laden Accuses the West*”, 24 avril 2006, disponible sur <https://www.aljazeera.com/archive/2006/04/2008410162648212577.html>

95 Cité par Élodie APARD, “*Les mots de Boko Haram : les prêches de Mohammed Yusuf sur le “djihad obligatoire”*”, *Le Monde*, 29 avril 2016, pp.5-6.

96 Voir UNDP, *Journey to Extremism in Africa : Drivers, Incentives and the Tipping Point for Recruitment*, September 2017.

97 Voir Samuel HUNTINGTON, *The Clash of Civilizations ?*, in *Foreign Affairs*, Summer 1993, 72 (3).

Voir aussi Philip SEIB, *As Terrorism evolves : Media, religion, and governance*, New York : Cambridge University Press, 2017, p.164.

98 Voir Institute for Economics and Peace, *Global Terrorism Index 2017*, p. 21.

99 International Crisis Group, *The Social Roots of Jihadist Violence in Burkina Faso's North*, octobre 2017, pp. 4-7.

100 Voir *Global Terrorism Index 2017*, p.76

101 Bernard LUGAN, “*L’ethnie, rampart face au jihadisme ?*”, in *L’Afrique Réelle*, No. 114, Juin 2019, p. 1.

102 Soumaila SANA, “*Conflit communautaire à l’Est du Burkina*”, *LeFaso.net*, <http://lefaso.net/spip.php?article82991>

103 Rémi Fulgance DANDJINO, “*46 morts dans les affrontements de Yirgou*”, accessible sur <http://lefaso.net/spip.php?article87308>.

104 RFI, “*Mali : un regain de violence lié à l’absence de l’Etat et à l’accès à l’armement*”, disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20190324-mali-conflits-mettaient-jeu-gourdins-font-coup-kalash>

105 *LeFaso.net*, « *62 personnes tuées à Arbinda, selon un bilan officiel* », 4 avril 2019, disponible sur <http://lefaso.net/spip.php?article88929>

106 *LeFaso.net*, “*Communiqué du gouvernement malien*”, disponible sur <https://lefaso.net/spip.php?article90139>.

Voir aussi *LeFaso.net*, “*Burkina Faso : 19 morts et 13 blessés dans l’attaque contre Arbinda (Ministère de La Défense)*”, disponible sur <https://lefaso.net/spip.php?article90157>

107 Abdoul Razac NAPON, “*Opération anti-terroriste dans le Sahel : des victimes parlent*,” in *Mutations* no. 146 du 1^{er} au 14 avril 2018, p. 6.

PARTIE III

Réponses du gouvernement, des partenaires et de la société civile à la crise terroriste

A la crise terroriste, le gouvernement burkinabé, les partenaires techniques et financiers, et les organisations de la société civile ont apporté diverses réponses. Les réponses militaires, en particulier les mesures sécuritaires et le déploiement des forces de défense et de sécurité, ont été les plus visibles, et le plus souvent celles préférées par le gouvernement. Mais, il y a aussi des réponses non-militaires, moins médiatisées, qui méritent attention. Nous décrirons ici ces différentes réponses sans jugement critique avant d'en proposer une petite évaluation dans la quatrième partie.

Les réponses militaires

Comme la plupart des gouvernements, le gouvernement burkinabé a réagi à la multiplication des attaques terroristes sur son territoire par une vigoureuse démonstration de force militaire en déployant un plus grand nombre de FDS dans la région du Sahel, en particulier dans les provinces du Soum et de l'Oudalan, les régions de Est et du Centre-Est, et en conduisant des opérations militaires conjointes avec le Mali, le Niger, et la force Barkhane, la force anti-terroriste française déployée au Mali. Parmi les opérations militaires menées par les FDS burkinabés, seules ou avec d'autres, on peut citer notamment les opérations Panga, Otapuanu, et Ndoofu.

Au total, si l'on ne considère que l'année 2017, selon Mr Simon COMPAORE¹⁰⁸, Ministre de la Sécurité à l'époque, les FDS burkinabés ont effectué 13.519 patrouilles dissuasives, 9.679 patrouilles de sécurisation, 76 opérations pour combattre le trafic illicite de drogue, 123 opérations dans les zones à criminalité élevée, 17 missions pour assurer la sécurité publique, et 39 autres missions pour restaurer l'ordre public. Pour mener à bien toutes ces missions, un renforcement des capacités opérationnelles des FDS a été

nécessaire. Ainsi, durant la même année 2017, les forces de sécurité ont été équipées de 454 motos et 98 véhicules. De nouveaux postes de police et de gendarmerie ont été construits. Tout cela avec un budget de 60 milliards de FCFA, dont 40 dépensés pour le paiement des salaires. Le 4 décembre de la même année 2017, l'Assemblée Nationale burkinabé votait une nouvelle loi de programmation militaire quinquennale de 725. 253. 753.080 FCFA pour équiper adéquatement les forces armées et réformer le secteur de la sécurité de 2017 à 2022.¹⁰⁹ Cette loi est accompagnée d'un plan stratégique 2018-2022 pour guider la réforme des Forces Armées Nationales. En outre, le Burkina, avec l'aide de certains partenaires, doit apporter sa contribution (financièrement, au moins 10 millions d'Euros, et en troupes) à la Force conjointe du G5 Sahel créée en février 2017 après concertations avec le Niger, le Mali, la Mauritanie et le Tchad pour combattre plus efficacement le terrorisme et le crime transnational organisé (trafic de drogue, trafic humain) à leurs frontières et sur leurs territoires.¹¹⁰ Cette force multinationale, dont le quartier général est à Sévaré au centre du Mali, est censée mobiliser à terme 5.000 soldats répartis en 7 bataillons sur trois secteurs et nécessitera 423 millions d'Euros (i.e environ 270 milliards 470 millions de FCFA) pour son opérationnalisation.¹¹¹ La contribution attendue de chaque pays du G5 Sahel étant de 10 millions d'Euros, l'essentiel du financement viendra des partenaires au développement dont certains ont déjà apporté ou promis une contribution.¹¹² Hormis sa contribution au G5 Sahel dont il assure désormais la présidence, la contribution du Burkina Faso à la MINUSMA, la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali, se situait en mars 2019 à 1.710 militaires et 157 policiers, sans compter d'autres déployés dans le cadre d'autres missions onusiennes de maintien de la paix. Cela représente, on en conviendra, un sacrifice énorme pour un pays qui doit lui-même faire face à des défis sécuritaires inédits sur son propre territoire.¹¹³

La coopération régionale et internationale face au terrorisme dans la bande sahélo-sahélienne, une des plus exemplaires de notre temps, a grandement contribué, malgré ses limites, à renforcer les capacités logistiques et opérationnelles des forces armées nationales. Les exercices Flintlock initiés par Africom et auxquels participent périodiquement une dizaine de pays africains dont le Burkina Faso ainsi que les missions de formation et de renforcement des capacités militaires et civiles de l'Union Européenne au Mali et au Niger sont à cet égard des exemples éloquents.

Depuis 2016, en effet, le Conseil de l'Union Européenne a mis en place une mission qui découle d'une approche compréhensive et régionale adoptée pour la résolution des problèmes de sécurité et de développement au Mali et au Niger, mission dont le mandat initial de deux ans pour un montant de 33.4 millions d'Euros a été étendu au 18 mai 2020 avec une rallonge budgétaire de 59.7 millions d'Euros. Au Mali, cette mission de l'UE a deux composantes : EUTM Mali forme des unités de l'armée malienne et des

formateurs locaux en vue d'aider à reconstruire et réformer les forces armées maliennes pour les rendre efficaces et redevables, capables d'assurer la sécurité à long terme du Mali et de restaurer l'intégrité territoriale du pays. La deuxième composante de la mission appelée EUCAP Sahel Mali vise à soutenir les efforts de l'Etat malien pour maintenir un ordre démocratique et constitutionnel. Au Niger, EUCAP Sahel Niger soutient la lutte de l'Etat nigérien contre le crime organisé et le terrorisme. Le mandat élargi de la mission de l'UE au Sahel inclue en outre un soutien à la force conjointe du G5 Sahel.¹¹⁴

Les réponses non-militaires

Conscient du fait que l'approche militaire, qui pense pouvoir résoudre la crise terroriste par un renversement des rapports de force sur le terrain, est insuffisante, le gouvernement du Burkina Faso, à la suite de certains partenaires, a lancé des initiatives basées sur le développement pour prévenir la violence terroriste en s'attaquant à ses causes profondes. A défaut de les mentionner toutes ici par manque d'espace, nous exposerons brièvement et successivement les réponses les plus significatives, d'abord celles des partenaires techniques et financiers, et enfin celles du gouvernement et de la population locale.

En termes de réponses préventives, non-militaires, les Etats-Unis ont pris largement une longueur d'avance sur tout le monde, y compris les pays du Sahel eux-mêmes, à travers le Partenariat Trans-saharien contre le Terrorisme avec des projets de lutte contre l'extrémisme violent comme Paix à travers le Développement depuis 2006, d'abord au Tchad et au Niger pour la première phase (PDEV I) et en incluant le Burkina Faso à partir de 2011 pour la deuxième phase (PDEV II). Ce méga-projet de 61 millions de dollars, mis en œuvre par un consortium de trois ONGs internationales et clos en 2016 au Burkina, visait à aider les régions les plus vulnérables au Burkina, au Niger et au Tchad à réduire les risques d'instabilité et à renforcer leur résilience à l'extrémisme violent suivant quatre axes stratégiques :

i)

l'autonomisation et le renforcement des capacités des jeunes grâce à des formations en entrepreneuriat, en leadership, et en éducation civique ;

ii)

la promotion des voix modérées (i.e tolérantes et opposées aux discours radicaux) à travers les réseaux sociaux et plusieurs dizaines de radios communautaires ;

iii)

le renforcement des capacités de la société civile par des formations sur le plaidoyer, des activités pour promouvoir la redevabilité des autorités

et l'organisation de campagnes de sensibilisation ; et enfin

iv)

l'amélioration de la gouvernance locale par le renforcement des capacités des institutions de gouvernance locale et l'accroissement de la participation politique des citoyens dans la gestion des collectivités locales.

Après PDEV II, l'USAID a lancé en 2016-2017 trois nouveaux projets de lutte contre l'extrémisme violent au Burkina Faso, au Niger et au Tchad avec des extensions planifiées sur le Nord Cameroun et le Nord du Mali pour l'un des projets, Voix de Paix. Ainsi le projet "Initiative pour l'Evaluation de la Vulnérabilité et de la Résilience à l'extrémisme violent", exécuté par l'ONG Mercy Corps en collaboration avec le Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD) au Burkina, a permis, par des recherches de terrain à Gorom Gorom au Burkina, puis à Diffa et à Tillabéri au Niger, de tester un certain nombre d'outils de mesure de la vulnérabilité et de la résilience à l'extrémisme violent et d'identifier des facteurs de vulnérabilité et de résilience des communautés et des individus dans ces régions. Les résultats et les recommandations de ce projet sont un précieux guide pour la programmation des activités de lutte contre l'extrémisme.

Un deuxième projet, Voix de Paix, tirant les leçons apprises de PDEV II, travaille avec la modique somme de 24.9 millions de dollars depuis 2016 à faire barrage aux discours extrémistes principalement à travers les réseaux sociaux et des radios communautaires, puis à promouvoir les droits de l'homme, la démocratie et la paix. Ce projet est mis en œuvre par l'ONG Equal Access qui a une expertise reconnue internationalement dans la communication pour le changement social et le développement.

Enfin, un troisième projet appelé Partenariats pour la Paix, exécuté par l'ONG Creative Associates et d'un coût global de 13 millions de dollars, s'évertue, grâce à des formations et des séminaires, à mettre en réseau et à renforcer les capacités des gouvernements nationaux, des organisations de la société civile et des organisations sous-régionales (CEDEAO et G5 Sahel) pour lutter efficacement contre l'extrémisme violent.

A côté des Etats-Unis qui ont aussi initié des projets de résilience (RISE) de plusieurs centaines de millions de dollars pour les régions les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire au Burkina et au Niger, d'autres partenaires (le Danemark, la France, et l'Union Européenne) se sont également lancés dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. La France avec le projet Appui pour la Coopération Trans-Frontalière au Sahel (ACTS), cofinancé par d'autres pays comme le Canada, œuvre avec l'Autorité du Liptako-Gourma — organisation sous-régionale regroupant le Burkina, le Mali et le Niger — à promouvoir la coopération entre les trois pays pour la sécurité et le développement dans leurs espaces frontaliers. Le Danemark a lui

aussi lancé un projet de lutte contre le terrorisme au Sahel avec une focalisation sur le Burkina, le Mali et le Niger tandis que le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union Européenne a mis sur le marché pendant l'été 2018 un appel à manifestations d'intérêt de 5,5 millions d'Euros intitulé "Prévention de l'extrémisme violent autochtone — Rebâtir une cohésion sociale au Nord du Burkina à travers un meilleur suivi de la radicalisation, la promotion du dialogue et la valorisation de l'économie pastoraliste ».Reconnaissant la priorité des défis sécuritaires du Burkina Faso et de l'ensemble du Sahel ainsi que l'urgence de lutter contre le terrorisme, les ambassades occidentales financent, presque toutes, de petites activités visant à promouvoir la paix, la sécurité, la gouvernance démocratique et les droits de l'homme dans le pays. Au niveau des institutions sous-régionales, deux initiatives méritent d'être ici mentionnées. La première est celle du Secrétariat Permanent du G5 Sahel qui a mis sur pied une cellule de prévention de la radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent (CELLRAD), cellule qui dispose d'indicateurs permettant aux pays membres de suivre l'évolution de la radicalisation et de l'extrémisme violent sur leurs territoires.¹¹⁵ La deuxième initiative sous-régionale qui œuvre plus globalement pour la prévention des conflits dans la région est le mécanisme d'alerte précoce de la CEDEAO dont l'utilité pour la prévention de l'extrémisme violent n'a pas besoin d'être démontrée, étant donné l'exploitation que les groupes terroristes font souvent des conflits locaux.

Quant au gouvernement burkinabé, au-delà de la mobilisation militaire, il a initié dans le courant de l'année 2017 un programme ambitieux de 414,9 milliards de FCFA, appelé Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS), une réponse holistique à l'hydre terroriste et à l'insécurité qui sévissent dans cette partie du pays. Ce programme triennal qui couvrira la période allant de 2017 à 2020 a quatre composantes :

1)

Une composante socio-économique avec des activités qui visent à combattre la pauvreté, renforcer la résilience des populations et améliorer l'accès aux services sociaux de base dans la région du Sahel.

2)

Une composante gouvernance, dont l'objectif est de renforcer la gouvernance administrative et locale ;

3)

Une composante "défense et sécurité" qui cherche à renforcer les capacités des forces de défense et de sécurité par une formation et un équipement adéquats en vue de combattre efficacement les groupes terroristes. Et enfin,

4)

Une composante "gestion de programme et soutien institutionnel" qui facilitera la coordination et la mise en œuvre du programme.

Reconnaissant l'impact que peuvent avoir les conflits communautaires, les problèmes de justice transitionnelle non résolus, et le manque de coopération entre civils et FDS sur la paix et la sécurité dans le pays, le gouvernement du Burkina Faso a entrepris des campagnes de sensibilisation invitant les populations civiles à collaborer activement avec les forces de défense et de sécurité en utilisant les numéros verts 1010, 16 et 17. Mais, en plus de ce mécanisme d'alerte, le gouvernement a aussi mis en place des institutions pour préserver la paix sociale. Il s'agit de la police de proximité, de l'Observatoire National pour la Prévention et la Gestion des Conflits Communautaires (ONAPREGECC), du Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité Nationale (HCRUN), et enfin du Haut Conseil pour le Dialogue Social (HCDS).

Réponses du gouvernement aux menaces à la cohésion sociale

Comme dans d'autres pays de la sous-région, la cohésion sociale au Burkina Faso a été fréquemment menacée par différents types de conflits communautaires. Un rapport d'étude réalisée par le Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique de 2012 à 2014 a en effet montré qu'il y a eu sur l'étendue du territoire national pendant cette période un total de 2 931 conflits communautaires enregistrés, dont 1433 opposaient agriculteurs et éleveurs, 803 portaient sur le foncier, 407 sur le pouvoir ou la chefferie traditionnelle, tandis que 103 de ces conflits opposaient des exploitants miniers et les populations riveraines.¹¹⁶ Ces différents conflits, qui sont pour la plupart autour de la gestion des ressources naturelles et se soldent le plus souvent par des dégâts matériels, des atteintes à l'intégrité physique des personnes, et parfois des pertes en vies humaines, portent gravement atteinte aux droits humains et à la cohésion sociale, et leur coût économique n'est pas négligeable. En réponse à ces menaces récurrentes à la paix sociale, l'Etat burkinabé a mis en place l'Observatoire National de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires (ONAPREGECC).

L'ONAPREGECC est une structure créée en décembre 2015 par le gouvernement burkinabé pendant la transition, dans le souci de mutualiser les efforts consentis par différents acteurs des secteurs publics et privés qui interviennent dans le domaine de la prévention et de la gestion des conflits communautaires à travers le pays.¹¹⁷ Les attributions de l'ONAPREGECC incluent la collecte, l'analyse et la diffusion des données sur les conflits communautaires ; l'évaluation périodique de la situation des conflits communautaires dans le pays ; l'alerte précoce en cas de risque de conflits ; ainsi que toute action utile pour contribuer à prévenir et gérer les conflits. L'ONAPREGECC a une structure largement décentralisée : au-delà du conseil national, il a des démembrements aux niveaux régional, provincial, départemental, villageois et même sectoriel présidés respectivement par le gouverneur au niveau régional, par le préfet au niveau de chaque département,

et par le président du Conseil Villageois de Développement au niveau des villages. Les cas de conflit sont rapportés par les observatoires villageois et sectoriels au conseil national par l'intermédiaire des conseils départementaux, provinciaux et régionaux.

À côté de l'ONAPREGECC, le gouvernement burkinabé, en réponse à la forte demande de justice émanant de la population après l'insurrection populaire d'octobre 2015 et le coup d'Etat manqué de septembre 2017 ainsi que pour promouvoir la réconciliation nationale, a créé une structure *ad hoc*, le Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité Nationales (HCRUN). Celui-ci a la lourde mission de mener des enquêtes pour faire la lumière sur les crimes économiques et de sang commis au Burkina Faso depuis l'indépendance en vue de faciliter le travail de la justice et la réconciliation nécessaire pour la préservation de la paix et de l'unité nationale.

Plus spécifiquement dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, un pôle judiciaire spécialisé dans la répression des actes de terrorisme a été créé par une loi de décembre 2017 et dispose de juges, de personnel et d'une chambre de première instance. De même, une Prison de Haute Sécurité a été aménagée à Ouagadougou pour détenir les personnes soupçonnées de participation à des activités terroristes en attendant leur procès.

Enfin, pour promouvoir souvent perturbés par des grèves intempestives, des manifestations parfois accompagnées de casse, un Haut Conseil pour le Dialogue Social (HCDS) a été créé en 2017. Présidé par Jean Marc Palm, un homme politique expérimenté et un universitaire spécialiste de l'histoire politique et sociale du Burkina, le HCDS est un organe tripartite de 30 membres représentant les employeurs, les travailleurs et le gouvernement. Sans douter du rôle que cette structure pourrait jouer pour apaiser les tensions dans le monde du travail, l'on pourrait se demander si elle n'empiétera pas sur le même terrain que le Médiateur du Faso, une structure beaucoup plus vieille qui a déjà pour mission de régler les litiges entre l'administration et les administrés.

Nous ne saurions clore cette partie sans mentionner les différentes formes d'organisations des populations elles-mêmes pour combattre et faire face au terrorisme, au banditisme armé, et à l'insécurité grandissante en général.

La mobilisation des populations locales contre le terrorisme et l'insécurité

Les populations locales au Burkina Faso, comme ailleurs, ne restent pas les bras croisés devant la pieuvre terroriste, l'insécurité croissante, et le constat que les forces de sécurité de l'Etat à elles seules ne peuvent garantir la sécurité de tous. C'est pourquoi, elles se sont mobilisées à travers des initiatives dites initiatives locales de sécurité (ILS), lesquelles sont mises en œuvre par des associations telles que les Kogleweogos sur le plateau mossi, le

Sahel et l'Est, et les Dozos dans l'Ouest du pays. (Il faut tout de suite préciser que plus qu'une ILS, les Dozos sont une vieille confrérie de chasseurs traditionnels qui existe aussi au Nord de la Côte d'Ivoire, au Mali et en Guinée-Conakry).

Sur l'efficacité et la confiance acquise par les Koglweegos auprès de la population, le témoignage suivant de deux habitants d'un quartier périphérique de Ouagadougou est assez éloquent : "Les gens font maintenant beaucoup plus confiance aux Koglweegos qu'aux policiers et gendarmes. S'il y a un vol ou un problème, on préfère appeler les Koglweegos, car ils ne tarderont pas à venir, le voleur sera arrêté et bien puni, et le bien volé sera restitué. Par exemple, les Koglweegos ont pu récupérer des vélos, des motos et même des voitures volées. Ils les gardent à leur siège et les retournent aux propriétaires sur présentation des papiers. Si un bien volé n'est pas réclamé par le propriétaire au bout d'un certain temps, les Koglweegos le confie aux policiers."¹¹⁸

En plus de la lutte contre les vols d'animaux et le banditisme armé dans les zones rurales, les Koglweegos pourraient aider les forces de défense et de sécurité dans la lutte contre le terrorisme. Pour preuve, les Koglweegos ont pu, la nuit même du forfait, arrêter en mai 2018 quatre des assaillants qui avaient incendié l'école de Bafina et leur siège au marché du village ainsi que trois de leurs présumés complices et les ont remis à la gendarmerie de Barsalgo.¹¹⁹

Malgré les abus et les violations de droits de l'homme qu'on leur reproche, beaucoup de gens admettent de nos jours que l'association des Koglweegos, association légalement reconnue par le gouvernement burkinabé et dont les membres ont maintenant des uniformes distinctives et une carte de membre, a énormément contribué à faire reculer l'insécurité au Burkina Faso, surtout dans les zones rurales et péri-urbaines.

En somme, même si l'émergence de groupes d'auto-défense comme les Koglweegos dénote une défaillance, ou du moins, une faiblesse de l'appareil sécuritaire de l'Etat, le cadre institutionnel pour promouvoir la justice, la paix et la cohésion sociale ne fait pas défaut au Burkina Faso tout comme dans la plupart des pays du Sahel où sévit l'extrémisme violent. Mais, plus que par leur propre existence, c'est sur la base de leur fonctionnement et de leur performance sur le terrain — performance qui doit pouvoir être mesurée par des résultats tangibles acquis — que l'on devra juger ces institutions dont nous venons de parler. Si les compétences bien souvent ne manquent pas pour faire fonctionner ces institutions, certains doutent qu'il existe toujours une volonté politique réelle pour les faire vraiment fonctionner et produire les résultats escomptés, surtout lorsque les intérêts politiques ou économiques des tenants du pouvoir ou de leurs proches se trouvent menacés. A ce manque de volonté politique supposée ou réelle, il faut ajouter l'insuffisance des ressources qui sont allouées aux institutions telles que le HCRUN et le pôle

spécialisé de répression des actes terroristes pour leur permettre de faire leur travail adéquatement et en toute liberté.

108 Togs Cheick SAWADO, “Sécurité : Simon COMPAORE au bilan”, accessible sur <http://lefaso.net/spip.php?article81342>

109 <http://lefaso.net/spip.php?article81008>

110 Voir G5 Sahel, *Résolution No.00-01/2017 relative à la création d'une force conjointe du G5 Sahel*, accessible sur http://www.g5sahel.org/images/Docs/Résolutions_force_conjointe_05_02_20171.pdf

111 Voir France Diplomatie, “G5 Sahel Joint Force and the Sahel Alliance”, <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/french-foreign-policy/defence-security/crisis-and-conflicts/g5-sahel-joint-force-and-the-sahel-alliance/>. Pour le financement de la force conjointe, Voir <http://lefaso.net/spip.php?article80294>

112 Voir les différentes contributions faites au Sommet de Paris sur le G5 Sahel sur <http://www.aljazeera.com/news/2017/12/g5-sahel-force-leaders-arrive-summit-paris-171213063153149.html>.

113 UN, MINUSMA Fact Sheet, disponible sur <https://peacekeeping.un.org/fr/mission/minusma> (03/06/2019)

114 Voir Communiqué de presse du Conseil 249/18 du 14 mai 2018, “*EU training mission in Mali : Council extends mission for two years*”

115 Voir Déclaration de Ouagadougou des ministres des affaires religieuses et de culte du G5 Sahel : <http://lefaso.net/spip.php?article83166>

116 Voir MJDHPC, Rapport de l'étude sur l'état des lieux des conflits communautaires au Burkina Faso, p.41

117 Pour plus de détails, voir Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique, *Observatoire National de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires*, pp.3-4.

118 Témoignages d'un gardien de nuit et d'un Koglweogo, recueillis à Sandogo, quartier périphérique de Ouagadougou le 11 juin 2018.

119 Voir Radio Omega, “*Barsalogho (Centre Nord) : des présumés auteurs de l'incendie de l'école sous paillote de Bafina arrêtés par les koglwéogo* », 03 mai 2018, accessible sur <http://netafrique.net/barsalogho-centre-nord-des-presumes-auteurs-de-lincendie-de-lecole-sous-paillote-de-bafina-arretes-par-les-koglweogo-correspondant/>

PARTIE IV

Mérites et limites des réponses actuelles, évolutions possibles et possibilités de réponse

Nous avons examiné dans les trois parties précédentes la crise terroriste au Burkina Faso et dans le Sahel ouest-africain dans ses multiples facettes, les acteurs de la crise, les conflits qui la sous-tendent, ses causes profondes et ses moteurs, et finalement les efforts du gouvernement, des partenaires techniques et financiers, et des populations pour la contenir et y mettre fin. Ce qui est en jeu, nous l'avons vu, ce n'est pas seulement la paix sociale et la sécurité dans un pays et dans la sous-région, c'est aussi la paix et la sécurité dans le monde qui est devenu "un village planétaire" où les convictions morales, politiques et religieuses, les intérêts économiques et politiques ont du mal à se concilier et à converger. Au cœur de la violence destructrice et de l'insécurité générées par les mouvements "jihadistes" se trouvent des divergences et des conflits. Cette dernière partie du livre se donne pour objectif de jauger jusqu'à quel point les différentes interventions ont réussi à gérer et à réduire ces divergences et ces conflits, puis d'explorer les voies et moyens d'éviter que les incompatibilités, somme toute inévitables dans les sociétés et les relations humaines, ne rendent la coexistence pacifique et une coopération constructive impossibles entre les hommes. A cette fin, nous voudrions d'abord nous pencher sur les mérites et l'impact des réponses actuelles à la violence terroriste.

Certes, il est difficile de mesurer l'impact et le niveau de succès des différentes interventions contre l'extrémisme violent et plus généralement des efforts de construction de la paix. Et ce, à cause non seulement de la difficulté de collecter les données requises pour renseigner les indicateurs de performance mais aussi d'attribuer certains résultats acquis à une intervention spécifique. Mais il est loisible d'affirmer que, malgré les résultats obtenus à ce jour dans un pays comme le Burkina Faso, d'importants efforts restent à faire.

Acquis et mérites

Du point de vue des acquis, il faut noter d'abord une meilleure compréhension du phénomène de l'extrémisme violent, du terrorisme "jihadiste" en particulier, des facteurs de vulnérabilité au phénomène et une meilleure connaissance des approches pour le combattre. Cela a été rendu possible grâce à des projets de recherche financés par des partenaires comme DANIDA (du Danemark) et l'USAID (des États-Unis d'Amérique). Cette amélioration de la compréhension du problème et de ses causes profondes a été surtout perceptible chez les représentants des gouvernements nationaux, des organisations sous-régionales (G5 Sahel et CEDEAO) et de la société civile au Burkina, au Niger et au Tchad qui ont bénéficié des formations du projet Partenariat pour la Paix, un projet financé par l'USAID. Ce projet, à travers les ateliers et les séminaires qu'il a organisés aux niveaux national et sous-régional, a particulièrement permis de créer un cadre d'échange sur les problèmes liés à l'extrémisme violent et à la lutte anti-terroriste puis a facilité une mise en réseau des différents acteurs engagés dans cette lutte.

De même, les projets financés par l'USAID tels que Paix à travers le Développement (PDEV) II ont énormément contribué non seulement à améliorer la compréhension de l'extrémisme violent au sein de la population des régions les plus vulnérables mais aussi à renforcer les capacités des radios communautaires qui font barrage à la propagande des groupes terroristes et aux discours extrémistes de leurs leaders. Ces radios, par différents types d'émissions, ont éclairé et sensibilisé l'opinion publique sur les questions liées à l'extrémisme violent et à la lutte contre le terrorisme. Au-delà des actes terroristes isolés, il faut en effet s'attaquer aux récits et à l'idéologie extrémistes qui les motivent.

PDEV II a en outre contribué à promouvoir le dialogue inter-religieux à la suite de certaines organisations locales comme l'Union Fraternelle des Croyants (UFC)-Dori, à renforcer les capacités des acteurs de la gouvernance locale par différentes formations, à accroître les opportunités d'emplois pour les jeunes en offrant à certains d'entre eux de courtes formations professionnelles, et à renforcer leurs capacités pour participer à la gouvernance locale dans les zones vulnérables.

Les résultats acquis par le gouvernement burkinabé tant dans les opérations militaires anti-terroristes que dans d'autres activités non-militaires entreprises surtout dans le cadre du Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS) sont aussi encourageants. Prenons l'exemple de l'opération Panga, menée par les forces armées burkinabés et maliennes du 27 mars au 10 avril 2017 pour identifier et mettre hors d'état de nuire les groupes terroristes dans la forêt du Fhero et tout au long de la frontière de plus de 1.000 kms qui sépare leurs deux pays. Cette opération a mobilisé plus de 1.300 hommes, 200 véhicules, 10 hélicoptères, des bombardiers Mirage 2000, et des drones Reaper de reconnaissance qui ont permis de neutraliser et de capturer une

dizaine de terroristes ainsi que des dizaines de suspects remis aux autorités burkinabés, puis de saisir une importante quantité de matériel militaire.¹²⁰ De leur côté, la force française Barkhane dans la même période dans la forêt de Fouldsare mettait hors d'état de nuire 20 terroristes et saisissait d'importantes quantités d'armes, de munitions et d'engins explosifs improvisés.¹²¹ Plus généralement, la guerre menée conjointement par la force Barkhane, les armées nationales, et la force du G5 Sahel aurait, selon le Général Bruno Guibert, commandant sortant de la force Barkhane, un bilan satisfaisant. Au cours d'une rencontre avec le président burkinabé en juillet 2018, le Général expliquait ce bilan en ces termes : "Il n'y a aujourd'hui plus de sanctuaires réels pour les terroristes pour se protéger. Je ne dis pas que la menace a disparu, je dis qu'aujourd'hui l'ennemi n'est plus capable de conduire d'opérations coordonnées et d'opérations d'ampleur."¹²²

Par ailleurs, il ne fait l'ombre d'aucun doute que les FDS tout comme les services de renseignement burkinabés ont vu leurs capacités tant de prévention que de réaction se renforcer depuis 2016, toutes choses qui leur permettent de répondre de mieux en mieux à la menace terroriste qui défie même les systèmes de sécurité les plus sophistiqués au monde.

Mérites et défaillances de l'appareil sécuritaire au Burkina Faso

Les FDS burkinabés ne manquent de mérites. Il faut leur reconnaître leur courage et leur professionnalisme démontrés dans des missions onusiennes de maintien de la paix — on dénombrait 1.690 casques bleus burkinabés déployés dans sept missions des Nations Unies en avril 2018 — mais aussi dans la défense du pays face aux attaques terroristes.¹²³

Un progrès remarquable a été fait depuis l'attaque contre l'hôtel Splendid et le restaurant Cappuccino à Ouagadougou en Janvier 2016 — où les forces de sécurité burkinabés semblaient débordées et ont eu besoin de l'appui de forces spéciales françaises — à l'attaque du 19 août 2017 contre le restaurant Aziz Istanbul et à celle du 2 mars 2018 contre l'ambassade de France et l'Etat-Major Général des Armées. Dans ces dernières attaques, avec un équipement modeste, les FDS burkinabés ont mené une contre-offensive rapide et efficace sans besoin d'assistance étrangère.

Il ne fait l'ombre d'aucun doute que les capacités opérationnelles des forces anti-terroristes burkinabés se sont grandement renforcées depuis 2016. En témoigne par exemple une opération qu'elles ont menée au petit matin du 20 avril 2018 et qui a permis de mettre aux arrêts une vingtaine de terroristes et leurs complices dont un chef de guerre renommé. Poursuivant leurs opérations de bouclage jusqu'au 27 avril non seulement à la frontière Nord mais aussi dans les forêts de Nakortougou et Foutouri à l'Est du pays, les forces armées nationales ont interpellé plus d'une centaine de personnes suspectes, arrêté des individus recherchés, saisi du matériel et neutralisé des

engins explosifs.¹²⁴ De même, fin mars, les forces de sécurité avaient débusqué des présumés terroristes et saisi une importante quantité d'armes et de munitions dans une autre forêt à l'Est du pays.¹²⁵ Enfin, grâce aux informations recueillies dans le cadre d'une enquête sur les attaques du 2 mars contre l'ambassade de France et l'Etat Major Général des Armées, les FDS au prix de la vie d'un des leurs — un gendarme qui a succombé à ses blessures — ont abattu, après un échange de tirs aux environs de 3 heures du matin le 22 mai 2018, trois présumés terroristes et arrêté un quatrième. Ces individus, qui s'étaient retranchés dans une villa à Rayongo à la périphérie de Ouagadougou, étaient en lien avec les assaillants du 2 mars et préparaient d'autres attaques. En effet, dans leur villa, confiait le Ministre de la Sécurité à la presse, ont été retrouvés des tenues militaires burkinabés et françaises ainsi que des fusils AK-47 et d'autres armements.¹²⁶

Cependant, il serait honnête aussi de reconnaître avec certaines personnes, y compris parmi les FDS, que l'appareil sécuritaire du pays présente un certain nombre de défaillances qui expliquent en partie l'ampleur prise par la crise terroriste.

Le journaliste burkinabé Atiana Serge Oulon a dressé un bon bilan de santé des FDS burkinabés et du climat qui prévaut en leur sein dans l'avant-dernier chapitre de son livre *Le Général Gilbert Diendere parle*.¹²⁷ Il ressort de son bilan que les FDS souffrent d'un certain nombre de faiblesses qui sapent l'esprit de corps, leur caractère républicain, l'unité et la confiance dans leurs rangs, et finalement leur efficacité opérationnelle pour assurer la sécurité des personnes et des biens dans le pays. La première de ces faiblesses est la politisation de l'armée avec l'accaparement et l'exercice du pouvoir par des militaires de 1966 à 2014. La deuxième est la gestion financière peu vertueuse et la corruption au sein des forces armées : manque de transparence, détournements, impunité pour certains officiers fautifs, affairisme, clientélisme, promotions sur des bases purement subjectives et politiques créant la division et beaucoup de frustrations parmi les éléments des FDS. La troisième faiblesse est l'indiscipline manifestée notoirement par les pillages de commerces et la destruction de biens pendant les mutineries de 2011 qui ont failli ébranler le régime Compaoré. Et enfin, le dépouillement des autres corps et unités des FDS au profit du Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP), un corps d'élite privilégié, qui bénéficiait de tous les entraînements et équipements pour assurer la protection du président et de sa famille. Selon une révélation du Courrier Confidentiel, les gendarmes tombés à l'ambassade de France lors des attaques terroristes du 2 mars 2018, par exemple, n'avaient pas d'équipements adéquats pour se protéger et riposter efficacement aux attaques.¹²⁸

Le RSP, dissout par le gouvernement de la transition en 2015 après le putsch manqué, était devenu comme la colonne vertébrale de l'appareil sécuritaire burkinabé à telle enseigne que le Général DIENDJERE, chef d'Etat major particulier de la présidence et patron des services de

renseignement sous Blaise COMPAORE, a pu dire dans une interview à Radio Liberté en septembre 2015 que malgré les défauts du RSP, “sa dissolution va créer un certain nombre de problèmes que nous allons constater plus tard.”¹²⁹ Et Serge OULON de conclure : “Toutes ces situations engendrent un commandement défaillant, crise de confiance entre différentes catégories de l’armée (militaires de rang, sous-officiers et officiers), régression de la capacité opérationnelle, mauvais renseignement des chefs militaires. Au fil du temps, l’armée qui est caractérisée par la loyauté, le respect de la hiérarchie, le sacrifice, le patriotisme, et la cohésion, est ébranlée.”¹³⁰

Ce bilan peu reluisant est confirmé une évaluation faite de l’appareil sécuritaire du Burkina Faso par le Fund for Peace, un think tank basé à Washington, qui évalue et classe chaque année les pays du monde suivant le niveau de fragilité de leur Etat sur la base de 12 indicateurs, lesquels mesurent les performances de chaque Etat aux niveaux social, politique, économique, et cohésion sociale. Selon ce think tank, le Burkina a fait des progrès sur la plupart des indicateurs depuis 2015 sauf sur ceux de l’appareil sécuritaire et de l’émigration (*human flight and brain drain*). Alors que la fragilité de l’Etat en général se réduit, passant d’un score de 89.4 en 2016 à un score de 83.9 en 2019, l’appareil sécuritaire (dont la qualité détermine en grande partie la situation sécuritaire) n’a cessé de se fragiliser dans la période allant de 2015 à la fin de l’année 2018, passant d’un score de 7.4 en 2015 à un score de 8.5 en 2018.¹³¹

On comprend donc que l’appareil sécuritaire burkinabé, malgré le courage et la bonne volonté des hommes et des femmes qui le constituent, a besoin de profondes réformes, d’une mise à niveau, et d’un équipement adéquat pour pouvoir efficacement contribuer à la sécurisation et au développement du pays. L’équipement militaire désuet du Burkina a besoin d’être mis à jour et adapté aux menaces sécuritaires actuelles pour permettre aux FDS par exemple de surveiller le territoire sans tomber dans des embuscades ou sans exploser sur des engins explosifs improvisés. Dans cet ordre d’idées, l’ancien premier ministre Yacouba Isaac Zida proposait que le gouvernement s’efforce urgemment d’ “équiper les FDS de matériels logistiques adaptés à la menace (véhicules blindés, drones, hélicoptères de combat), mais également de procéder à la levée d’un contingent spécial d’au moins 3.000 soldats.”¹³²

Le gouvernement actuel semble avoir compris ce besoin de renforcement des capacités militaires en adoptant le Plan stratégique 2018-2022 pour la réforme des Forces Armées Nationales et la loi de programmation militaire quinquennale d’un coût de plus de 725 milliards de FCFA. Mais le succès de ces intentions louables de réformes dépendra en grande partie de la réconciliation, de la cohésion et de la discipline au sein des forces de défense et de sécurité. De fait, l’unité est loin de régner au sein des forces armées burkinabés comme l’a montré la division en leur sein face à la tentative de coup d’Etat manqué du Général DIENDJERE et du RSP en septembre 2015.

L'exil au Canada du Général Yacouba Isaac ZIDA, l'arrestation et la détention de leaders militaires (le Général Gilbert DIENDJERE, le Général Djibril BASSOLE...); les ressentiments des ex-membres du RSP restés fidèles au clan COMPAORE, et enfin les sentiments d'injustice et les frustrations de certains éléments au sein de l'armée dessinent des lignes potentielles de fracture qui pourraient donner lieu à des règlements de compte et même des affrontements sanglants qui porteraient un coup fatal au renouveau démocratique burkinabé.¹³³

Enfin, les opérations militaires anti-terroristes dans le Sahel ouest-africain ont besoin de travailler davantage à gagner la confiance et la collaboration des populations locales. Car les insurrections jihadistes locales contre les gouvernements du Mali, du Niger et du Burkina Faso et contre leurs FDS font partie d'une stratégie du mouvement jihadiste international qui consiste, comme l'a montré l'officier australien David KILCULLEN, à coopter et s'allier avec ces insurrections locales en exploitant leurs griefs contre les gouvernements alliés des puissances occidentales et en reflétant les intérêts et objectifs locaux.¹³⁴ C'est ainsi qu'Al Qaeda a su coopter la lutte des Talibans en Afghanistan et au Pakistan, la lutte des sécessionnistes touaregues au Mali et enfin la lutte des disciples de Mohamed Youssouf, fondateur de Boko Haram qui fut assassiné par les forces de sécurité nigérianes. Étant donné que les mouvements jihadistes se présentent comme des défenseurs des droits des populations qui se sentent marginalisées et oubliées par les gouvernements nationaux, la lutte anti-terroriste doit non seulement chercher à détruire les cellules terroristes actives et dormantes mais aussi à gagner la confiance, l'affection et la collaboration des populations locales en se présentant, mieux que les groupes terroristes, comme les protecteurs de ces populations. Connaître le terrain aussi bien que les combattants terroristes souvent recrutés localement est certes impérieux mais insuffisant. Il importe encore d'avoir de son côté la population sans le concours de laquelle la guerre sera difficile à gagner.

Tournons à présent le regard vers la réponse des populations elles-mêmes à l'insécurité générée par le grand banditisme et les attaques terroristes. Cette réponse a surtout émané du groupe d'auto-défense Koglweogo sur le plateau Mossi et à l'Est du pays mais aussi des Dozos.

L'émergence de groupes d'auto-défense dans un pays est un symptôme, un indicateur rouge du niveau d'insécurité, de la défaillance de son appareil sécuritaire et du degré de fragilité de l'État. Au Burkina Faso, les Koglweogos ont surgi en réponse au nombre insuffisant du personnel des FDS, au faible maillage du territoire par les FDS — il y aurait 1 gendarme pour 1800 habitants, ce qui est en dessous de la norme d'un gendarme pour 400 habitants selon le Ministère de la Sécurité — mais aussi aux conditions difficiles dans lesquelles les FDS remplissent leurs missions avec une logistique et un équipement peu adaptés aux menaces sécuritaires actuelles. Mais il faut se rendre compte qu'en dehors des services d'appoint de sécurisation qu'ils

rendent, ces groupes d'auto-défense peuvent devenir eux-mêmes une menace à la sécurité des populations et à la paix sociale surtout s'ils échappent au contrôle des autorités publiques comme le montre l'exemple des Mai-Mai en RD Congo et des *autodefensas* dans certaines localités du Mexique. On comprend donc pourquoi, avec prudence, Mr. Simon COMPAORE, alors qu'il était encore Ministre de la Sécurité en 2017, tout en félicitant les koglweogos pour leur contribution à la sécurisation des personnes et des biens, reconnaissait en même temps la nécessité de les encadrer. Sans encadrement et sans formation de base qui leur permette de comprendre les exigences des droits de l'homme et du droit burkinabé, et sans sanction, les mesures édictées par le gouvernement (telles que l'interdiction de port d'armes sans autorisation préalable ou de punitions physiques et d'imposition d'amendes aux suspects) risquent fort de rester lettre morte. En outre, les Koglweogos risquent de continuer à violer les droits de l'homme et d'entrer en compétition avec les forces de sécurité et les juges de l'Etat, qu'ils défient et auxquels ils semblent tenter de se substituer dans certains cas. A moins qu'ils se positionnent comme collaborateurs des FDS et des autorités judiciaires de l'Etat, auxquelles ils doivent se référer et se soumettre sans jamais chercher à se substituer, les Koglweogos pourraient eux-mêmes devenir une source d'insécurité et d'instabilité.

Quant aux initiatives du gouvernement que nous avons mentionnées ci-dessus, la plus emblématique et la plus pertinente est le Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS), réponse holistique qui comporte des volets non-militaires et ne manque pas de mérite malgré les difficultés logistiques et financières qu'il connaît dans sa mise en œuvre. Il est trop tôt pour évaluer le PUS qui a été lancé officiellement en 2017. Bien que, comme projet, le PUS ne soit pas irréprochable et que sa mise en œuvre soit confrontée à des défis sécuritaires surtout dans le Soum et l'Oudalan, les deux provinces les plus affectées par la crise terroriste, le PUS promet de réduire considérablement les facteurs structurels (enclavement, pauvreté, frustrations par rapport au gouvernement...) qui incitent certaines personnes à rejoindre les groupes terroristes. Le suivi de sa performance sur la base d'indicateurs bien définis tout au long de la mise en œuvre nous permettra de tirer des leçons et de voir ce qui serait replicable dans d'autres pays affectés par la crise.

Limites des stratégies actuelles

Malgré les nombreuses réponses militaires et non-militaires apportées par le Burkina Faso et les autres pays du G5 Sahel avec le soutien logistique, technique, financier, et militaire des partenaires (surtout la France, les Etats-Unis, l'Union Européenne, le Danemark, et les Nations Unies), force est de constater que le Burkina et toute la bande sahélienne sont loin d'être sécurisés et encore moins de devenir un havre de paix qui attire touristes et investisseurs. L'attaque massive de Boko Haram et la débâcle de l'armée

nigériane à Bosso en juillet 2016, après que le président Buhari eût rassuré en décembre 2015 que “nous avons techniquement remporté la guerre” contre Boko Haram, prouvaient bien que le groupe terroriste n’était pas encore “fini” comme on l’espérait à Abuja. Au Niger, au Tchad, et au Nord Cameroun, Boko Haram continue à tuer des forces de sécurité comme des civils, même si certains de ses militants sont aussi neutralisés.¹³⁵

De même, la violente attaque-suicide avec un véhicule-bélier estampillé UN contre le Quartier Général de la force du G5 Sahel à Sévaré le 29 juin 2018 — attaque qui a tué au moins deux militaires et un civil et causé d’importants dégâts matériels — montrait que les progrès accomplis jusque-là n’étaient pas encore suffisants pour venir à bout de la détermination de l’ennemi.¹³⁶ Enfin dans la province du Soum, les enlèvements et les assassinats persistent malgré les opérations anti-terroristes et le renforcement du dispositif sécuritaire dans cette zone.

Pourquoi cela ? C’est là une question complexe à laquelle il sera difficile de donner une réponse simple. Tout d’abord, le caractère mondial, transfrontalier de la menace terroriste et sa persistance malgré la mobilisation d’hommes et de ressources que nous avons décrite plus haut montrent qu’aucun État, quelle que soit sa puissance et la performance de son système de sécurité, n’est capable d’assurer tout seul sa propre sécurité. Cela est une donnée essentielle de la globalisation qui a accru l’interdépendance entre les Etats en faisant du monde un “village planétaire”.

Une deuxième donnée, sur laquelle le Burkina et les autres Etats du Sahel ont peu de contrôle et qui explique la persistance des attaques est qu’Al Qaeda et Daech, qui sponsorisent les groupes djihadistes de la sous-région, sont nés ailleurs, en dehors de l’Afrique, en partie en réaction à des guerres menées par des puissances occidentales, et qu’ils se sont étendus en Afrique où ils ont exporté leur idéologie et leur violence grâce à des mouvements réformistes locaux comme Ansarul Islam et Boko Haram.

Enfin, il faut reconnaître que comme dans toute guerre, derrière la lutte anti-terroriste, il peut y avoir une certaine compétition entre parties ou entre les puissances étrangères qui interviennent, compétition pour le contrôle de ressources et de marchés, de flux migratoires et de trafics illicites comme celui de la drogue, compétition enfin pour l’affirmation de leur puissance et pour leur sécurité nationale. Cette compétition se joue souvent au détriment des pays pauvres comme ceux du Sahel. Comme l’atteste la théorie réaliste des relations internationales, cela n’est pas nouveau ni étonnant dans l’histoire de l’humanité.¹³⁷

Cependant, il faut aussi reconnaître que les problèmes sécuritaires persistants, auxquels le Burkina Faso et les autres pays du Sahel font face, trouvent en grande partie leur source dans des faiblesses structurelles ontologiques qui les empêchent d’assumer pleinement et de façon satisfaisante leurs fonctions régaliennes en tant qu’Etats souverains. Par

exemple, pour l'opérationnalisation de la force du G5 Sahel ou pour la mise en œuvre du Programme d'Urgence pour le Sahel au Burkina, l'Etat est encore fortement dépendant du soutien logistique, financier, et même militaire des puissances étrangères. De même, manquant de personnel, de formation et d'équipement adéquats, les services de renseignement et les forces spéciales des pays sahéliens dépendent encore largement de leurs alliés français et américains dans la traque des principaux chefs jihadistes.

La fragilité de l'Etat, qui se traduit en faibles capacités ou, carrément, en incapacité des organes de l'Etat de répondre aux besoins des populations dans différents domaines (sécurité physique et alimentaire, éducation, santé, etc.) est le problème fondamental que nous devons, mais avons de la peine, à résoudre. Les causes de ce problème sont multiples et complexes, et tout ne dépend pas de la bonne volonté du Burkina Faso et d'autres pays africains.

En dehors de l'insuffisance de ressources que les gouvernants sont prompts à évoquer, les causes de ce problème sont de deux ordres. Premièrement, il y a des causes d'ordre éthique que l'on a souvent appelées manque de gouvernance vertueuse, incivisme, corruption, ou manque de sens du bien commun. Même les initiatives locales de sécurité comme le groupe d'auto-défense Koglweogos — par lesquels les populations frustrées ont voulu répondre au vide sécuritaire dans certaines localités et à la performance insatisfaisante des forces de sécurité — ont montré leurs limites à ce niveau en foulant au pied les principes de l'Etat de droit et les droits de l'homme (présomption d'innocence, droit à un procès équitable des suspects, etc.).¹³⁸ Sans attachement à des valeurs éthiques et civiques fondamentales, et sans application rigoureuse des lois en vigueur de façon égale pour tous, on pourra continuer à mobiliser des milliers de troupes et des milliards de francs, la paix et la sécurité risquent de demeurer un rêve pieux pour tous les pays du Sahel.

Ensuite, il y a des causes d'ordre culturel, en ce sens que l'Etat post-colonial au Burkina Faso comme ailleurs en Afrique a voulu copier l'Etat de type occidental considéré comme le modèle mais sans en avoir les moyens financiers ni les soubassements culturels et philosophiques. L'Etat de type occidental (libéral, démocratique) tel que nous le connaissons aujourd'hui est le fruit d'une histoire et d'une évolution culturelle qui remonte au siècle des lumières et des philosophies du contrat social. Au Burkina Faso, nous avons voulu le calquer ou le greffer sur une histoire et des réalités socio-culturelles différentes avec lesquelles il a, par endroits et par moments, des difficultés pour faire bon ménage. La contestation de cet Etat de type occidental par des mouvements jihadistes ou par d'autres mouvements insurrectionnels sur des bases religieuses, ethniques ou régionales est parfois une manifestation de ces difficultés.

Pour être plus spécifique, il suffira de relever ici quelques défis et limites que révèle un examen critique des réponses actuelles à la criminalité terroriste. La première limite se situe au niveau des moyens pris pour la lutte

contre l'extrémisme violent. Celle-ci se fait presque toujours sous forme de projets de quelques années avec des financements insuffisants. Or endiguer les causes politiques et socio-économiques de l'extrémisme violent au niveau structurel demande un engagement plus consistant avec d'énormes ressources. De petites activités temporaires pour promouvoir la bonne gouvernance, la redevabilité, la participation citoyenne, ou des efforts de courte durée pour donner des formations professionnelles et des opportunités d'emploi aux jeunes vulnérables ne sont le plus souvent que comme des gouttes d'eau dans la mer, ou ce que d'aucuns ont appelé "saupoudrage."

En outre, le temps très court de la mise en œuvre des projets (1 à 5 ans généralement) ne permet pas aux projets d'avoir un impact durable avec des résultats tangibles significatifs. Pour maximiser l'impact des projets, il convient d'être flexible dans leur mise en œuvre dans chaque pays et d'accorder une attention particulière au contexte spécifique de chaque pays même si les problèmes traités ont souvent une dimension régionale. Il serait alors bon que les projets intègrent toujours un plan de pérennisation des résultats, par exemple à travers le renforcement des capacités techniques et financières des structures locales de promotion de la paix, le partage et surtout l'application des leçons apprises après la clôture des projets. De fait, le plus souvent les bénéficiaires et les gens du pays n'ont pas les ressources financières ni les capacités techniques requises pour continuer des activités similaires à celles des projets initiés par les partenaires techniques et financiers étrangers. Rien d'étonnant donc qu'ils attendent que d'autres projets, financés par les mêmes partenaires étrangers, soient lancés, perpétuant ainsi la dépendance de l'aide étrangère et une mentalité d'assistés.

Deuxièmement, les résultats attendus des projets de lutte contre l'extrémisme violent, ou des projets de développement en général, sont difficilement mesurables et atteignables en l'espace de quelques années. Car pour les réaliser, il faut souvent résoudre des problèmes structurels de base sur le long terme, ce qui suppose des interventions plus robustes sur un plus long temps et avec plus de ressources.

Troisièmement, l'essentiel des projets et autres interventions contre l'extrémisme violent au Burkina Faso et dans la sous-région sahélienne sont basés sur deux assumptions. La première est l'assumption qu'une meilleure compréhension de la dynamique de l'extrémisme violent et du terrorisme permettra de mieux lutter contre le mal. Bien qu'une telle assumption a son pesant d'or, il faut encore attendre que les données du terrain, recueillies de la mise en œuvre de certains projets, confirment sa validité. La deuxième assumption, et la principale d'ailleurs, est l'assumption de la théorie de la paix démocratique que d'aucuns appellent aussi thèse de la paix libérale. Cette théorie part du constat empirique que les Etats démocratiques ne se font pas la guerre et déduit que l'expansion de la démocratie, de l'Etat de droit, et des droits de l'homme, à travers des institutions multilatérales comme les Nations Unies, à tous les pays conduirait à une amélioration de la paix et de la sécurité

à travers le monde.¹³⁹

De fait, un coup d'œil rapide sur ce qui se passe dans le monde ainsi que certaines recherches ont montré que c'est le manque de gouvernance démocratique, les violations des droits de l'homme, surtout des droits des groupes minoritaires, ainsi que le non-respect des règles de jeu de la démocratie et de l'Etat de droit qui engendrent les conflits, l'instabilité politique, les insurrections populaires, les guerres civiles, et les attaques terroristes. Presque tous les pays qui connaissent des crises terroristes sont des pays qui partagent en commun au moins l'un des trois facteurs suivants : la violence politique, les conflits (entre élites politiques ou entre communautés), et la discrimination, surtout économique, contre les groupes minoritaires.¹⁴⁰

Ce n'est donc pas un hasard s'il y a un recoupement entre la liste des Etats les plus fragiles¹⁴¹ et la liste des pays les plus affectés par le terrorisme.¹⁴² La Somalie, le Yémen, la Syrie, l'Afghanistan, et l'Iraq figurent dans le top ten sur les deux listes, ce qui renseigne assez sur le lien étroit qu'il y a entre violence politique, terrorisme, et fragilité d'Etat, laquelle est manifestée par la mauvaise qualité de gouvernance ou la faiblesse de l'Etat.

Cependant, on ne doit pas perdre de vue le fait que les interventions militaires internationales dans des pays comme l'Iraq, la Syrie, l'Afghanistan et la Lybie ont nourri des sentiments de révolte et la résistance armée chez certains groupes locaux contre ce qu'ils ont perçu comme invasion ou occupation étrangère, surtout quand ces interventions se sont malheureusement accompagnées de violations des droits de l'homme et d'erreurs dans les frappes aériennes. La résistance armée s'est le plus souvent transformée en violence sectaire, motivée par des griefs économiques et sociaux, et opposant différents groupes comme en Iraq.

Une étude quantitative, basée sur des données collectées à l'échelle internationale sur un total de 315 attaques terroristes suicides couvrant la période de 1980 à 2003, a montré que ces attaques avaient une motivation commune, à savoir contraindre les forces militaires étrangères (le plus souvent d'Etats démocratiques) à se retirer de territoires que les terroristes considéraient comme leur patrie.¹⁴³ Une autre étude plus récente publiée en 2017, après une analyse statistique comparative de données collectées dans 138 pays de 1981 à 2005, confirme cette thèse en précisant que les attaques terroristes kamikazes sont une stratégie privilégiée par les groupes nationalistes insurgés dans les pays où il y a des interventions militaires étrangères qui soutiennent le gouvernement en place avec un grand nombre de troupes au sol.¹⁴⁴

Certes, la démocratie, que certaines interventions internationales veulent défendre, est incontestablement la moins mauvaise parmi toutes les formes de gouvernance que l'humanité a expérimentées. Mais elle ne peut être imposée avec succès à un peuple sans que celui-ci adhère aux valeurs éthiques et à la vision du monde qui la sous-tendent. Il faut tenir compte, sans l'avaliser, par

exemple d'un fait important : à la différence de l'Occident, chez beaucoup de peuples africains, la culture dominante considère comme normale qu'un chef soit chef à vie et que des décisions soient prises — à l'exclusion des femmes, des jeunes ou d'autres personnes considérées comme étant de status inférieur — par des hommes en position d'autorité ou par les aînés.

Il importe donc que les projets de consolidation de la démocratie et de lutte contre le terrorisme prennent en compte ces données culturelles dans leurs activités pour renforcer la gouvernance démocratique, la culture des droits de l'homme et de l'Etat de droit. Il leur faut travailler à corriger ou améliorer la perception que les populations locales ont des interventions étrangères, surtout militaires, pour lever toute suspicion d'occupation impérialiste. Car, sans la coopération des populations locales et leur appropriation des efforts de pacification et de construction d'un Etat de droit, les résultats et l'impact à long terme de ces projets resteront bien fragiles. En guise d'illustration, une des faiblesses qui a été relevée chez les forces internationales au Nord Mali est qu'elles connaissent mal le terrain, les acteurs et leurs mouvements. Or cette connaissance du terrain ne peut s'acquérir sans la coopération des habitants des villages dont sont souvent originaires certains combattants "jihadistes." A ce propos, des suggestions ont été faites par certains représentants de la société civile au Burkina Faso de recruter et de former, pour le compte des forces armées et de la police nationale, des autochtones des régions affectées par le terrorisme. Car, mieux que les forces internationales et les forces de sécurité des gouvernements nationaux le plus souvent venant d'autres régions du pays, les autochtones connaissent bien le terrain, les acteurs, leurs mouvements, ainsi que les us et coutumes de leurs peuples.

L'expertise apportée par les acteurs internationaux (surtout les Occidentaux) est sans doute très utile dans la recherche de solutions efficaces aux problèmes locaux. Mais ce serait une grosse erreur d'assumer que ces acteurs internationaux savent toujours mieux que les autochtones comment résoudre leurs problèmes et que la solution de ces problèmes réside dans l'imitation d'une façon de penser ou de faire, propre à une culture, laquelle a aussi ses imperfections et ne peut être considérée comme un modèle universellement valide.

La quatrième limite des stratégies et interventions actuelles réside dans la collaboration et la coordination insuffisantes entre partenaires techniques et financiers dans les pays du Sahel aussi bien au niveau national qu'au niveau régional. "A chacun son Sahel ou la cacophonie dans la lutte anti-terroriste", ainsi titrait le journaliste écrivain Seidik Abba un article publié dans le journal Le Monde le 23 juin 2016. Il y dénonçait la dispersion, le manque de coordination et de synergie entre les acteurs internationaux (Nations Unies, Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, Union Européenne, Union Africaine, France, Etats-Unis...) qui interviennent au Sahel où chacun a sa propre mission et élabore sa propre stratégie, donnant lieu à une dizaine

de stratégies différentes pour la même région et dont la mise en œuvre est bien souvent très coûteuse.

Pour revenir au cas spécifique du Burkina Faso, la lutte anti-terroriste ainsi que les défis de gouvernance, de lutte contre la pauvreté, d'éducation ou de sensibilisation des masses, ou encore de protection de l'environnement, auxquels les partenaires techniques et financiers (PTF) s'attaquent aux côtés du gouvernement burkinabé, sont des défis titanesques et complexes sur lesquels les ressources modestes mobilisées et investies de façon isolée arrivent difficilement à avoir des effets significatifs et durables. Certes, un effort de coordination des interventions des PTFs a été fait au Burkina Faso depuis quelques années à travers la création de cadres sectoriels de dialogue thématiques qui permettent aux différents partenaires intervenant dans le même domaine (gouvernance locale et décentralisation, sécurité, gouvernance économique, santé, agriculture et sécurité alimentaire...) de se rencontrer et d'échanger régulièrement. Mais cela n'est qu'un premier pas qui devrait mener à une vraie coordination et à une synergie active entre les différentes interventions.

Même s'il est vrai que l'aide au développement des pays donateurs s'alignent le plus souvent sur leur politique étrangère et le calendrier de leur année fiscale, il serait souhaitable qu'il y ait plus de concertation, plus de collaboration et de coordination entre PTFs, au-delà de ces réunions des cadres sectoriels de dialogue. Une concertation et une coordination renforcées permettraient par exemple de mobiliser les ressources requises qui pourraient être rassemblées dans un panier commun pour un traitement efficace de chaque type de problème en étroite collaboration avec le gouvernement. Cela aurait plusieurs avantages : entre autres, éviter le "saupoudrage" et la duplication des interventions, disposer de ressources plus consistantes, concevoir ensemble avec le gouvernement des projets et programmes communs mieux financés et sur un intervalle de temps plus long pour avoir un impact tangible, significatif et durable. Les interventions en rangs dispersés, où chaque PTF fait sa petite cuisine de son côté, ont rarement des effets significatifs et durables.

Tout cela dit, que nous réserve l'avenir ? Telle est la question que l'on est en droit de se poser après avoir lu et entendu tant de choses, parfois contradictoires, sur le terrorisme et les mouvements jihadistes. Sans nous dresser en prophète, nous oserons faire quelques conjectures sur les évolutions possibles de la crise terroriste et explorer quelques possibilités de réponses.

Conjectures sur les possibles évolutions de la criminalité terroriste et possibilités de réponses

Le terrorisme a longtemps été une réalité lointaine pour les Burkinabés jusqu'en 2015 au point que certains en étaient venus à penser que le Burkina

était un havre de paix épargné par l'hydre terroriste. Mais, cette illusion a vite disparu suite aux attaques répétées au Sahel et à Ouagadougou. Du Mali voisin, les groupes jihadistes ont étendu non seulement leurs opérations mais aussi leur présence au Burkina Faso. Hormis le groupe Ansarul Islam établi dans la province du Soum, il semble que des cellules dormantes de groupes terroristes existent sur le territoire Burkinabé à l'exemple des quatre assaillants, membres du groupe Al Mourabitoun, débusqués par l'Unité Spéciale d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (USIGN) dans une mini villa de Rayongo, un quartier à la périphérie de Ouagadougou le 22 Mai 2018.¹⁴⁵ Avec la radicalisation et l'implication dans certains groupes terroristes de jeunes Burkinabés, tels que Abdoulaye Sawadogo alias Abdallah, abattu lors de l'opération anti-terroriste de Rayongo, il y a des tentatives d'implantation de katibas sur le territoire burkinabé. En outre, avec les défaites militaires essuyées par Daech en Iraq et en Syrie, il faudrait s'attendre à ce que certains de ses combattants, surtout ceux originaires du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest retournent dans ces deux régions pour continuer ce qu'ils considèrent comme une guerre sainte.

Cependant, il convient d'être optimiste et d'espérer que les efforts consentis par les Etats individuellement pour assurer leur sécurité et leur développement, le déploiement de la force conjointe du G5 Sahel ainsi que la mobilisation sous tous azimuts de la communauté internationale contribueront à faire bouger les lignes dans la direction désirée dans les différents pays de la zone sahélienne. Bien entendu, il serait illusoire de croire que ces efforts éradiqueront définitivement les conflits et la violence dans la région. Un tel espoir serait vite déçu par de nouveaux incidents de violence ou par une résurgence d'attaques terroristes dans les régions où des interventions ont lieu. Par exemple, malgré tous les efforts consentis et les ressources mobilisées, le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (Norwegian Refugee Council) rapportait le 14 mai 2018 que des explosions de violence suite à une opération militaire de l'armée malienne et aux activités des groupes armés à Mopti (au centre du Mali) et à Ménaka (au Nord) avait forcé des milliers de civils à fuir leurs domiciles et à se retrouver dans une situation humanitaire grave.¹⁴⁶

Quelles que soient nos capacités d'anticipation et nos efforts pour prévenir les attaques, le terrorisme contemporain utilise des stratégies et des moyens de plus en plus imprévisibles auxquels il est difficile de parer. Même un camion peut devenir une arme aux mains d'un terroriste comme ce fut le cas à Nice et à Toronto où un conducteur a fait des dégâts en fonçant sur une foule.

Bien que la science et la technologie travaillent à nous doter de moyens de lutte anti-terroriste de plus en plus sophistiqués pour la prévention et l'intervention sur le terrain¹⁴⁷, il faut convenir qu'elles montrent vite leurs limites face à la folie meurtrière et imprévisible de gens qui sont convaincus de faire la volonté d'Allah et qui sont prêts à mourir en "martyrs" en tuant leurs semblables. Il serait donc plus réaliste de chercher dans les pays

sahéliens à réduire au maximum les incidents de conflit et de violence terroriste en focalisant les interventions sur trois points :

1)

Le renforcement des capacités civiles locales à prévenir et gérer les conflits et tensions communautaires souvent exploités par les groupes terroristes ;

2)

Le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité ainsi que des services de renseignements pour assurer la sécurité des populations avant, pendant, et après les attaques terroristes ; et enfin,

3)

L'amélioration de la gouvernance des Etats pour la rendre plus transparente, redevable et capable de répondre aux besoins sociaux de base, surtout dans les régions et au sein des groupes minoritaires qui se plaignent d'être marginalisés et qui s'avèrent être les plus vulnérables à l'extrémisme violent.

Étant donné l'autorité et le crédit dont jouissent les chefs traditionnels et les leaders religieux dans leurs communautés, les initiatives de renforcement des capacités civiles dans l'analyse et la gestion des conflits doit les inclure nécessairement, par exemple dans le cadre de l'ONAPREGECC au Burkina Faso. A propos des chefs traditionnels, Albert OUEDRAOGO — plaidant pour une "cheffocratie" libérée de tout engagement politique partisan et dotée de moyens pour assumer les charges qui sont les leurs en régime démocratique au service de la paix et de la cohésion sociale — a fait une suggestion qui mérite attention malgré ses implications financières :

"Les chefs pourraient être des médiateurs qui désamorcent les crises naissantes en permettant aux belligérants de renouer le fil du dialogue. Ils pourraient jouer les rôles de médiateurs communautaires en complémentarité avec les juges d'instance. Ceci aura l'avantage de pourvoir chaque village du Burkina d'un médiateur communautaire qui exercerait sa charge sous l'autorité du maire ou préfet. Les résultats des conciliabules ne seront toutefois mis en œuvre que si les parties en conflit en conviennent de commun accord, devant témoins.¹⁴⁸"

Le plaidoyer d'Albert OUEDRAOGO ne repose pas seulement sur son attachement aux traditions ancestrales mais aussi sur des données empiriques : "Tous les grands conflits que le Burkina a traversés ont eu besoin, pour leur résolution, de l'intervention des autorités traditionnelles et religieuses. Qu'il s'agisse des grèves des travailleurs, du mouvement du Collectif contre l'impunité, de la mutinerie des soldats, du mouvement Collectif contre la vie chère, le Moog-Naaba de Ouagadougou ainsi que les différentes autorités traditionnelles et religieuses ont été appelées à la rescousse pour permettre au navire Burkina de seulement tanguer, mais de ne jamais chavirer, en dépit des

turbulences et des vents contraires que le pays traverse¹⁴⁹.”

En effet, la médiation aiderait mieux à préserver les relations harmonieuses entre les parties en conflit et la cohésion sociale que le recours aux tribunaux qui le plus souvent tranchent les litiges en faveur d’une des parties au lieu de les réconcilier.

Étant donné l’instrumentalisation que les mouvements extrémistes font souvent des conflits communautaires et des sentiments d’injustice qui prévalent au sein de certaines communautés ainsi que le rôle que les chefs traditionnels et certains leaders religieux jouent dans leur résolution, on ne peut douter de la pertinence du renforcement de leurs capacités techniques et financières pour la prévention de l’extrémisme violent. Comme les initiatives locales de sécurité telles que les Koglwogos — dont l’Etat a fini par reconnaître la contribution efficace à la lutte contre le grand banditisme et l’insécurité et qui sont appelés à devenir des auxiliaires des forces de sécurité — l’Etat a tout intérêt à reconnaître aussi les chefs traditionnels comme de précieux collaborateurs des juges modernes en matière de règlement des litiges et de l’administration de la justice.

Pistes d’action et de recherche à explorer

Bien que la cessation de toute violence terroriste qui se traduirait par l’arrêt définitif des attaques terroristes soit idéalement le souhait des citoyens comme des gouvernants, la plupart des initiatives de lutte anti-terroriste visent plus modestement le but réaliste d’accroître la résilience des populations à l’extrémisme violent. Le concept de résilience est donc fondamental pour mesurer et évaluer la performance de ces initiatives, celles de l’Etat tout comme celles des acteurs non-étatiques.

La résilience, concept emprunté de l’écologie et des sciences de la matière par les sciences sociales, se définit comme “la capacité d’un système social à absorber un trouble ou un choc tout en conservant son identité de base, sa fonction et sa structure”¹⁵⁰, ou encore comme “la capacité de quelque chose ou de quelqu’un de tenir bon face à l’adversité, de se rétablir et de retourner à la normalité après avoir subi une menace anormale, alarmante, et souvent imprévue.”¹⁵¹ Cette capacité, selon les théoriciens de la résilience, est triple et se traduit par trois types d’aptitudes : i) capacité d’absorption (ou aptitude à subir, absorber un choc et de rester dans un certain état), ii) capacité d’adaptation (ou aptitude d’un système à absorber un choc et à se réorganiser tout en changeant), et iii) capacité de transformation (ou aptitude du système à changer sa structure suite à un choc pour continuer à fonctionner).¹⁵² Le concept donc de résilience — résilience aux conflits violents, résilience à la violence terroriste, résilience aux chocs de la vie— semble, mieux que le concept de paix que beaucoup comprennent comme absence ou cessation de violence, être le meilleur guide pour évaluer les initiatives de lutte contre

l'extrémisme violent.

Ami CARPENTER, experte en analyse des conflits qui a étudié la résilience des communautés de Bagdad à la violence sectaire, a suggéré la notion de résilience au conflit (*conflict resilience*), qu'elle a définie comme "un processus de gestion de l'escalade d'un conflit de sorte à limiter la formation de militants sectaires au sein de localités délimitées et en même temps à prévenir des attaques violentes de groupes extérieurs à ces localités."¹⁵³ La résilience au conflit est, propose-t-elle, fonction de quatre ressources distinctes qui ont chacune un impact sur l'escalade (ou l'évolution) du conflit dans le temps. Ces ressources sont :

i)

le capital social (ou en termes simplifiés, la relation de confiance, de coopération, de tolérance, de solidarité qui existe entre personnes ou entre groupes et qui leur permet de vivre et d'agir ensemble) ;

ii)

le développement économique de la communauté ou le status socio-économique (niveau d'éducation, occupation et revenu des individus) : des facteurs d'ordre économique influent souvent sur l'adoption d'attitudes et de comportements sectaires chez les individus ou leur enrôlement dans des groupes extrémistes ;

iii)

l'information et la communication (i.e les sources d'information, les espaces de communication ou d'échange d'informations existant, et les récits ou les interprétations que les gens font des événements) ; et enfin

iv)

la compétence de la communauté ou "l'action organisée des gens, des communautés et des institutions pour prévenir et gérer une crise, puis en tirer des leçons". Il s'agit ici de la volonté et de la capacité de la communauté à s'organiser et à agir collectivement pour faire face à ses défis et résoudre des problèmes communs. Cette compétence communautaire se montre, par exemple, par l'établissement de groupes d'auto-défense et des structures de médiation.

En dehors du renforcement de ces quatre ressources qui déterminent le niveau de résilience au conflit et à la violence, nous pensons que l'on a besoin de comprendre les éléments qui affectent les différents signes de résilience, par exemple ce qui permet aux gens de surmonter la psychose et le sentiment d'insécurité qui règnent dans les jours qui suivent les attaques terroristes, pour continuer à vivre, à s'organiser comme d'habitude, bref à rester debout et intact comme corps social.

Au Burkina Faso par exemple, un certain nombre de changements d'attitudes ou de comportements ont été observés pendant et après les incidents de violence à caractère terroriste : la psychose induisant un certain

climat de peur et de méfiance, une augmentation du sentiment d'insécurité au sein de la population, une mobilisation accrue des FDS, une réduction de mobilité chez les civils, et enfin la contraction de l'activité économique dans certains domaines. Mais au fur et à mesure que la mémoire douloureuse, traumatisante de ces incidents s'éloigne dans le temps, certains de ces attitudes et comportements (e.g la psychose) s'estompent ou perdent en intensité, facilitant ainsi une démobilisation progressive des FDS, puis une remobilisation accrue des civils, et une reprise accélérée de l'activité économique. Pour renforcer la résilience des populations à l'extrémisme violent, il ne suffira pas de mobiliser les ressources requises en amont mais aussi à l'aval pour gérer ces attitudes et comportements qui accompagnent les incidents de violence terroriste ainsi que leurs effets.

A l'origine des crises, privilégier le dialogue plutôt que la répression ?

Certains groupes islamistes tels que Boko Haram ont basculé dans la violence après avoir subi une série de répressions sanglantes des forces de sécurité. A propos du passage du salafisme au djihadisme, le chercheur français Mathieu PELLERIN écrit : "On observe toujours une période charnière où l'appel salafiste à sortir du cadre étatique pour le dépasser ou le contester conduit à l'adoption par les autorités d'une approche répressive qui entraîne en réaction le basculement dans la violence.¹⁵⁴" Et il ajoute : " Si les autorités étatiques ne peuvent rester impassibles face au développement de mouvements qui contestent leur légitimité, le recours à la répression s'avère être d'une efficacité limitée."

La question se pose donc de savoir si le dialogue pour essayer de comprendre et de raisonner les mouvements "jihadistes" porterait plus de fruit que la répression, au moins au début de leurs manifestations. L'exemple du Mali avec le président Amadou Toumani Touré dont les efforts de négociation avec les groupes jihadistes et les rebelles Touaregues se sont soldés par un échec cuisant en 2012 ne semble pas conforter cette thèse. Cependant, comme l'a souligné *la stratégie anti-terroriste mondiale des Nations Unies* : "Les mesures répressives doivent être complétées par des mesures préventives. C'est en intégrant la prévention dans notre démarche globale que nous pourrions écarter nombre des facteurs qui conduisent certaines personnes à rallier des groupes extrémistes violents. Comme toujours en matière de prévention, on n'obtiendra sans doute pas de résultats tangibles à brève échéance et il faudra de la patience et de la ténacité.¹⁵⁵"

Parmi ces mesures préventives de conflit et d'explosion de violence recommandées, l'on ne peut exclure le dialogue tout comme l'usage de la force légitime. Toutefois, un écueil sérieux surgit ici : peut-on, et faut-il, dialoguer avec des groupes terroristes, par exemple pour négocier un accord, un cessez-le-feu, ou une amnistie ?

Pour beaucoup de gens, il est hors de question de négocier avec les terroristes et d'accorder une amnistie pour les anciens membres de tels groupes. On ne négocie pas avec le diable, dit-on. Pourtant, des voix audacieuses se sont élevées pour inviter les gouvernements à négocier avec les groupes terroristes dans certains pays. Ainsi dans une tribune publiée dans le quotidien *Le Monde* en 2018, un collectif de chercheurs, montrant les limites de l'approche militaire pour contrer l'hydre terroriste, demandait à la France de rompre avec la rhétorique martiale qui prévaut au Sahel. Parmi les signataires, Mathieu PELLERIN, chercheur à l'Institut français pour les relations internationales, évoquait la perspective d'une négociation avec les groupes jihadistes au Mali en ces termes : "... vous avez deux manières classiques de négocier avec des groupes comme ceux-là. Soit vous ciblez le plus haut niveau hiérarchique de l'organisation, et à ce moment-là, vous rentrez (sic) dans une discussion et un processus de négociation en vue de démobiliser tout le groupe, ou alors vous négociez simplement avec des branches de ce groupe afin de le diviser et ensuite de l'affaiblir militairement. Donc on peut négocier avec tout le monde, le tout c'est d'avoir la volonté politique à la base, de ne pas éprouver de blocage de la part éventuellement d'autres Etats.¹⁵⁶"

Au Mali, la conférence d'entente nationale, à la suite de certains leaders politiques et religieux (Tiebelé Dramé du Parti pour la Renaissance Nationale et l'imam Mahmoud Dicko, président du Haut Conseil Islamique), a recommandé au gouvernement à sa clôture le 2 avril 2017 d'engager des discussions avec Iyad Ag Ghaly et son allié Hamadoun Koufa, estimant qu'il faut les associer au processus si l'on veut qu'il aboutisse.¹⁵⁷ Sur la même longueur d'onde, en mai 2019, l'International Crisis Group publiait un rapport invitant le gouvernement malien à explorer des possibilités de dialogue avec Hamadoun Koufa et les jihadistes de son mouvement, car il estimait que la guerre menée par l'Etat malien et les forces internationales contre les insurgés du Front de Libération de Macina était dans l'impasse, l'Etat se montrant incapable de la gagner, et qu'il était impérieux de réduire les violences inter-communautaires et la souffrance des civils.¹⁵⁸

Au Nigeria, Mr. Lai Mohammed, Ministre de l'Information du gouvernement Buhari, révélait au public, dans une conférence de presse en mars 2018, après la libération sans doute négociée des 110 collégiennes de Dapchi, que le gouvernement négociait depuis quelque temps avec Boko Haram pour un cessez-le-feu et une fin permanente du conflit.¹⁵⁹ De même, pour encourager les leaders et les militants de Boko Haram à déposer les armes, le gouvernement nigérian serait prêt à négocier avec eux une amnistie. Mais cette offre d'amnistie a provoqué une levée de boucliers au sein de l'opinion publique nigériane. Par exemple, le leader de l'Oodua People's Congress a condamné une telle offre comme une preuve que Boko Haram n'est pas encore vaincu, contrairement à la propagande du gouvernement Buhari, et comme une insulte aux soldats tombés dans le combat ainsi qu'aux

milliers de citoyens innocents morts, mutilés, et déplacés suite aux attaques horribles de la secte islamiste.¹⁶⁰

Enfin, au Burkina Faso, le président Blaise COMPAORE, dont les contacts avec les leaders des groupes jihadistes lui avaient permis de jouer un rôle de médiateur et de négocier la libération de certains otages occidentaux, avait réussi à épargner son pays de la furie des terroristes. Mais sa relation privilégiée avec ces groupes, facilitée par le Mauritanien Mustapha CHAFFI, a été souvent considérée, sinon comme une collusion inacceptable, du moins comme suspecte et critiquable.¹⁶¹

Il est vrai que négocier avec des groupes armés qui ont commis des crimes et des violations intolérables des droits de l'homme ou leur accorder une amnistie, même conditionnelle, est sujet à caution et soulève des questions éthiques et politiques. En effet, la paix et la sécurité que l'on voudrait restaurer risquent d'être compromises par les frustrations et le sentiment d'injustice que cela laisserait chez les victimes qui seraient tentées de se rendre justice elles-mêmes. Il serait alors plus sage de mettre en place des commissions où toutes les parties et toutes les composantes de la société seraient représentées, y compris les victimes, les leaders du gouvernement, de la société civile, et des groupes armés, afin de discuter des voies de sortie de crise politiquement faisables et moralement acceptables. Le dialogue peut être aussi indirect et devra, en tout, être stratégique et prudent.

L'obstacle quasi insurmontable au dialogue entre gouvernements et groupes jihadistes est le fait que le principe de la laïcité de l'Etat, le choix de la démocratie comme forme de gouvernance légitime, et le respect des droits de l'homme, remis en cause et bafoués par les jihadistes, sont inscrits dans les Constitutions des Etats et ne sont pas négociables. Il faudra donc beaucoup de créativité, ou pour parler comme Jean-Paul Lederach, beaucoup "d'imagination morale", pour les aborder dans toute tentative de dialogue.

Enfin, une mesure préventive importante est la lutte contre le financement du terrorisme en identifiant les organisations, les Etats et les individus pourvoyeurs de fonds ainsi que les circuits par lesquels les ressources financières transitent pour parvenir aux destinataires. Mais, là encore, il faut reconnaître que le pari n'est jamais gagné car les financements provenant de commerces légitimes ou d'organisations caritatives et ceux passant par les systèmes de transfert informels (par exemple le système Hawala) sont très difficiles à détecter. De plus, il n'est pas garanti que si les groupes terroristes venaient à être privés d'argent, cela mettrait fin au terrorisme, car certaines attaques n'ont pas besoin de grand financement.

Ainsi, il faut bien se rendre compte, il n'y a pas de "sésame ouvre-toi" ni de solutions miracles pour la lutte contre l'extrémisme violent. Loin de se poser comme un expert qui connaît la solution, nous ne pouvons, par conséquent, que suggérer à la suite d'autres qui se sont penchés sur la question avant nous, quelques principes directeurs pour guider l'élaboration

de stratégies nationales et de plans d'action pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent en général.

Principes pour l'élaboration d'une stratégie nationale et de plans d'action de lutte contre l'extrémisme violent

“Chaque État Membre devrait envisager d'élaborer un plan national d'action contre l'extrémisme violent, dans lequel il fixera les mesures à appliquer en priorité sur son territoire pour s'attaquer aux causes du phénomène et qui viendra compléter la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme s'il y a lieu.” Cet appel du Secrétaire Général des Nations Unies en décembre 2015 dans son rapport intitulé “ La stratégie anti-terroriste mondiale des Nations Unies : Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent” (p.23) n'a pas encore trouvé de réponse dans certains pays touchés par la crise. Il est grandement temps que le Burkina Faso ainsi que les autres pays du G5 Sahel élaborent une stratégie et un plan d'action en suivant les orientations données dans le rapport que nous venons de citer. En plus de ces orientations, nous ajouterions que toute stratégie et tout plan d'action contre l'extrémisme violent devrait respecter quelques conditions de base pour avoir du succès¹⁶² :

1) Ils doivent être basés sur deux choses : i) une analyse et une compréhension en profondeur, régulièrement mise à jour, de la menace terroriste et de la dynamique de l'extrémisme violent en général dans le pays et dans la région ; et ii) un examen critique des réponses apportées jusque-là dans le pays à l'extrémisme violent.

2) Ils doivent tenir compte des bonnes pratiques et des leçons apprises de l'expérience d'autres pays.

3) Ils doivent être éclairés par les résultats et recommandations des recherches sur l'extrémisme violent et sur les différentes approches pour le combattre.

4) Ils doivent déterminer des priorités et allouer des ressources conséquentes pour la programmation et la mise en œuvre d'actions pertinentes en vue de prévenir non seulement les attaques terroristes mais aussi la radicalisation et le recrutement des personnes locales par des groupes extrémistes. Étant donné qu'il vaut mieux prévenir que guérir, il serait bon d'accorder une place de choix aux mesures préventives de sorte à mieux anticiper les menaces d'attentats terroristes par le renseignement, la surveillance étroite de tous les canaux de communication tels que les réseaux sociaux, les radios, et les prédications dans les lieux de culte, souvent utilisés pour la diffusion de discours radicaux, la propagande jihadiste et le

recrutement de militants.

Une attention particulière devra être aussi accordée au renforcement des capacités des groupes d'intervention sur le terrain en prévoyant des ressources suffisantes pour les doter de l'équipement et de la formation dont ils ont besoin pour minimiser les dégâts en cas d'attaque.

5) La stratégie et le plan d'action doivent être assortis d'un mécanisme de suivi-évaluation rigoureux avec des objectifs réalistes et mesurables puis des indicateurs de performance clairement définis dès le départ.

De notre expérience personnelle, nous pensons que la formulation d'une stratégie de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent doit être guidée avant tout par la recherche de ce que Johann Galtung a appelé une "paix positive" ou "l'intégration de la société humaine", qui vise au-delà de l'absence de violence directe ou de guerre ("paix négative"), l'établissement de relations constructives entre les parties en conflit et des structures qui garantissent de telles relations¹⁶³. C'est pourquoi une telle stratégie ne peut chercher à faire la paix au détriment de certains groupes sociaux et doit absolument veiller au respect du principe "*Do no harm*" en s'efforçant de minimiser les effets négatifs prévisibles des interventions et de maximiser les effets positifs de celles-ci. Cela est d'autant plus important que le désir de victoire des belligérants, comme l'a démontré le politologue britannique David KEEN, n'est pas toujours ce qui motive la continuation des guerres contemporaines mais plutôt un ensemble d'intérêts et d'agendas économiques et politiques inavoués.¹⁶⁴

Enfin, 6) il serait souhaitable que la stratégie nationale de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme et le plan d'action qui l'accompagne puissent faire bénéficier du soutien des différents courants prédominants de l'Islam et d'autres communautés religieuses dans chaque pays du Sahel. Car sans un minimum de consensus et sans la collaboration des communautés religieuses, surtout des différents courants au sein de la communauté musulmane, les chances de succès dans la mise en œuvre d'une telle stratégie resteront minces.

Ces principes tirés de leçons apprises d'expériences de lutte anti-terroriste à travers le monde sont certainement utiles, mais ils ne sont nullement des recettes miracles et ne doivent pas éluder la complexité de la tâche. Le manque de consensus sur les stratégies pour prévenir et combattre efficacement le terrorisme ainsi que les difficultés liées à l'évaluation de l'efficacité ou du succès des différentes interventions contre le terrorisme découlent en grande partie non seulement de la difficulté d'identifier et de localiser l'ennemi, d'anticiper exactement quand et où il va attaquer mais aussi du fait que les milieux académiques et politiques à travers le monde n'arrivent pas à se mettre d'accord sur la définition même du terrorisme. Il

importe donc de garder ces défis et contraintes à l'esprit quand on parle de lutte contre le terrorisme tout en s'efforçant chacun d'y contribuer en collaboration avec le gouvernement, les FDS, et d'autres acteurs, car nous sommes tous responsables et coproducteurs de notre sécurité.

120 Voir Ministère de la Défense Française, "Barkhane : opération transfrontalière Panga dans la boucle du Niger élargie », 14 avril 2017, accessible sur <https://www.defense.gouv.fr/operations/barkhane/actualites/barkhane-operation-transfrontaliere-panga-dans-la-boucle-du-niger-elargie>

121 RFI, « Barkhane utilise les grands moyens à la frontière entre le Mali et le Burkina », 2 mai 2017, accessible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20170502-barkhane-utilise-grands-moyens-frontiere-mali-burkina-foret-jihadistes>

122 LeFaso.net, "Force Barkhane : le Général Bruno Guibert chez le Président Roch Kaboré", <http://lefaso.net/spip.php?article84655>

123 Voir Centre d'Information des Nations Unies, "Burkina Faso : un partenaire pour la paix dans les points chauds en Afrique et ailleurs", <http://lefaso.net/spip.php?article83040> (22 avril 2018).

124 Voir communiqué de presse de la Direction de la Communication et des Relations Publiques des Armées du 27 avril 2018 : <http://lefaso.net/spip.php?article83027>.

125 Voir Xinhua, "Unve vingtaine de terroristes présumés arrêtés dans le nord du Burkina Faso", accessible sur <http://news.aouaga.com/h/116458.html>

126 Lefaso.net, "Lutte contre le terrorisme : 3 assaillants abattus et 1 gendarme tué à Ouagadougou », 22 mai 2018, accessible sur <http://lefaso.net/spip.php?article83545>

127 Atiana Serge OULON, *Le Général Gilbert Diendjere parle*, Presses Universitaires de Ouagadougou, 2018, pp.143-163.

128 Voir Courrier Confidentiel, no. 153, 10 avril 2018, p.5.

129 Atiana Serge OULON, Op. cit, p. 177.

130 Ibid., pp. 150-151.

131 Voir Fund for Peace, *Fragile States Index 2019 : Country Dashboard : Burkina Faso*, disponible sur <https://fragilestatesindex.org/country-data/>

132 Yacouba Isaac ZIDA, "Attaques terroristes au Burkina : Notre patrie en danger, " disponible sur <http://lefaso.net/spip.php?article87238>

133 Voir Sten HAGBERG & al., *Transformations socio-politiques burkinabe de 2014 à 2016 : Perspectives anthropologiques des pratiques politiques et de la culture démocratique dans "un Burkina Faso nouveau"*, Uppsala University, 2017, pp. 57-61.

134 David KILCULLEN, *The Accidental Guerrilla : Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*. New York : Oxford University Press, 2009, voir introduction.

135 AFP, « Tchad : 18 morts dans une attaque de Boko Haram sur le lac Tchad », 22 juillet 2018, accessible sur https://www.jeuneafrique.com/603875/politique/tchad-18-morts-dans-une-attaque-de-boko-haram-sur-le-lac-tchad/?utm_source=newsletter-ja-actu-non-abonnes&utm_medium=email&utm_campaign=newsletter-ja-actu-non-abonnes-23-07-18

136 RFI, "Mali : le QG de la force du G5 Sahel frappé par un attentat-suicide", <http://www.rfi.fr/afrique/20180629-attaque-qg-force-g5-sahel-sevare>

137 Voir Benjamin ROGER, "Sahel : sur la piste des jihadistes", in Jeune Afrique, no. 2935-2936, du 9 au 22 avril 2017, p.36.

138 Voir Centre pour la Gouvernance Démocratique, *L'Etat des lieux de la gouvernance du secteur de la sécurité au Burkina Faso*, septembre 2016, p.33.

139 Pour plus de détails sur cette théorie, voir Bruce RUSSET, *Grasping the democratic peace : principles for a post-cold war world*, Princeton, New Jersey : Princeton University Press, 1993 ; Michael DOYLE, “Kant, Liberal Legacy and Foreign Affairs”, in *Philosophy and Public Affairs*, vol. 12, no. 3, Summer 1983 ; John IKENBERRY, « Why Export Democracy ? : The ‘Hidden Grand Strategy’ of American Foreign Policy » in *The Wilson Quarterly*, Vol. 23, no.2, Spring 1999.

140 Institute for Economics and Peace, *Global Terrorism Index 2015*, executive summary.

141 Fund for Peace, *Fragile States Index 2017*, <http://fundforpeace.org/fsi/data/>

142 Institute for Economics and Peace, *Global Terrorism Index 2017*, p. 104 <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2017/11/Global-Terrorism-Index-2017.pdf>

143 Voir Robert A. PAPE, *Dying to Win : The Strategic Logic of Suicide Terrorism*. New York : Random House, 2005, p.4.

144 Voir Seung-Whan CHOI & James A. PIAZZA, *Foreign Military Interventions and Suicide Attacks*, in *Journal of Conflict Resolution*, 2017, vol. 61, no. 2, pp. 271-297.

145 Benjamin Roger, “Burkina : trois jihadistes présumés et un gendarme tués dans une opération à Ouagadougou », 22 mai 2018, accessible sur <https://www.jeuneafrique.com/561405/politique/burkina-trois-jihadistes-presumes-et-un-gendarme-tues-dans-une-operation-a-ouagadougou/>

utm_source=Newsletter_JA_Actu&utm_medium=Ema
il&utm_campaign=Newsletter_JA_Actu_23_05_18

146 Norwegian Refugee Council, “People flee violence in Northern and Central Mali”, 14 mai 2018, <https://www.nrc.no/news/2018/may/people-flee-violence-in-central-and-northern-mali/>

147 Frederic LERT & Thomas CAVAILLE-FOL, “Anti-terrorisme : les nouvelles armes”, *Science et Vie*, Octobre 2016, pp. 48-66.

148 Albert OUEDRAOGO, *Démocratie et Cheffocratie ou la quête d’une gouvernance apaisée au Faso : Oralité et traditions*, Ouagadougou, Presses Universitaires de Ouagadougou, 2014, p. 225.

149 Ibid., p. 233.

150 Brian Walker & al., *Resilience management in social-ecological systems : a working hypothesis for a participatory approach*, *Ecology and Society*, 2002, vol. 6, no.1, p.14.

151 McAslan, A.R. *The concept of resilience : understanding its origins, meanings, and utility*. Adelaide : Torrens Resilience Institute, 2010.

152 Ami C. Carpenter, *Community Resilience to Sectarian Violence in Baghdad*, New York : Springer, 2014, pp. 70-72.

153 Ibid., p. 53.

154 Mathieu PELLERIN, “ Les trajectoires de la radicalisation religieuse au Sahel”, Notes de l’IFRI, février 2017, p.9.

155 Nations Unies, *La stratégie anti-terroriste mondiale des Nations Unies : Plan d’action pour la prévention de l’extrémisme violent*”, Rapport du Secrétaire Général, Décembre 2015, p.11.

156 Mathieu PELLERIN, interview avec Carine Frenk sur RFI le 9 mars 2018, accessible à <http://www.rfi.fr/emission/20180309-mathieu-pellerin-groupes-jihadistes-etendent-influence-sud-sahel>.

157 Voir Benjamin ROGER, “Sahel : sur la piste des jihadistes”, *Jeune Afrique*, no. 2935-2936, du 9 au 22 avril 2017, p.36.

158 International Crisis Group, *Speaking with the Bad Guys : Towards Central Mali’s Jihadists*, Africa Report no. 276, 29 May 2019.

159 Voir Felix ONUAH, “Nigeria talking to Boko Haram about possible cease-fire”, Reuters, 25 Mars 2018, accessible à <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-security/nigeria-talking-to-boko-haram-about-possible-ceasefire-idUSKBN1H10OK>

160 Voir Eniola AKINKUOTU, “Offering Amnesty to Boko Haram Shows Terrorism not Defeated”, Punch, 28 mars 2018, accessible sur <http://punchng.com/offering-amnesty-to-boko-haram-shows-terrorism-not-defeated-fasehun/>

161 Voir Sophie LANGLOIS, “Pourquoi le Burkina est-il maintenant visé par les terroristes ? ”, Interview à Radio Canada, 17 janvier 2016, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/760185/burkina-compaore-attentat-canadiens-origine-conflit-enlevements-ouagadougou-pourquoi-maintenant>

162 Certains de ces principes et conditions ont été développés plus en détails dans Hedayah, *Guidelines and Good Practices : Developping P/CVE Strategies and Action Plans*, September 2016, pp. 1-3.

163 Voir Johann GALTUNG, *Editorial*, Journal of Peace Research, Vol. 1, no. 1, Mars 1964, pp. 1-4.

164 “Behind the loudly proclaimed war against some named and reviled enemy (...) we typically find a complex, but perhaps ultimately comprehensible set of economic and political interests and agendas, many of which actually thrive on continued conflict.” David KEEN, *Useful Enemies : When Waging Wars is More Important than Winning Them*, New Haven & London : Yale University Press, 2012, p. 237.

REMARQUES FINALES

Il ne s'agira pas ici de conclusion, car notre recherche sur le "terrorisme jihadiste" et, plus généralement sur l'extrémisme violent, se poursuit. Nous proposerons donc simplement quelques remarques finales. Le double travail de synthèse et d'analyse que nous avons essayé de faire dans ce livre sur le phénomène de l'extrémisme violent et sur la lutte anti-terroriste au Burkina Faso et dans la bande sahélienne nous aura permis finalement de prendre conscience de leur complexité. Le terrorisme à prétention jihadiste tout comme le manque de victoire totale dans la lutte engagée par les différentes initiatives et forces anti-terroristes a des causes que toute personne raisonnable doit chercher à comprendre en profondeur avant de se prononcer. Le moins que l'on puisse dire est que rien n'est simple et qu'il y a bien une logique — et même une rationalité — dans ce qui apparaît à première vue comme simplement irrationnel et barbare. Les insurrections armées — qu'elles aient des prétextes religieux, comme le terrorisme jihadiste, ou ethniques, politiques et régionalistes comme beaucoup de guerres civiles en Afrique — deviennent souvent des moyens pour défendre et préserver des intérêts inavoués, égoïstes, et officiellement peu défendables.

Le terrorisme jihadiste est un monstre multiforme et à multiples têtes qu'il faudra combattre dans la durée sans espérer gagner la guerre contre lui avec une seule arme. Comme d'autres formes de terrorisme dans l'histoire, il reste une tactique que des groupes armés, insurgés dans des situations de conflit asymétrique, emploient pour atteindre des objectifs politiques et religieux. Il ne suffit pas de mobiliser les éléments d'un système sécuritaire réformé, doté d'équipements modernes ultra-sophistiqués pour gagner cette guerre, il faut aussi une gouvernance qui respecte les droits et la dignité de l'homme et qui répond aux besoins de base des citoyens sans discrimination. Ce point est fondamental dans notre analyse de la crise terroriste au Burkina Faso et dans la bande Sahélo-sahélienne qui a révélé les facteurs socio-économiques, politiques, idéologico-religieux, et ethno-identitaires mais aussi des facteurs d'ordre personnel qui conduisent à la radicalisation et à la violence terroriste. Il importe de tenir compte de ces différents facteurs dans tous nos efforts pour prévenir et lutter contre le terrorisme.

L'examen des diverses réponses apportées par les forces de défense et de sécurité, par le gouvernement, par les partenaires techniques et financiers, par les organisations de la société civile, et par les populations elles-mêmes nous a révélé leurs mérites mais aussi leurs limites, leurs imperfections, nous indiquant par là qu'il y a encore des efforts à faire, des choses à corriger et à amender. Nous invitons chacun des acteurs engagés dans la lutte anti-terroriste à accueillir ce qui est écrit dans ce livre dans cet esprit et non comme une critique insolente qui ne reconnaît pas les efforts et les sacrifices qu'ils consentent. Le mieux, dit-on, est l'ennemi du bien, et nous sommes tous invités à nous amender sans cesse.

S'il y a une grande leçon que l'expérience des initiatives actuelles et passées nous ont apprise, c'est bien celle-ci : il est indispensable que les citoyens du pays s'approprient les efforts de promotion de la paix, de la sécurité, de la démocratie et des droits de l'homme consentis par les acteurs internationaux et par les gouvernements. Lorsque les gens sont associés à ces efforts dès le départ et comprennent par exemple que la sécurité n'est pas seulement l'affaire des militaires, des policiers et des gendarmes, ils participent beaucoup plus et cela augmente les chances de réussite de ces efforts.

Alors que beaucoup d'analystes, d'organisations et de gouvernements ont tendance à aborder la crise terroriste seulement sous l'angle sécuritaire, le livre a proposé que nous élargissions notre façon de comprendre et de tenter de résoudre la crise en la regardant sous plusieurs angles : la dignité et les droits fondamentaux de chaque être humain, la sécurité humaine et le développement économique, puis l'analyse et la gestion des conflits qui sous-tendent la crise terroriste non seulement au niveau structurel mais aussi aux niveaux local et individuel.

Nous l'avons vu, le terrorisme dans le Sahel comme ailleurs dans le monde est une tactique d'insurrection armée étroitement liée au crime transnational organisé. Pour prévenir et combattre efficacement le terrorisme, les gouvernements, les FDS, et les populations doivent coopérer autour d'une stratégie concertée visant à réduire la possibilité d'émergence et la marge de manœuvre des organisations extrémistes violentes. Et toute bonne stratégie doit chercher à réduire la faisabilité des attaques terroristes en privant ceux qui les commanditent ou les exécutent de quatre choses dont ils ont besoin pour réussir : i) les armes, ii) les combattants, les complices et les sympathisants, iii) les ressources financières pour acquérir des armes et des combattants, et enfin iv) la possibilité de communiquer pour diffuser leur idéologie extrémiste et pour avoir le soutien ou la sympathie de certaines communautés. Pour y parvenir, les moyens militaires mais aussi non-militaires (législation, diplomatie et promotion d'un développement économique équilibré) doivent être mise à contribution dans le cadre d'une coopération régionale et internationale accrue.

Enfin, il convient toujours de se rappeler que l'engagement pour la paix et la réconciliation entre les hommes tout comme l'engagement dans des actes de violence est un acte de liberté, jamais une fatalité et encore moins le fruit du hasard. On ne devient jamais violent par hasard et il est possible — sauf en cas de légitime défense contre une attaque injuste et mortelle — de trouver des options non violentes pour traiter les conflits qui surgissent dans toute vie sociale. Cela signifie qu'il dépend de chacun de nous de transcender certains instincts ou les incitations de certaines personnes à la violence et de faire en sorte que la violence au nom de la religion, de l'appartenance ethnique, régionale ou politique, ne passe jamais par nous, fut-ce parfois au prix de nos vies personnelles. Un imam a récemment montré en juin 2018 que cela est possible en cachant 262 chrétiens dans sa maison et à la mosquée pour les protéger de la furie d'éleveurs peuls, musulmans, qui avaient déjà exterminé plus de 200 autres à Ngar Yekwah dans le Plateau du Nigeria.¹⁶⁵ Il l'a fait au péril de sa vie en s'interposant entre ces personnes, qu'il voulait protéger, et leurs "bourreaux" qu'il suppliait, prostré, d'épargner la vie de ses protégés. En cet acte héroïque de l'imam, nous retrouvons des valeurs enseignées par l'islam et le christianisme, par presque toutes les traditions religieuses du monde : la crainte de Dieu, l'amour du prochain, le pardon à ceux qui nous ont fait du mal, la tolérance envers ceux qui sont différents de nous (par leur race, culture, religion, langue...), et la protection de la vie humaine comme quelque chose de sacré. Au nom de l'islam, du christianisme, ou d'une religion ou idéologie quelconque, on ne peut bafouer ces valeurs universellement partagées par les peuples du monde sans trahir sa propre tradition religieuse, sa conscience, et son humanité.

¹⁶⁵ Violaine des COURIERES, "*Au Nigeria, un imam sauve 262 chrétiens au péril de sa vie*", accessible à http://www.lavie.fr/actualite/monde/au-nigeria-un-imam-sauve-262-chretiens-au-peril-de-sa-vie-04-07-2018-91322_5.php (09/07/2018).

BIBLIOGRAPHIE

Livres, rapports d'études et documents officiels

- APPLEBY, Scott R. *The Ambivalence of the Sacred : Religion, Violence, and Reconciliation*. New York : Roman & Littlefield Publishers, 2000.
- British Council. *Building Resilience of Young People to Violent Extremism in the Middle East and North Africa*, disponible sur https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/discussion_paper_building_resistance_to_violent_extremism_finalv1.pdf
- CARPENTER, Ami C. *Community Resilience to Sectarian Violence in Baghdad*. New York : Springer, 2014.
- Centre pour la Gouvernance Démocratique. *L'Etat des lieux de la gouvernance du secteur de la sécurité au Burkina Faso*. Ouagadougou : septembre 2016.
- CRENSHAW, Martha & LAFREE, Gary. *Countering Terrorism*. Washington, D.C. : Brookings Institution Press, 2017.
- DENŒUX, Guilaine, & CARTER, Lynn. *Guide to the Drivers of Violent Extremism*. Produced for Review by USAID, 2009.
- ENDERS, Walter & SANDLER, Todd. "The Economic Impact of Terrorism", in *The Political Economy of Terrorism*, 2nd edition, Cambridge University Press, 2011, pp. 288-316.
- ESPOSITO, John. *The Oxford Dictionary of Islam*. Oxford University Press, 2004.
- FILLON, François. *Vaincre le totalitarisme islamique*. Paris : Éditions Albin Michel, n.d.
- Fund for Peace. *Fragile States Index 2017*, disponible sur <http://fundforpeace.org/fsi/data/>
- Institute for Economics and Peace. *Global Terrorism Index 2017*, disponible sur <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2017/11/Global-Terrorism-Index-2017.pdf>
- Fund for Peace. *Fragile States Index 2019 : Country Dashboard : Burkina*

- Faso, disponible sur <https://fragilestatesindex.org/country-data/>
- GALTUNG, Johann. *Editorial*, Journal of Peace Research, Vol. 1, no. 1, Mars 1964, pp. 1-4.
- GALY, Michel (dir). *La guerre au Mali : Comprendre la crise au Sahel et au Sahara : enjeux et zones d'ombre*. Paris : La Decouverte, 2013.
- HAGBERG, Sten & al. *Transformations socio-politiques burkinabe de 2014 à 2016 : Perspectives anthropologiques des pratiques politiques et de la culture démocratique dans un Burkina Faso nouveau*. Uppsala University, 2017.
- HOFFMAN, Bruce. *Inside Terrorism*. New York : Columbia University Press, 2017.
- Human Rights Watch, “*Le jour, nous avons peur de l’armée et la nuit, des djihadistes*” : abus commis par des islamistes armés et par des membres des forces de sécurité au Burkina Faso, 21 mai 2018, disponible sur <https://www.hrw.org/fr/report/2018/05/21/le-jour-nous-avons-peur-de-larmee-et-la-nuit-des-djihadistes/abus-commis-par-des>
- Institute for Economics & Peace, *Global Terrorism Index 2018*, disponible sur <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2018/12/Global-Terrorism-Index-2018-1.pdf>
- International Crisis Group. *Curbing Violence in Nigeria (II) : The Boko Haram Insurgency*. Crisis Group Africa Report N°216, 3, 2014.
- International Crisis Group, *The Social Roots of Jihadist Violence in Burkina Faso’s North*, Octobre 12, 2017, Africa Report no. 254, disponible sur <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/254-the-social-roots-of-jihadist-violence-in-burkina-faso-s-north.pdf>
- KEEN, David. *Useful Enemies : When Waging Wars is More Important than Winning Them*, New Haven & London : Yale University Press, 2012.
- KILCULLEN, David. *The Accidental Guerrilla : Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*. New York : Oxford University Press, 2009.
- LOADA, Augustin & SIDIBE, Sadou. *Étude sur la radicalisation et l’extrémisme violent au Burkina Faso*. Juin, 2016.
- McASLAN, A.R. *The Concept of Resilience : Understanding Its Origins, Meanings, and Utility*. Adelaide : Torrens Resilience Institute, 2010.
- McTERNAN, Oliver. *Violence in God’s Name : Religion in an Age of Conflict*. Maryknoll/New. York : Orbis Books, 2003.
- Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique. *Observatoire National de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires*. Ouagadougou, s.d.
- MOGHADDAM Fatahi M. *From the Terrorists’ Point of View : What they Experience and Why they Come to Destroy*. London : Praeger Security International, 2006.

- NACOS, Brigitte L. *Terrorism and Counterterrorism*, 5th edition, New York & London : Routledge, 2016.
- NAJI, Abu Bakr Al. *The Management of Savagery : The Most Critical Stage through which the Umma Will Pass*. Traduit de l'arabe par William McCants & John. M. Olin Institute pour le Center for Strategic Studies, Harvard University, 2006.
- Nations Unies. *La stratégie anti-terroriste mondiale des Nations Unies : Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent.* Rapport du Secrétaire Général, Décembre 2015.
- OULON, Atiana Serge. *Le Général Gilbert Diendjere parle*. Ouagadougou : Presses Universitaires de Ouagadougou, 2018.
- OUEDRAOGO, Adama dit Damiss. *Blaise Compaore (15 octobre 1987 — 31 octobre 2014) : de l'ascension à la descension*. Ouagadougou : UNITEC, 2016.
- OUEDRAOGO, Albert. *Démocratie et Cheffocratie ou la quête d'une gouvernance apaisée au Faso : Oralité et traditions*. Ouagadougou : Presses Universitaires de Ouagadougou, 2014.
- PAPE, Robert A. *Dying to Win : The Strategic Logic of Suicide Terrorism*. New York : Random House, 2005.
- RUSSET, Bruce. *Grasping the democratic peace : principles for a post-cold war world*. Princeton, New Jersey : Princeton University Press, 1993.
- RUBENSTEIN, Richard E. *Resolving Structural Conflicts : How Violent Systems Can Be Transformed*. New York : Routledge.
- SAMBE, Bakary. *Boko Haram : Du problème nigérian à la menace régionale*. Dakar-Le Caire : Timbuktu Editions, 2015.
- SCHMIDT, Alex P. (ed.). *Handbook of Terrorism Research*. London and New York : Routledge, 2011.
- SEIB, Philip. *As Terrorism evolves : Media, religion, and governance*. New York : Cambridge University Press, 2017.
- THÉROUX-BÉNONI, Lori-Anne & al. "Mali's Young 'Jihadists' : Fueled by Faith or by Circumstance", ISS-Dakar : Policy Brief no.89, August 2016, disponible sur <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/policybrief89-eng-v3.pdf>
- TOFT, Monica Duffy ; PHILIPOT, Daniel & SHAH, Timothy Samuel. *God's Century : Resurgent Religion and Global Politics*. New York : Norton Company, 2011.
- UNDP. *Journey to Extremism in Africa : Drivers, Incentives and the Tipping Point for Recruitment*. New York : UNDP Regional Bureau for Africa, 2017. Disponible sur <http://journey-to-extremism.undp.org/content/downloads/UNDP-JourneyToExtremism-report-2017-english.pdf>
- USAID. *The Development Response to Violent Extremism and Insurgency* :

Putting Principles into Practice, 2011.

USAID & Mercy Corps. *Vulnerability and Resilience Assessment Initiative to Counter Violent Extremism (VRAI) : Final Synthesis Report*, March 2018, disponible sur <https://www.mercycorps.org/sites/default/files/VRAI%20Niger%20Final%20Report.pdf>

WITTGENSTEIN, Ludwig. *Tractatus logico-philosophicus*, suivi de *Investigations philosophiques*. Traduit de l'allemand par Pierre Klossowski. Paris : Gallimard, 1961.

Articles de journaux/periodiques

ABBA, Seidik “*Jafar Dicko, le nouveau visage du djihadiste au Burkina Faso*”, disponible sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/21/jafar-dicko-le-nouveau-visage-du-djihadisme-au-burkina-faso_5232877_3212.html

Agence d'Information du Burkina. “*Un conseiller municipal et son fils tués par des assaillants au Nord du Burkina*”, disponible sur <http://lefaso.net/spip.php?article75607>

AFP, “*Burkina : un tribunal fermé dans une région en proie aux attaques djihadistes*”, 24 avril 2018, disponible sur <http://news.aouaga.com/h/116531.html>.

AFP, “*Tchad : 18 morts dans une attaque de Boko Haram sur le lac Tchad*”, 22 juillet 2018, disponible sur https://www.jeuneafrique.com/603875/politique/tchad-18-morts-dans-une-attaque-de-boko-haram-sur-le-lac-tchad/?utm_source=newsletter-ja-actu-non-abonnes&utm_medium=email&utm_campaign=newsletter-ja-actu-non-abonnes-23-07-18

AKINKUOTU, Eniola. “Offering Amnesty to Boko Haram Shows Terrorism Not Defeated”. *Punch*, 2018, disponible sur <http://punchng.com/offering-amnesty-to-boko-haram-shows-terrorism-not-defeated-fasehun/>.

ALY, Anne. “*Terrorism : Historical and Contemporary Issues*”, in Institute of Economics & Peace, *Global Terrorism Index*, 2015.

APARD, Élodie. “*Les mots de Boko Haram : les prêches de Mohammed Yusuf sur le “djihad obligatoire,*” *Le Monde*, 29 avril 2016.

BASSOLE, Herman F. “*Instabilité au Nord Mali : Bref cours d'histoire avec Bassolma Bazié*”, disponible sur <http://lefaso.net/spip.php?article83133>.

BAMADANET. *Burkina Faso-Mali : « On a payé 1 million de Fcfa pour libérer Maalam Ibrahim Dicko de la prison à Bamako »*, 6 avril 2017, disponible sur <http://netafrique.net/burkina-faso-mali-on-a-payé-1-million-de-fcfa-pour-liberer-maalam-ibrahim-dicko-de-la-prisons-a-bamako/>

BIN LADEN, Usama. “*Bin Laden Accuses the West*”, 24 avril 2006,

disponible sur <https://www.aljazeera.com/archive/2006/04/2008410162648212577.html>

Centre d'Information des Nations Unies, “*Burkina Faso : un partenaire pour la paix dans les points chauds en Afrique et ailleurs*”, 22 avril 2018, disponible sur <http://lefaso.net/spip.php?article83040>

CHOI, Seung-Whan & PIAZZA, James A. *Foreign Military Interventions and Suicide Attacks*. In Journal of Conflict Resolution, 2017, vol. 61 (2), pp. 271-297.

COOKE, Jennifer ; SANDERSON Thomas, & al., *Militancy and the Arc of Instability : Violent Extremism in the Sahel*, Center for Strategic & International Studies, 2016.

CRETOIS, Jules. *Fusion de groupes jihadistes au Sahel, sous la bannière d'Al-Qaïda*, in Jeune Afrique, 2 mars 2017, accessible sur <https://www.jeuneafrique.com/408773/politique/fusion-de-groupes-jihadistes-sahel-banniere-dal-qaida/>

DANDJINO, Rémi Fulgance. “*46 morts dans les affrontements de Yirgou*”, accessible sur <http://lefaso.net/spip.php?article87308>.

DEBY, Idriss. Interview par Patrick Forestier, Paris Match, 28/12/2012, disponible sur <http://www.parismatch.com/Actu-Match/Monde/Actu/Tchad.-Mobilisation-generale-454606/>.

DES COURIERES, Violaine. “*Au Nigeria, un imam sauve 262 chrétiens au péril de sa vie*”, disponible sur http://www.lavie.fr/actualite/monde/au-nigeria-un-imam-sauve-262-chretiens-au-peril-de-sa-vie-04-07-2018-91322_5.php

DOYLE, Michael. “*Kant, Liberal Legacy and Foreign Affairs*”, in *Philosophy and Public Affairs*. Vol. 12. 3. Summer, 1983.

France Diplomatie, “*Qu'est-ce Daech ?*”, disponible sur <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/afrique-du-nord-moyen-orient/que-fait-la-france-contre-daech/article/qu-est-ce-que-daech>.

HUNTINGTON, Samuel. “*The Clash of Civilizations ?*”, in *Foreign Affairs*, Vol. 72, no. 3, Summer 1993.

IDANI, Oumarou. “*Burkina : Des traces d'uranium découvertes dans le Sahel et de pétrole vers Nouna et Essakane*.” Interview sur Radio Omega, 11 avril 2018, disponible sur <http://omegabf.info/politique/burkina-des-traces-duranium-decouvertes-dans-le-sahel-et-de-petrole-vers-nouna-et-essakane-oumarou-idani-ministre-des-mines/>.

IKENBERRY, John. « *Why Export Democracy ? : The 'Hidden Grand Strategy' of American Foreign Policy* », in *The Wilson Quarterly*, Vol. 23, no.2, Spring 1999.

Journal Officiel de la République Française. “*Débats parlementaires : Compte rendu in extenso-séance du 27 décembre 1956*”, disponible sur <http://www.senat.fr/comptes-rendus-seances/4eme/pdf/1956/12/>

- LeFaso.net. “*Communiqué Final : 2^e réunion de haut niveau des ministres en charge des affaires religieuses et de culte des pays membres du G5 Sahel*,” 27 avril 2018, disponible sur <http://lefaso.net/spip.php>.
- LeFaso.net. *Force Barkhane : le Général Bruno Guibert chez le Président Roch Kabore*, disponible sur <http://lefaso.net/spip.php>.
- Lefaso.net. “*Lutte contre le terrorisme : 3 assaillants abattus et 1 gendarme tué à Ouagadougou* », 22 mai 2018, disponible sur <http://lefaso.net/spip.php>.
- LeFaso.net, « 62 personnes tuées à Arbinda, selon un bilan officiel », 4 avril 2019, disponible sur <http://lefaso.net/spip.php?article88929>
- LAOUNDIKI, Cryspin Masneang. “*Lutte contre le financement du terrorisme : 416 donateurs de l’Etat Islamique identifiés en France*”, disponible sur <http://lefaso.net/spip.php?article83142>
- LE CAM, Morgan. “*Burkina Faso : confessions d’un ancien djihadiste*”, Le Monde, 10 Décembre 2017, disponible sur http://www.lemonde.fr/afrrique/article/2017/12/10/confessions-d-un-djihadiste-du-burkina-vu-ce-que-font-les-forces-de-securite-a-nos-parents-je-ne-regretterai-jamais-leur-mort_5227587_3212.html#2vdYGXSTbchfzPue.99.
- LERT, Frederic & Thomas CAVAILLE-FOL, Thomas. “*Anti-terrorisme : les nouvelles armes*”, Science et Vie, Octobre 2016, pp. 48-66.
- LUGAN, Bernard. “*L’ethnie, rempart face au jihadisme ?*”, in L’Afrique Réelle, No. 114, Juin 2019, p. 1.
- MAGNAN, Pierre. “*La menace de l’Etat Islamique dans le Grand Sahara*”, Geopolis Afrique, disponible sur <http://geopolis.francetvinfo.fr/la-menace-de-l-etat-islamique-dans-le-grand-sahara-166819>
- MAIANGWA, Benjamin. “*Jihadism in West Africa : Adopting a Three-Dimensional Approach to Counterterrorism*, ” in Journal of Peacebuilding and Development, December 2014, vol. 9, no.3.
- MASKALIUNAITE, Asta. “*Exploring the Theories of Radicalization*, ” in *International Studies* 7, no. 1, 2015.
- Ministere de la Defense Francaise, “*Barkhane : opération transfrontalière Panga dans la boucle du Niger élargie* », 14 avril 2017, disponible sur <https://www.defense.gouv.fr/operations/barkhane/actualites/barkhane-operation-transfrontaliere-panga-dans-la-boucle-du-niger-elergie>
- Ministère de la Sécurité, *Avis de recherche : liste des individus recherchés pour leur participation à une entreprise terroriste*, 2018, disponible sur http://lefaso.net/IMG/pdf/liste-d_individus-recherches-participation-a-une-entreprise-terroriste.pdf.
- NAPON, Abdoul Razac. “*Comment les groupes terroristes opèrent*, ” in Mutations no.147 du 15 au 30 avril 2018.

- NAPON, Abdoul Razac. “Opération anti-terroriste dans le Sahel : des victimes parlent,” in Mutations no. 146 du 1^{er} au 14 avril 2018
- Norwegian Refugee Council, “People flee violence in Northern and Central Mali”, 14 mai 2018, disponible sur <https://www.nrc.no/news/2018/may/people-flee-violence-in-central-and-northern-mali/>
- ONUHA, Felix. “Nigeria Talking to Boko Haram about Possible Cease-Fire”, Reuters, 25 Mars 2018, disponible sur <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-security/nigeria-talking-to-boko-haram-about-possible-ceasefire-idUSKBN1H10OK>.
- PELLERIN, Mathieu. “Trajectoires de la radicalisation religieuse au Sahel”, Notes de l’IFRI, février, 2017.
- PELLERIN, Mathieu. “Interview avec Carine Frenk, ” RFI, 9 mars 2018, disponible sur <http://www.rfi.fr/emission/20180309-mathieu-pellerin-groupes-jihadistes-etendent-influence-sud-sahel>.
- PERMIN, Clémence & SAYAD, Houari. “Le Sahel : terrain de jeu d’Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI)”, Les Cahiers d’Outre-Mer, no. 255, Juillet-Septembre 2011, disponible sur <http://journals.openedition.org/com/6346>
- PERRIN, Jean-Pierre. “Les seize commandements de l’Etat Islamique en Irak et au Levant”, Libération, 25 avril 2018, disponible sur http://www.liberation.fr/planete/2014/06/23/les-16-commandements-de-l-etat-islamique-en-irak-et-au-levant_1048158
- PIAZZA, James A. “Types of Minority Discrimination and Terrorism.” In *Conflict Management and Peace Science*, 2012, Vol. 29, no. 5.
- Radio Omega, “Barsalogho (Centre Nord) : des présumés auteurs de l’incendie de l’école sous paillote de Bafina arrêtés par les koglwéogo”, 03 mai 2018, disponible sur <http://netafrique.net/barsalogho-centre-nord-des-presumes-auteurs-de-lincendie-de-lecole-sous-paillote-de-bafina-arretes-par-les-koglweogo-correspondant/>
- RFI, “Mali : le QG de la force du G5 Sahel frappé par un attentat-suicide”, disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20180629-attaque-qg-force-g5-sahel-sevare>
- RFI, “Burkina Faso : le groupe jihadiste EIGS revendique le rapt d’un enseignant”, disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20180418-burkina-faso-le-groupe-jihadiste-eigs-revendique-le-rapt-enseignant>.
- RFI, “Terrorisme : le groupe EI dans le Grand Sahara » sur la liste noire américaine”, 18 mai 2018, disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20180518-terrorisme-sahel-etats-unis-groupe-etat-islamique-grand-sahara-liste-noire>
- RFI, “Mali : l’armée confirme la mort du chef jihadiste Hamadoun Kouffa”, 24 novembre 2018, disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20181124-mali-armee-barkhane-mort-chef-jihadiste-hamadoun-kouffa>

- RFI, “Burkina Faso : le groupe jihadiste EIGS revendique le rapt d’un enseignant”, 18 AVRIL 2018, disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20180418-burkina-faso-le-groupe-jihadiste-eigs-revendique-le-rapt-enseignant>
- RFI, “Barkhane utilise les grands moyens à la frontière entre le Mali et le Burkina”, 2 mai 2017, disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20170502-barkhane-utilise-grands-moyens-frontiere-mali-burkina-foret-jihadistes>
- RFI, “Mali : l’attaque meurtrière contre la MINUSMA revendiquée”, disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20190121-mali-attaque-meurtriere-contre-onu-revendiquee-aqmi>
- RFI, “Mali : un regain de violence lié à l’absence de l’Etat et à l’accès à l’armement”, disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20190324-mali-conflits-mettaient-jeu-gourdins-font-coup-kalash>
- ROGER, Benjamin. “Sahel : sur la piste des jihadistes”, in Jeune Afrique, du 9 au 22 avril 2017.
- ROGER, Benjamin. “Burkina : trois jihadistes présumés et un gendarme tués dans une opération à Ouagadougou », in Jeune Afrique, 22 mai 2018.
- SANA, Soumaila. “Conflit communautaire à l’Est du Burkina”, n.d., disponible sur <http://lefaso.net/spip.php>
- SAYADI, Abderrazak & AMBROSIO, Alberto Fabio. “Terrorisme : le ‘Mein Kampf des soldats de Daech’”, Le Point, 26 mars 2018, disponible sur http://www.lepoint.fr/societe/terrorisme-le-mein-kampf-des-soldats-de-daech-26-03-2018-2205598_23.php
- The Economist. “The New Scramble for Africa : This Time, the Winners Could be Africans Themselves”, 7 Mars 2019, disponible sur : <https://www.economist.com/leaders/2019/03/07/the-new-scramble-for-africa>.
- Thiam, Ndiago. “Djibo, l’autre Kidal en devenir,” documentaire disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=7sza4v1tKeA>
- UN Security Council. *Midterm Report of the Panel of Experts on Mali*, 21 February 2019, disponible sur https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B6B5F CF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2019_137.pdf
- U.S. Department of State Office of the Spokesperson, *For Immediate Release : Media Note*, February 20, 2018, accessible sur <https://bf.usembassy.gov/state-department-designation-ansarul-islam/>
- WALKER, Brian & al. “Resilience Management in Social-ecological Systems : A Working Hypothesis for a Participatory Approach, ” in Ecology and Society, 6 (1), 14, 2002.
- WEISS, Caleb. “Al Qaeda Maintains Operational Tempo in West Africa in 2017”, in The Long War Journal, January 5, 2018, disponible sur <https://www.longwarjournal.org/archives/2018/01/al-qaeda-maintains-operational-tempo-in-west-africa-in-2017.php>

Xinua, “*Une vingtaine de terroristes présumés arrêtés dans le nord du Burkina Faso*”, 20 avril 2018, disponible sur <http://news.aouaga.com/h/116458.html>

ZIDA, Yacouba Isaac. “*Attaques terroristes au Burkina : notre patrie en danger*”, LeFaso.net, 31 Décembre 2018, disponible sur <http://lefaso.net/spip.php?article87238>

TABLE DES MATIÈRES

Couverture

4^e de couverture

Copyright

Titre

LISTE DES ACRONYMES

LISTE DES FIGURES ET DE LA CARTE

Dédicace

AVANT-PROPOS

INTRODUCTION

PARTIE I

**DÉGAGER L’HORIZON DE LA VIOLENCE TERRORISTE :
CONCEPTS, CONTEXTE, ET TENDANCES**

Contexte de l’émergence de la crise terroriste au Burkina Faso

Criminalité terroriste au Burkina Faso :

évolution, tendances et configuration

Evolution chronologique des attaques au Burkina Faso

Les cibles des attaques

Tendances et traits communs des attaques

Acteurs et agendas derrière l’hydre terroriste

Al Qaeda

Daech

Groupes terroristes actifs dans les pays du Sahel

et le Bassin du Lac Tchad

Boko Haram

Al Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI)
Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimin
L'Etat Islamique dans le Grand Sahara (EIGS)
Ansarul Islam
Cartographie des incidents terroristes au Burkina Faso
Conséquences des attaques
Au plan sécuritaire
Au plan social et psychologique
Impact du terrorisme sur le tourisme et l'économie

PARTIE II

COMPRENDRE EN PROFONDEUR LA DYNAMIQUE DE LA VIOLENCE TERRORISTE

Facteurs incitatifs (*push factors*) et facteurs attractifs (*pull factors*)

Les soubassements socio-économiques de la crise terroriste

Facteurs politiques

Facteurs idéologico-religieux de la crise terroriste :
faut-il blâmer une religion ?

Facteurs ethno-identitaires de l'extrémisme violent :
dilemme sécuritaire et stigmatisation

PARTIE III

RÉPONSES DU GOUVERNEMENT, DES PARTENAIRES ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À LA CRISE TERRORISTE

Les réponses militaires

Les réponses non-militaires

Réponses du gouvernement aux menaces à la cohésion sociale

La mobilisation des populations locales contre le terrorisme et l'insécurité

PARTIE IV

MÉRITES ET LIMITES DES RÉPONSES ACTUELLES, ÉVOLUTIONS POSSIBLES ET POSSIBILITÉS DE REPONSE

Acquis et mérites

Mérites et défaillances de l'appareil sécuritaire au Burkina Faso

Limites des stratégies actuelles

Conjectures sur les possibles évolutions de la criminalité terroriste
et possibilités de réponses

Pistes d'action et de recherche à explorer

A l'origine des crises, privilégier le dialogue
plutôt que la répression ?

Principes pour l'élaboration d'une stratégie nationale
et de plans d'action de lutte contre l'extrémisme violent

REMARQUES FINALES

BIBLIOGRAPHIE

Livres, rapports d'études et documents officiels

Articles de journaux/periodiques

Burkina Faso aux éditions L'Harmattan

Adresse

BURKINA FASO

AUX ÉDITIONS L'HARMATTAN

Dernières parutions

MON ENGAGEMENT

Lona Charles Ouattara

L'auteur invite les Africains à beaucoup plus d'introspection sur les valeurs propres à l'Afrique. Il existe encore en Afrique des sociétés péjorativement appelées acéphales. Elles sont pourtant très bien gouvernées sans désordre ni violence à l'ouest et dans le sud-ouest du Burkina. En leur sein, règne la démocratie basée essentiellement sur la liberté. La parenté à plaisanter, dans l'ensemble du Burkina, est une autre valeur sûre de cohésion sociale. L'Afrique devrait tracer sa propre voie en sortant des sentiers battus de la division du monde en deux camps antagonistes. Cette voie devrait s'inspirer des valeurs ancestrales.

(Coll. Études africaines, 414 p., 39 euros)

ISBN : 978-2-343-18587-3, EAN EBOOK : 9782140131356

IF THOMAS SANKARA WERE ALIVE

The Righteousness of an African Revolution

Barwendé Médard S.J. Sane

Thirty-two years after his assassination, Thomas Sankara's name remains appealing throughout Africa and beyond. The revolutionary leader's legacy consists of a call to unity, selfconfidence and good governance. To the world's leaders, Sankara's concern for the less advantaged might serve as a reminder that sacrifice to humanity is a yardstick for assessing good leadership. Looking back at Sankara's dynamic and visionary presidency, might his revolutionary spirit be relevant to Burkina Faso and to the African continent today as it was then ?

(Coll. Études africaines, 208 p., 21,5 euros)

ISBN : 978-2-343-18222-3, EAN EBOOK : 9782140129674

LA CULTURE, CETTE MAL CONNUE PEU VALORISÉE

Boubacar Sadou Ly

Pour bien connaître la culture et être en mesure de bien l'utiliser et de l'améliorer, il faut la définir avec exactitude. Car actuellement, elle est comprise comme un magma de comportements indéfinis qui fait que l'on prend les manifestations artistiques et musicales, les spectacles et les architectures comme forme de culture. La culture imprègne tout cela et s'imprime en ces œuvres, mais en est bien distincte. Et c'est en la distinguant de ces œuvres, que l'on pourra mieux la traiter et lui donner sa force et sa valeur.

(Coll. Harmattan Burkina Faso, 66 p., 10 euros)

ISBN : 978-2-343-18114-1, EAN EBOOK : 9782140128479

DIDACTIQUE DES DISCIPLINES EN AFRIQUE FRANCOPHONE : ENTRE ÉMERGENCE ET CONFIRMATION

Kalifa Traoré, Jean-Claude Bationo, Mathias Kyélem, Arouna Diabaté, Timbila Sawadogo

La didactique est comprise comme une « science du métier d'enseignant » et surtout une science de l'enseignement-apprentissage des contenus des disciplines scolaires et académiques. Confundue souvent à la pédagogie, la didactique relève également des sciences de l'éducation. Cet ouvrage présente les résultats de recherche sur l'apport de la didactique des disciplines dans le domaine des lettres, des langues, des sciences humaines et sociales mais aussi scientifiques et technologiques.

(Coll. Harmattan Burkina Faso, 410 p., 39 euros)

ISBN : 978-2-343-18116-5, EAN EBOOK : 9782140128516

IL ÉTAIT UNE FOIS... LE CONTE

Wendaogo Tilado André Zombre

Les contes en Afrique tirent leurs sujets de la tradition et sont mémorisés. Ils sont par ailleurs empreints de poésie, toujours émotionnelle par la sonorité des mots et de la rime, et surtout par la mélodie ; la mélancolie et la monotonie des refrains qui ponctuent la narration ; ils se tiennent exclusivement la nuit, après le repas, pour ajouter au mystérieux de l'âme du sujet, tirent à la fin du récit une genèse (« c'est ainsi que » l'hyène est bossue) ou une leçon de morale ou de civisme (« c'est à partir de ce jour » qu'on ne fait pas ceci ou cela).

(Coll. Harmattan Burkina Faso, 108 p., 12,5 euros)

ISBN : 978-2-343-18117-2, EAN EBOOK : 9782140128257

LES ARMES À CŒUR OU L'ART UTILE

Poèmes

Wendaogo Tilado André Zombre

En réaction aux excès d'une démocratie importée, qui a accouché d'une triste couvée faite d'indiscipline, de mœurs légères et d'inceste, ce recueil oppose à l'expression « armes à feu » toujours meurtrière, celle d'« armes à cœur », instrument de culture de la Paix et de l'Amour entre tous les habitants de la Terre. La vigilance africaine doit revoir sa copie quant à sa dignité déshonorée et à sa souveraineté bradée contre l'euro et le billet vert.

(Coll. Harmattan Burkina Faso, 160 p., 17 euros)

ISBN : 978-2-343-18111-0, EAN EBOOK : 9782140128240

EFFROYABLE DESTIN

Roman

Esaïe Kambiré

C'est dans une ambiance de rixe et de danses joyeuses au son du xylophone que le colon arrive pour la première fois à « Dan-paa »... Le vaillant homme lobi s'opposera à la pénétration de l'homme blanc pour éviter de voir s'effriter les recommandations de ses ancêtres. Comment le Lobi moderne pourra-t-il concilier sa tradition et son ouverture au monde des Blancs sans se heurter aux recommandations des ancêtres ?

(Coll. Harmattan Burkina Faso, 98 p., 12 euros)

ISBN : 978-2-343-18115-8, EAN EBOOK : 9782140127991

LE CINÉMA OUEST-AFRICAÎN FRANCOPHONE

Mame Rokhaya Ndoeye

Cet ouvrage est une étude des conditions de la production cinématographique en Afrique de l'Ouest francophone en général, au Burkina Faso et au Sénégal en particulier. Dans une démarche monographique et comparative entre ces deux pays de traditions cinématographiques différentes, il a pour objectif de faire l'état des lieux de leur septième art. Ce livre fait une analyse institutionnelle, historique et socioculturelle des difficultés et des systèmes de contraintes auxquels les réalisateurs de ces deux pays sont confrontés. Il met en exergue les pratiques et les stratégies en termes de solutions optimales que ces réalisateurs développent pour continuer à exercer leur profession.

(*Coll. Logiques sociales*, 204 p., 21,5 euros)

ISBN : 978-2-343-18212-4, EAN EBOOK : 9782140127809

LYCÉE NORBERT ZONGO

Les Tribulations d'une professeure au Burkina Faso

Chloé DELSAD

Pauline, une jeune Française, part enseigner la littérature au Burkina Faso en 2016. Fascinée et dérouterée par la découverte d'un nouvel univers culturel et ses premières expériences d'enseignement au lycée de Nakambe, elle tente de s'adapter. Quand la violence éclate dans la capitale et que les dangers surviennent à l'école, ravivant les souvenirs de douloureux événements, ses repères vacillent. Des rencontres inoubliables lui feront néanmoins dépasser ses peurs et, à travers une quête initiatique, la mèneront jusqu'à l'affirmation de soi. À travers la passion commune des personnages pour les mythes et les contes, Lycée Norbert Zongo célèbre l'art de la parole. Porteur de revendications féminines, le roman est aussi une formidable déclaration d'amour à la littérature d'expression française avec un imaginaire africain.

(*Coll. Rue des écoles*, 182 p., 18 euros)

ISBN : 978-2-343-17790-8, EAN EBOOK : 9782140123290

TIPOKO OU LES MÉANDRES DU DESTIN

Roman

Tinzanga Sogoba

– On ne sait pas ce qui lui est arrivé. Il y a de quoi s'inquiéter ? – Oh Tof ? Une grande fille comme Tipoko ? Elle sait ce qu'elle fait. Elle dort tranquillement dans le lit d'un homme, en attendant d'être jetée dans la rue avec une grossesse. Mais elle ira faire sa maternité dans la famille de sa mère, au village. Je ne pourrai pas m'en occuper. Non, non, je n'en aurai pas le temps ?

(*Coll. Harmattan Burkina Faso*, 160 p., 17 euros)

ISBN : 978-2-343-16678-0, EAN EBOOK : 9782140122897

L'HISTOIRE D'UNE VIE DE FILLE

Roman

Elie Zagré

Les sociétés africaines ont assez marginalisé la place de la femme. La scolarisation de la fille était perçue comme un tabou. Sa place, c'était le ménage et le mariage. Briser cette pesanteur sociale est un parcours du combattant. Bienvenue, personnage principal de ce roman, fit exception. Jeune fille battante et courageuse, elle montra aux yeux du monde que la femme pouvait réussir autant que l'homme.

(*Coll. Harmattan Burkina Faso*, 62 p., 10,5 euros)

ISBN : 978-2-343-16676-6, EAN EBOOK : 9782140122880

PAWÉOGO, L'ÉTERNEL EXPATRIÉ

Roman

Oumarou Ganda Guira

Partir à l'aventure requiert de la volonté mais en revenir en nécessite beaucoup plus ? L'auteur évoque dans cet ouvrage l'expatriation et traite de la vie d'un aventurier et des enjeux qu'elle comporte. Ouedraogo Moumouni, ici surnommé Pawéogo, est contraint de quitter son domicile, comme des milliers d'individus. Nous sommes en Haute-Volta des années 1950 au sein du plateau Mossi.

(Coll. Harmattan Burkina Faso, 258 p., 22 euros)

ISBN : 978-2-343-16679-7, EAN EBOOK : 9782140116520

UN PÈRE INCONNU

Roman

Dakiswendé Sylvain Moïse Tiendrebeogo

« Mon père, cet inconnu, comment le décrire ? Ce monsieur est pour moi une silhouette. J'aurais été plus à l'aise de vous décrire ma maman. C'est avec elle que je vis et c'est elle que je vois à mon retour d'école. C'est elle qui me met au lit et me réveille le matin pour l'école. Ce monsieur, l'inconnu, je le sens dans mon esprit engourdi alors que je suis au lit. À quelle heure est-il rentré, je ne saurai vous le dire. Je sens le froufrou de ses grosses bottes résonnant dans la maison, dans la nuit calme. Cet inconnu que je décris est mon père... »

(Coll. Harmattan Burkina Faso, 132 p., 14,5 euros)

ISBN : 978-2-343-16680-3, EAN EBOOK : 9782140116360

LE DERNIER RÉGIMENT

Roman

Jean Aimé Ntumba

Le Dernier Régiment retrace la vie, dans une approche événementielle, de ce peuple sans espoir, meurtri, appauvri, chosifié et qui d'un coup voit renaître son espoir grâce à la vision que son fils Mvenga a héritée de son père, vision pour unir et reconstruire dans l'unité et dans l'amour.

(Coll. Harmattan Burkina Faso, 126 p., 14,5 euros)

ISBN : 978-2-343-16675-9, EAN EBOOK : 9782140116131

TRAVERS ET REVERS

Nouvelles

Issaka Congo

Travers et revers est un recueil de nouvelles qui plonge le lecteur dans la vie de personnages divers, ponctuée d'événements plus ou moins douloureux dans lesquels déception, bravoure, trahison et regrets sont d'une omniprésence riche d'enseignements.

(Coll. Harmattan Burkina Faso, 72 p., 12 euros)

ISBN : 978-2-343-15479-4, EAN EBOOK : 9782140096907

STRUCTURES ÉDITORIALES DU GROUPE L'HARMATTAN

L'HARMATTAN ITALIE
Via degli Artisti, 15
10124 Torino
l.harmattan.italia@gmail.com

L'HARMATTAN HONGRIE
Kossuth l. u. 14-16.
1053 Budapest
harmattan@harmattan.hu

L'HARMATTAN SÉNÉGAL
10 VDN en face Mermoz
BP 45054 Dakar-Fann
senharmattan@gmail.com

L'HARMATTAN MALI
Sirakoro - Meguelana V31
Bamako
syllaka@yahoo.fr

L'HARMATTAN CAMEROUN
TSINGA/FECAFOOT
BP 11486 Yaounde
insouciam@gmail.com

L'HARMATTAN TOGO
Djidjole - Lomé
Maison Amela
face EPP BATOME
ddamela@aol.com

L'HARMATTAN BURKINA FASO
Achille Soné - tengnule@hotmail.fr

L'HARMATTAN GUINÉE
Almanya, rue KA 028 OKB Agency
BP 3470 Conakry
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE
Résidence Karl - Cité des Arts
Abidjan-Cocody
03 BP 1588 Abidjan
espace_harmattan.ci@hotmail.fr

L'HARMATTAN RDC
185, avenue Nyangwe
Commune de Lingwala - Kinshasa
matangilamusechile@yahoo.fr

L'HARMATTAN ALGÉRIE
22, rue Meulay Mohamed
31000 Oran
info2@harmattan.algerie.com

L'HARMATTAN CONGO
67, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
BP 2874 Brazzaville
harmattan.congc@yahoo.fr

L'HARMATTAN MAROC
5, rue Ferrane-Kouicha, Talaâ-Bikbira
Chrableyine, Fès-Médine
30000 Fès
harmattan.maroc@gmail.com

NOS LIBRAIRIES EN FRANCE

LIBRAIRIE INTERNATIONALE
16, rue des Écoles - 75005 Paris
librairie.internationale@harmattan.fr
01 40 46 79 11
www.librairieharmattan.com

LIB. SCIENCES HUMAINES & HISTOIRE
21, rue des Écoles - 75005 Paris
librairie.sh@harmattan.fr
01 46 34 13 71
www.librairieharmattan.sh.com

LIBRAIRIE L'ESPACE HARMATTAN
21 bis, rue des Écoles - 75005 Paris
librairie.espace@harmattan.fr
01 43 29 49 42

LIB. MÉDITERRANÉE & MOYEN-ORIENT
7, rue des Carmes - 75005 Paris
librairie.mediterranee@harmattan.fr
01 43 29 71 15

LIBRAIRIE LE LUCERNAIRE
53, rue Notre Dame des Champs - 75006 Paris
librairie@lucernaire.fr
01 42 22 67 13